

WORLD
POLICY

CONFERENCE

10^e Édition, 3-5 Nov. 2017 - Marrakech

10^e

WPC



WORLD POLICY CONFERENCE

DIXIÈME ÉDITION
3-5 NOVEMBRE 2017
MARRAKECH, MAROC



WORLD
POLICY
CONFERENCE

SOMMAIRE

PRÉFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 12
ATELIERS PARALLÈLES	page 68
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	page 86
NETWORKING	page 98
INVITÉS	page 109
DISCOURS D'OUVERTURE	page 120
PRESSE & WPC TV	page 124
PARTENAIRES ET ORGANISATIONS	page 130

Préface



La *World Policy Conference (WPC)* a été fondée avec la conviction que le triomphe de l'idéologie de la mondialisation libérale, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et de l'éclatement de l'Empire russe, ne marquait pas la fin de l'histoire ou l'avènement de la paix et de la prospérité universelles. Cette idéologie postulait comme une évidence l'expansion sur toute la planète de la démocratie de type occidental, avec l'effacement des frontières et des États devant l'oligopole des entreprises mondiales, apparemment convaincues de leur vocation à exercer leur responsabilité sociale au service du bien commun. Le terrorisme international,

dont la manifestation la plus spectaculaire reste associée à la date du 11 septembre 2001, était vu comme une aberration corrigible par quelques interventions militaires bien choisies. En 2003, les néoconservateurs américains jugeaient que le renversement du régime de Saddam Hussein réglerait le problème du Moyen-Orient. Ce régime n'était d'ailleurs pas le seul dans leur collimateur.

Le point de vue de la WPC a d'emblée été différent. Pour nous, les États restent les unités fondamentales du système international, et les nations sont insolubles dans un grand tout, parce que toute culture est particulière. Les religions continuent de jouer un grand rôle pour des raisons anthropologiques fondamentales, mais aussi comme des marqueurs majeurs d'ordre ethnologique, sociologique et politique, et ce quand bien même les acteurs qui les manipulent en recourant aux méthodes les plus barbares auraient été anéantis. Les institutions de la gouvernance mondiale peuvent et doivent être améliorées et complétées, mais nous ne croyons pas à la paix par le seul droit, car les institutions les plus élaborées reflètent des rapports de force en constante évolution. Et d'ailleurs, ceux-là même qui identifient la politique et le droit n'hésitent pas à le transgresser à l'occasion. À vue humaine, une bonne gouvernance mondiale doit se donner pour objectif à moyen terme le maintien d'un monde raisonnablement ouvert, ce qui implique des rapports entre les nations à la fois plus équitables et plus respectueux de leur diversité. Elle doit en particulier prendre sérieusement en compte les intérêts des pays du Sud, et faire l'apprentissage de la cogestion face à des problématiques aussi complexes que le changement climatique et l'environnement, ou encore les mouvements migratoires. Tout cela prendra beaucoup de temps, aussi bien pour des raisons techniques que culturelles et politiques.

Les organisateurs de la WPC ne sont pas intéressés par les effets de spectacle. Ils sont conscients de l'importance de ce que l'on pourrait appeler la technologie de la gouvernance, mais ils mettent d'abord l'accent sur le dialogue constructif à propos des questions géopolitiques, géoéconomiques, culturelles, mais aussi technologiques. Car le schéma institutionnel le plus séduisant sur le papier est voué à l'échec s'il ne repose pas sur une vision partagée entre les acteurs.

C'est la recherche d'une telle vision qui nous intéresse au premier chef. L'histoire du monde au cours des années 2008-2017 – qui marque la première décennie de la WPC – démontre amplement ce théorème, que de leur côté les partisans de l'intégration européenne connaissent depuis longtemps.

Dans la période la plus récente, la gouvernance mondiale a été soumise à rude épreuve avec l'avènement du président Trump, les méfaits du terrorisme international, les vagues de réfugiés, le défi de la démocratie illibérale, l'affirmation par certains pays de leurs intérêts nationaux étroitement conçus – au risque de provoquer des confrontations –, la crise nucléaire sur la péninsule coréenne, un renouveau de la course aux armements, le problème général des inégalités dans le monde et les réactions qu'elles suscitent, la guerre en Syrie qui n'en finit pas, l'affrontement tous azimuts entre l'Iran et l'Arabie saoudite, sans parler des instabilités économiques et financières potentielles, en dépit d'une conjoncture globale plutôt satisfaisante dans l'immédiat, et j'en passe. Le monde que nous promettent les idéologues de la technologie sera peut-être radieux, en tout cas bénéfique sous de nombreux aspects. Mais actuellement il s'entrechoque durement avec celui dont nous avons hérité du XXe siècle.

Heureusement, le pire n'est jamais certain. Si l'on doit toujours, quand on spéculer sur l'avenir, garder à l'esprit la possibilité des « cygnes noirs » négatifs, il ne faut jamais oublier non plus que les cygnes noirs peuvent aussi être positifs. Au début de l'année 2017, bien des observateurs parmi les plus crédibles, croyaient l'Union européenne condamnée. Aujourd'hui, après une série d'événements improbables, le paysage est nettement plus rassurant. Autre exemple : une certaine détente s'est instaurée sur la péninsule coréenne, alors qu'on pouvait craindre le pire. Le point essentiel est que, contrairement par exemple à 1914, aucune des grandes puissances de la planète ne souhaite marcher vers la guerre. À son niveau, la WPC a l'ambition de donner toutes leurs chances aux cygnes noirs positifs.

Au cours de sa première décennie, la WPC s'est réunie trois fois à Marrakech, et c'est au Maroc qu'elle a fêté sa dixième édition. Ce pays appartient au continent africain et s'y montre actif, tout en s'affirmant clairement dans les quatre directions, nord-sud et ouest-est. La présence de la WPC au Maroc rappelle que la géopolitique de la paix ne doit plus être pensée dans des cadres directement issus de la guerre froide, comme il en subsiste tant. Que le cadre soit important, ma fréquentation des principaux clubs et forums internationaux, tous marqués par leur histoire, m'en a convaincu depuis longtemps. Si la première partie de la vie de la WPC est généralement considérée comme un succès, c'est aussi parce que le Maroc a compris notre intention et, en nous accueillant, l'a faite sienne.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur de la WPC
29 janvier 2018

**Vendredi 3 novembre**

09:00 – 10:00 : ***Ouverture***

Thierry de Montbrial, fondateur et président de la WPC
Message de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc
Message d'Emmanuel Macron, Président de la République française
Bartholomée 1^{er}, Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

10:00 – 10:45 :

Session plénière 1 : L'avenir de l'Europe du Sud-Est

Modérateur :

Thierry de Montbrial, fondateur et président de la WPC

Intervenants :

Ana Brnabić, Première ministre de la République de Serbie
Edi Rama, Premier ministre de la République d'Albanie

10:45 – 12:00 :

Session plénière 2 : Investir en Afrique

Modérateur :

Jean-Michel Severino, président, Investisseurs & Partenaires

Intervenants :

Christoph Beier, vice-président du conseil d'administration, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Miriem Bensalah-Chaqroun, présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM)
Shinichi Kitaoka, président, Japan International Cooperation Agency (JICA)
Rémy Rioux, directeur général, Agence française de développement (AFD), président de l'International Development Finance Club (IDFC)
Mostafa Terrab, président-directeur général, Groupe OCP

12:00 – 12:30 :

Session plénière 3

avec **Peter Maurer**, président du comité international de la Croix Rouge (CICR)

12:45 – 14:30 :

Déjeuner débat

avec **Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani**, ministre des Affaires étrangères, Etat du Qatar

14:45 – 16:15 :

Session plénière 4 : Tendances au Moyen-Orient

Modérateur :

Miguel Ángel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Intervenants :

Odeh Aburdene, président d'OAI Advisors, membre du Council on Foreign Relations
Youssef Amrani, chargé de mission, cabinet royal, Maroc
Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale, FMI
Stuart Eizenstat, associé, Covington and Burling LLP
Renaud Girard, grand reporter et chroniqueur international, Le Figaro
Itamar Rabinovich, président de l'Israel Institute, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis

16:15 – 17:30 :

Session plénière 5 : Confiance et vérité à l'ère du numérique

Modérateur :

Steven Erlanger, Correspondant diplomatique en chef pour le New York Times

Intervenants :

Oliver Bussmann, fondateur et associé gérant, Bussmann Advisory, Suisse, ancien directeur des systèmes d'information d'UBS et SAP
Stefan Heumann, membre du conseil d'administration de Stiftung Neue Verantwortung (SNV)
Haïm Korsia, Grand Rabbin de France
Susan Liautaud, fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)

Anne-Thida Norodom, professeur de droit public à l'université de Rouen, membre du conseil stratégique de l'Ifri

17:30 – 18:45 :

Session plénière 6 : L'économie mondiale

Modérateur :

Richard Cooper, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

Intervenants :

Uri Dadush, Senior Fellow, OCP Policy Center, chercheur non-résident, Bruegel
Kemal Dervis, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie
Jung Sung-Chun, vice-président, département de macroéconomie internationale & finance, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

Itoh Motoshige, professeur émérite, Université de Tokyo et professeur, Université Gakushuin, ancien conseiller du Premier ministre, Japon
Qiao Yide, vice-président et secrétaire général, Shanghai Development Research Foundation

18:45 – 19:45 :

Session plénière 7 : L'avenir des moyens de transport : connectivité et gouvernance

Modérateur :

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction du The Washington Post

Intervenants :

François Barrault, président de l'Idate/DigiWorld Institute; ancien président-directeur général, BT Global Services et membre du conseil d'administration, BT Group PLC
Patrick de Castelbajac, directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus
Jean-Yves Le Gall, président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) et président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), France

20:30 :

Dîner débat

avec **Patrick Pouyanné**, président-directeur général, Total

Samedi 4 novembre

09:00 – 10:30 :

Session plénière 8 : L'Amérique et le monde un an après l'élection de Trump

Modérateur :

Richard Burt, directeur général, McLarty Associates, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne

Intervenants :

Juan Gallardo, président, Organización Cultiba SAB de CV, Mexique
Yukio Okamoto, président, Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial de deux Premiers ministres du Japon
Alexander Panov, membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, professeur et directeur du département de diplomatie du MGIMO
Ryu Jin Roy, président-directeur général, Poongsan Group, République de Corée

John Sawers, ancien chef des services de renseignements, Royaume-Uni

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, France

10:30 – 11:00 :

Pause café

11:00 – 12:00 :

Session plénière 9 : L'intelligence artificielle et l'avenir du travail humain

Modérateur :

Ali Aslan, présentateur et journaliste, Deutsche Welle TV

Intervenants :

Masood Ahmed, président, Center for global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI
Mari Kiviniemi, secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancien Premier ministre de Finlande

Holger Mey, vice-président, concepts avancés, Airbus
Patrick Nicolet, membre du comité de direction générale, Capgemini

12:00 – 13:15 :

Session plénière 10 : L'avenir du commerce et des investissements internationaux

Modérateur :

Nicolas Barré, directeur de la rédaction, Les Echos

Intervenants :

Bark Taeho, président, Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du commerce de la République de Corée
Francis Gurry, directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
Stefan Mair, membre du conseil d'administration, Fédération des industries allemandes (BDI)
Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics
Yi Xiaozhun, directeur général adjoint, Organisation mondiale du commerce (OMC)

13:30 – 15:00 :

Déjeuner débat

avec **Ahmet Davutoglu**, ancien Premier ministre de la République de Turquie

15:15 – 18:15 : ***Ateliers parallèles***

Atelier 1 : Finance et économie

Président :

John Lipsky, Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) ; ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Intervenants :

Bertrand Badré, fondateur et PDG de Blue Orange Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale
Raed Charafeddine, premier vice-gouverneur de la Banque du Liban
Daniel Daianu, membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie; ancien ministre des Finances de Roumanie
Jeffrey Frieden, professeur, Université d'Harvard
Akinari Hori, conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon
André Levy-Lang, ancien président du directoire de Banque Paribas, professeur associé émérite à l'Université Paris-Dauphine

Atelier 2 : Energie et climat

Président :

Nobuo Tanaka, ancien directeur exécutif, IEA, président de la Sasakawa Peace Foundation

Intervenants :

Olivier Appert, président, Conseil Français de l'Energie
André Caillé, administrateur de Junex inc., ancien président du Conseil mondial de l'énergie et sous-ministre de l'Environnement du Québec
Lee Hye-Min, sherpa du G2o et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée
Tatsuo Masuda, professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business, Japon
Ladistas Paszkiewicz, vice-président, stratégie et climat, Total
Friedbert Pflüger, directeur, European Centre for Energy and Resource Security, King's College London

Atelier 3 : Chine

Président :

Park In-kook, président, Korea Foundation for Advanced Studies (KFAS)

Intervenants :

Bark Taeho, président, Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du commerce de la République de Corée
Richard Cooper, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard
Jean-François Copé, maire de Meaux, ancien ministre délégué au Budget, France
Yuichi Hosoya, professeur, département de sciences politiques, Université de Keio
Jia Qingguo, doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin
Douglas Paal, vice-président, Carnegie Endowment for International Peace
Qiao Yide, vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation

Atelier 4 : La Russie dans vingt ans

Président :

Igor Yurgens, président de l'Institut du Développement Contemporain, Russie

Intervenants :

Alexander Dynkin, président, Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO), Russie

Michel Foucher, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

Donald Johnston, président de la Fondation McCall MacBain; ancien secrétaire général de l'OCDE

Yaroslav Lissovolik, économiste en chef, Banque eurasienne de développement

Artem Malgin, vice-recteur pour les affaires générales et les relations entreprises, Moscow State Institute of International Relations (MGIMO)

Alexander Panov, membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, professeur et directeur du département de diplomatie du MGIMO

20:00 – 20:30 :

Cocktail

20:30 :

Dîner de gala

avec **Nasser Bourita**, ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc

Dimanche 5 novembre

08:30 – 09:30 :

Rapports des ateliers parallèles

09:30 – 11:00 :

Session plénière 11 : L'Union européenne et le monde

Modérateur :

Ali Aslan, présentateur et journaliste, Deutsche Welle TV

Intervenants :

Richard Burt, directeur général, McLarty Associates, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne
Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour le New York Times
Elisabeth Guigou, présidente de La Fondation pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes Ana Lindh, ancienne députée et présidente de la commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale, France
Bogdan Klich, sénateur, chef de l'opposition au Sénat, ancien ministre de la Défense, Pologne
Michael Lothian, ancien membre du Parlement, Royaume-Uni
Yukio Okamoto, président, Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial de deux Premiers ministres du Japon

11:00 – 11:30 :

Session plénière 12

avec **Tsakhagiyn Elbegdorj**, ancien président de Mongolie

11:30 – 12:30 :

Session plénière 13 : Le développement de l'Afrique

Modérateur :

Sean Cleary, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, Afrique du Sud

Intervenants :

Nizar Baraka, président, Conseil économique, social et environnemental (CESE)
Cheikh Tidiane Gadio, président de l'Institut Panafricain de Stratégies (IPS), ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal
Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal
Lionel Zinsou, co-président de la Fondation AfricaFrance, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président, PAI Partners

13:00 – 14:30 :

Déjeuner débat

avec **Aziz Mekouar**, ambassadeur du Maroc, chargé de la négociation pour le climat

15:00 – 16:30 :

Session plénière 14 : La sécurité en Asie

Modérateur :

Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics

Intervenants :

Yuichi Hosoya, professeur, département de sciences politiques, Université de Keio
Jia Qingguo, doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin
Mayankote Kelath Narayanan, ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde
Jusuf Wanandi, co-fondateur, vice-président du conseil d'administration et senior fellow, Centre for Strategic and International Studies Foundation, Indonésie
Michael Yeoh, fondateur et président-directeur général, Asian Strategy & Leadership Institute (ASLI)
Yim Sung-Joon, conseiller, Lee International IP & Law Group; ancien vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du Président, République de Corée

16:30 – 17:45 :

Session plénière 15 : Session Young Leaders

Modérateur :

Patrick Nicolet, membre du comité de direction générale, Capgemini

Intervenants :

Aurélien Billot, chef du secteur Politiques commerciales et de développement au Secrétariat général des affaires européennes, France
Natalie Cartwright, co-fondateur, Finn.ai
Allen Ali Mohammadi, co-fondateur, Hippogriff AB
Edouard Nattée, fondateur et PDG, Fox Intelligence
Arthur Stril, co-fondateur, Zinc VC

17:45 – 19:45 :

Session plénière 16 : L'état du monde

Modérateur :

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction du The Washington Post

Intervenants :

Assia Bensalah Alaoui, ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc
Kriengsak Chareonwongsak, ancien conseiller du Premier ministre de Thaïlande, Senior Fellow, Université d'Harvard et président, Nation-Building Institute
Ju Chul Ki, président, Overseas Koreans Foundation, ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la sécurité nationale auprès du président de la République de Corée
Ashwani Kumar, avocat principal à la Cour suprême ; ancien ministre de la Justice, Inde
Mona Makram Ebeid, sénatrice égyptienne, Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire
Fathallah Oualalou, ancien ministre de l'Economie et des Finances, Maroc
Yukari Niwa Yamashita, membre du conseil d'administration et directeur, The Institute of Energy Economics, Japan (IEEJ)
Meir Sheerit, député, Israël

19:45 : ***Clôture***





10th EDITION GOUVERNANCE MONDIALE
1-5 novembre 2010 - Marrakech

WORLD POLICY INSTITUTE
10th EDITION GLOBAL GOVERNANCE
November 1-5, 2010 - Marrakech

WORLD POLICY CONFERENCE
WORLD POLICY INSTITUTE

Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Discours lu par Yassir Znagui, conseiller de Sa Majesté, Royaume du Maroc



[...] Les avancées indéniables et reconnues de l'Afrique ne sont pas passées inaperçues et ont été suivies avec un intérêt croissant par la communauté internationale. Certes, la voie vers la prospérité est un processus complexe et de longue haleine. Néanmoins, les grandes aspirations des citoyens, notamment africains, ne peuvent se concrétiser qu'à travers des programmes de développement humain et économique inclusifs qui s'inscrivent dans une dimension régionale ou continentale. Africain convaincu, je plaiderai donc, une nouvelle fois, pour l'accompagnement de cette Afrique qui a su forger sa propre destinée, à la faveur de réformes structurelles audacieuses engagées, à moyen et long termes, dans de multiples secteurs. Il est de notre devoir de promouvoir des stratégies novatrices et des politiques ambitieuses, fondées sur les succès d'ores et déjà acquis et s'inspirant d'initiatives mondiales réussies, adaptées à la diversité de nos réalités sociales, économiques et culturelles. Il s'agira notamment, de renforcer le fonctionnement des institutions, de conforter la bonne gouvernance et d'améliorer substantiellement la qualité de l'utilisation des fonds publics. Par ailleurs, la richesse de l'Afrique en capital humain constitue, aujourd'hui, une opportunité unique pour son développement. Participant pleinement à une transformation économique vertueuse du continent, la jeunesse africaine, loin de constituer un handicap, s'avère un atout majeur. Aussi l'élaboration et la mise en œuvre de politiques judicieuses en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé, permettront-elles une meilleure insertion de ces jeunes dans le tissu socio-économique de nos pays. Ces initiatives se traduiront par une croissance accrue, inclusive et soutenue, qui engendrera création d'emplois et augmentation de productivité. [...]

* Version intégrale page 122

Emmanuel Macron

Président de la République française

Discours lu par S.E.M. Jean-François Girault, ambassadeur de France au Royaume du Maroc



[...] Je pourrais facilement faire mien l'objectif de la WPC – réfléchir aux moyens de conserver une gouvernance mondiale raisonnablement ouverte, capable d'absorber les chocs tout en facilitant les changements désirables – car c'est bien dans ce sens que j'ai voulu agir au cours des premiers mois de mon mandat. Je me suis bien sûr consacré aux urgences, en réunissant les protagonistes de la crise en Libye, par exemple, ou encore en accueillant à Paris, le 28 août dernier, les dirigeants africains et européens les plus directement concernés par les flux migratoires sur la route de la Méditerranée centrale. Mais ces innombrables défis de court terme n'iront qu'en se multipliant si nous ne traitons pas les problèmes de fond, si nous n'essayons pas de relever les défis de long terme. J'en mentionnerai trois :

- Celui du développement, pour lequel j'ai fixé l'objectif de consacrer 0,55 % de notre revenu national d'ici cinq ans, en prêtant une attention particulière à l'efficacité de notre aide : plus d'innovations, d'intelligence, de partenariats locaux, et une plus grande responsabilité sur le terrain. Je voudrais que l'Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée avec l'Union européenne, la banque mondiale et le PNUD, soit un exemple de cette exigence renforcée.

- Celui de l'éducation et de la santé, que les crises aiguës que nous traversons ne doivent pas nous faire perdre de vue. j'appelle la communauté internationale à être au rendez-vous en février 2018 à Dakar pour la reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation que la France coprésidera avec le Sénégal. Je l'appelle aussi à redoubler d'efforts en faveur de la santé, à l'heure où l'on reparle, dans la région de l'océan Indien, de maladies qu'on croyait oubliées comme la peste.

- Troisième défi, celui du climat, pour lequel la France et le Maroc se sont mobilisés successivement, avec le succès de la COP21 à Paris en 2015 puis de la COP22 à Marrakech l'an dernier. Ne nous y trompons pas : le combat n'est pas gagné pour autant, et j'essaierai de mobiliser la communauté internationale le mois prochain à Paris autour de solutions concrètes en mobilisant les financements publics et privés. [...]

* Version intégrale page 122

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

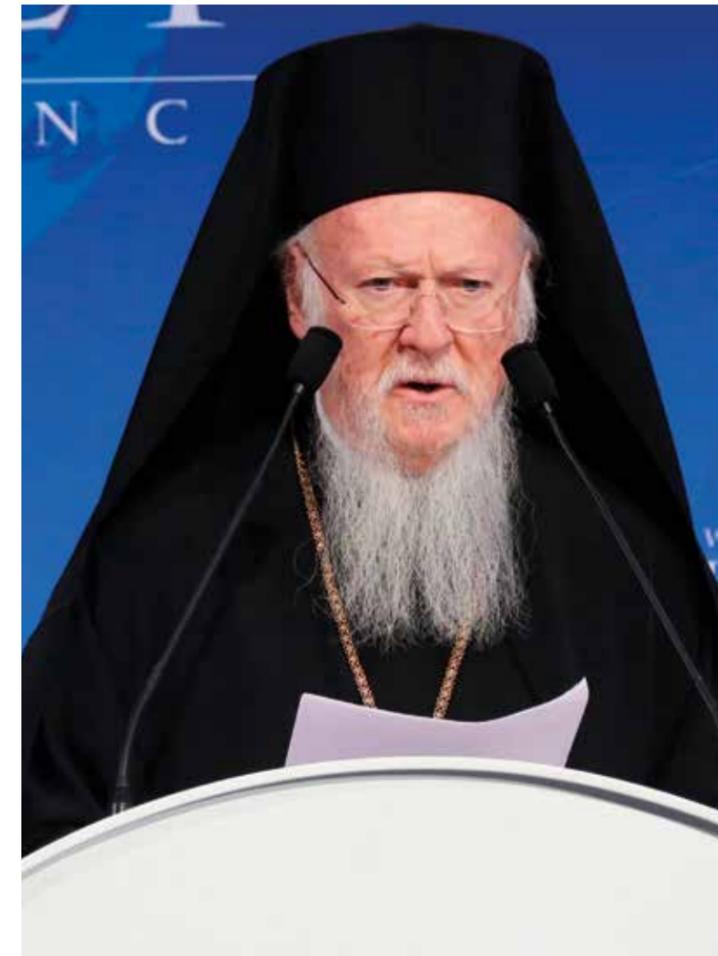


[...] Plus d'un prix Nobel croyaient alors que, pour tout pays, la réalisation du « Carré Magique » – croissance, plein emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur – ne serait bientôt plus qu'une affaire d'ingénierie, comme par exemple la fabrication d'un avion. Il a fallu le sang-froid de la petite communauté des banquiers centraux, forte d'une expérience et d'un pragmatisme enracinés dans l'histoire, pour éviter une catastrophe face à laquelle les gouvernements se montraient désespérés. Une décennie s'est écoulée et l'économie mondiale a repris de la vigueur. La gouvernance économique et financière a fait des progrès significatifs. Mais la mémoire des épreuves et des erreurs s'efface vite devant le retour à la normalité et l'appât des gains faciles. La tentation est grande de faire sauter à nouveau les verrous. C'est dire combien nous ne sommes pas à l'abri d'un retour à des calamités financières. Les années depuis la création de la WPC ont également vu l'avènement et l'échec dramatique du si mal nommé « printemps arabe ». Les politiques désastreuses inspirées de l'idéologie néoconservatrice américaine n'ont abouti qu'au chaos, à l'intensification et à l'expansion géographique du fléau du terrorisme islamiste autour d'organisations comme le prétendu « Etat islamiste », à l'accroissement massif des flux de réfugiés et autour d'eux des parasites qui se nourrissent des malheurs collectifs. Parmi les sous-produits de ce désastre, comment ne pas citer la montée du nationalisme au sein même de l'Europe – même s'il convient de reconnaître que cette montée a aussi d'autres causes plus directement liées à la mauvaise gouvernance, et à l'élargissement rapide de l'Union en raison de la chute de l'URSS. S'il y a une leçon de l'Histoire, c'est que l'on ne joue pas impunément avec les régimes politiques d'autrui, que chaque peuple mûrit à sa façon et à son rythme, que le maintien d'un monde raisonnablement ouvert suppose une adhésion à des règles du jeu partagées entre les principales parties prenantes, avec la ferme volonté de les respecter. [...]

* Version intégrale page 123

Sa Sainteté Bartholomée I^{er} de Constantinople

Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique



[...] Le fait religieux s'est transformé tout au long du XXe siècle et sa manipulation, pour ne pas dire son instrumentalisation à des fins hégémoniques, a détourné la nature même de sa vocation : être un acteur de paix, de réconciliation et de dialogue. La scène internationale connaît aujourd'hui de profonds bouleversements. Les conflits identitaires se lient à la montée en puissance des injustices sociales. Parallèlement, la perception des inégalités va croissante. Dans ce contexte d'insécurité, la religion peut avoir un rôle positif, si tant est qu'elle devienne capable de se réapproprier la nature de son propre message. Un message détourné. Un message violé. Un message piégé par le bellicisme des fondamentalismes. Bien qu'il soit vrai que de nombreux malentendus sur le fondamentalisme religieux circulent, la religion a sans aucun doute été utilisée comme un moyen à des fins politiques ou à des intérêts personnels qui lui sont par essence contradictoires. Aussi, faut-il bien remarquer la nécessité impérieuse du dialogue pour répondre aux conflits contemporains, au-delà de la nature religieuse ou non de ces conflits. Le dialogue n'est pas une négociation. Ce n'est pas non plus une controverse. Le dialogue n'a ni de gagnant, ni de perdant. Il s'agit d'une caractéristique de l'être par laquelle se constitue la qualité relationnelle de la personne humaine. Pour comprendre ce qui se passe dans notre monde aujourd'hui, il nous faut réfléchir au rôle de la religion dans l'humanité. Ce que d'aucuns appellent le « retour du religieux » dans un monde « post-séculier » n'est en fait que la réactivation d'une dimension essentielle de l'humanité qui, même si elle est puissamment liée à l'identité, n'en est pas pour autant identitaire, mais métaphysique et spirituelle. [...] La légitimité des religions aujourd'hui dépend de leur attitude claire à l'égard de la protection de la liberté et de la dignité humaines comme des principes fondateurs dans l'établissement de la paix. Aucun défi, soit-il personnel ou international, ne trouvera de solution dans la solitude et l'isolement. Nous avons besoin les uns des autres, car nous sommes des êtres de relation, des êtres de communion qui, à mesure que nous nous rapprochons, devenons de véritables acteurs de paix. [...]

* Version intégrale page 124



10^e EDITION
WORLD POLICY CONFERENCE
10^e EDITION
GLOBAL GOVERNANCE

10^e EDITION
WORLD POLICY CONFERENCE
5-6 novembre 2017 • Marrakech

10^e EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
Novembre 3-4, 2017 / Marrakech

SOUS LE HAUT PARRAINAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

The stage area features a podium on the left with a red flag. Three people are seated on a stage in the center, facing the audience. The background is a blue wall with the event's branding and text.

L'avenir de l'Europe du Sud-Est



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de la WPC



Ana Brnabic
Première ministre de la République de Serbie



Edi Rama
Premier ministre de la République d'Albanie

Les Serbes au Kosovo ont prouvé qu'ils étaient des politiciens responsables, et ils ont tout simplement rejoint le gouvernement actuel à Pristina parce qu'avant tout, nous devons penser à la qualité de vie et à la sécurité de toutes les personnes qui vivent là-bas. [...] Je pense que l'Europe du Sud-est, ou les « Balkans occidentaux », ont besoin de l'UE. Mais cela est réciproque, également pour des raisons de sécurité, et parce que cela fera de l'Europe une entité complète. La Serbie a donc entamé les négociations. [...] C'est pour tous les citoyens des Balkans occidentaux, qui essaient de réformer les sociétés, en premier lieu pour progresser et obtenir de meilleurs résultats sur le plan économique et social, pour avoir un système judiciaire et un État de droit, plus efficaces, etc. Je pense qu'il est très important que les négociations démarrent, surtout avec l'Albanie. [...] Ce rythme est celui auquel nous sommes en train de mettre les réformes en place, et auquel nous acquérons actuellement une stabilité macroéconomique, une stabilité fiscale et une discipline fiscale. Nous avons une administration publique efficace et transparente, tournée vers les citoyens. Nous avons un État de droit grâce à un système judiciaire efficace. Tout cela est important en premier lieu pour nous, pour nos citoyens et pour nos entreprises, et par conséquent, cela nous conduit aussi à l'UE. [...] Je pense que tout viendra de la stabilité régionale, c'est pourquoi le Processus de Berlin est extrêmement important, et la stabilité régionale s'appuiera essentiellement sur l'économie et le commerce, et en premier lieu sur cette zone économique régionale sur laquelle nous sommes en train de travailler.

Il n'y a aucun aspect historique dans la réunion d'aujourd'hui, ce qui est très bien, parce que si nous nous étions réunis à Belgrade, à Tirana ou à Berlin, cela aurait eu une connotation historique. [...] Il est évident que nous avons un désaccord fondamental, comme l'a dit Ana, sur le Kosovo, mais encore une fois, même à ce sujet, de nombreux points s'améliorent, parce qu'il existe un dialogue permanent entre Belgrade et Pristina. Les gens se réunissent, les gens se parlent. Même s'ils sont concrètement et fondamentalement en désaccord, ça ne les empêche pas de s'asseoir autour d'une table et de parler, non seulement de ce sujet précis, mais aussi de beaucoup d'autres. Il me semble que ce qui ressort de très positif, c'est de constater à quel point les choses changent au niveau de la population. [...] Le Kosovo est une république qui est reconnue par de nombreux pays, et bien sûr, les États-Unis et de nombreux pays européens, la France et d'autres l'ont reconnu. En même temps, il y a d'autres pays qui ne l'ont pas fait, mais son existence est une réalité. Il est bien là, il fonctionne comme un État souverain indépendant avec ses propres institutions, et je suis très heureux de pouvoir dire qu'il le fait sur un modèle tout à fait admirable de respect des minorités, et que surtout, la minorité serbe est représentée au Parlement et au Gouvernement. J'ai toujours été, et je suis toujours convaincu qu'en reconnaissant le Kosovo, la Serbie fera un énorme pas en avant et parviendra pratiquement à surmonter le fardeau du passé, qui l'empêche de se tourner vers l'avenir avec davantage de légèreté. [...] Il est stratégiquement nécessaire pour l'Europe que ce processus soit mené à bien et de ne pas laisser les Balkans rester une zone mal définie, sur laquelle d'autres acteurs peuvent avoir une influence, mettre leurs programmes en avant et entraîner des perturbations. [...] Les Balkans sont la région d'Europe dans laquelle on trouve la plus grande diversité religieuse. Les plus pro-américains, les musulmans de nos pays sont encore plus pro-américains que les Texans. Mais cela ne durera peut-être pas pour toujours, et il ne faut pas prendre ça pour argent comptant, parce que d'autres essaient aussi également, et le radicalisme et différents types de perturbations peuvent se développer. Dans ce cas, il n'y aurait aucun changement, pas simplement en ce qui concerne le problème de la région des Balkans, mais aussi le problème européen. Ce serait un problème pour l'Europe.

Investir en Afrique

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

10^e EDITION
VERNANCE MONDIALE
3-5 novembre 2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2017 • Marrakesh

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :
Jean-Michel Severino
Président, Investisseurs
& Partenaires



Miriam Bensalah-Chaqroun
Présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM)



Christoph Beier
Vice-président du conseil d'administration, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

L'Afrique devrait être dans la nouvelle scène mondiale pour toutes les micro-approches à propos de la croissance, du capital humain et de l'ensemble du potentiel agricole et des différentes ressources que l'Afrique possède effectivement. En ce qui concerne les principaux défis – je voudrais en examiner trois, auxquels nous devons faire face en tant qu'investisseurs, le premier est la nécessité de davantage de réglementations dans les affaires. [...] Le cadre juridique et le cadre réglementaire sont souvent inexistantes ou submergés d'investissements différés et parfois, ils compromettent même la viabilité des investisseurs. [...] Deuxième point, l'éducation. En tant qu'investisseurs, nous considérons l'éducation sous l'aspect des compétences du capital humain. Nous avons besoin de ressources humaines qualifiées qui correspondent à notre compétitivité et à notre productivité. [...] Je voudrais aborder la troisième question, à savoir l'infrastructure économique, qui coûte effectivement beaucoup en termes d'investissements. Premièrement, le coût de l'énergie, dans la plupart des pays africains, n'est pas compétitif. Il est deux à trois fois plus élevé que dans n'importe quel pays du sud de l'Europe. Ensuite, viennent la connectivité et la logistique. La connectivité coûte très cher en termes de PIB – 20 %, alors qu'ailleurs, elle ne représente que 8 à 10, voire 12 %. [...] Pour conclure, j'ai parlé de trois défis et ils ont un impact sur la compétitivité, mais les opportunités sont là malgré tout. Donc ceux qui se rendent dans ces zones dépourvues d'infrastructure doivent résoudre ces problèmes pour rendre leur projet viable et compétitif.

Je pense que la question des investissements en Afrique est cruciale, non seulement pour le développement de l'Afrique, mais aussi pour l'Europe et peut-être pour le monde, [...] D'ici 2050, nous savons que la population de l'Afrique aura doublé, pour atteindre 2,6 milliards. Nous aurons besoin de 20 millions de nouveaux emplois créés chaque année, et ces emplois, des emplois décents, ne pourront être créés qu'avec un recentrage total sur les investissements. [...] Le secteur privé doit créer ces emplois, et le secteur public doit être réellement celui qui favorise les investissements privés. [...] Nous pouvons y ajouter les lacunes des infrastructures publiques et de la formation professionnelle et, je dirais, de l'environnement, du cadre de l'esprit d'entreprise. Une politique intelligente axée sur les PME est nécessaire pour soutenir les investissements – non seulement les investissements étrangers directs, mais aussi nationaux et régionaux. Nous avons besoin d'investissements de toutes parts. [...] D'après mes observations, en particulier dans des environnements de plus en plus difficiles, il est nécessaire de construire un pipeline adéquat pour des projets viables dans lesquels il est possible d'investir. Nous aimerions au moins, en reconsidérant nos propres activités, aller un peu plus en aval dans ces activités, et non plus nous concentrer uniquement sur l'environnement et ses conditions. Proposer des opportunités d'investissement appropriées exige de renforcer considérablement les capacités. [...] Je pense que nous devons mieux relier nos activités et nos forces dans un secteur donné avec d'énormes investissements publics, et pour cela, identifier de manière plus sélective d'autres secteurs à opportunités d'emploi.



Investir en Afrique



Mostafa Terrab

Président-directeur général, Groupe OCP



Rémy Rioux

Directeur général, Agence française de développement (AFD), président de l'International Development Finance Club (IDFC)



Shinichi Kitaoka

Président, Japan International Cooperation Agency (JICA)

Mais pourquoi l'Afrique pour une entreprise qui a un intérêt pour les fertilisants, et donc pour l'agriculture ? [...] Il y a quelques années, le développement mobile en Afrique a surpris tout le monde. [...] La même chose pourrait se produire pour l'agriculture. [...] À l'échelle mondiale, il y a une diminution de la quantité de terre arable par habitant. Et regardez où se situent les terres arables restantes sur la planète : en Afrique, 60 % des terres arables restantes encore non utilisées sont situées en Afrique, ce qui représente également 80 % des terres arables en Afrique. [...] Pour l'Afrique, il doit y avoir une révolution doublement verte. Il doit s'agir d'une révolution verte au sens de l'agriculture, mais qui doit aussi être très responsable en termes de protection de l'environnement et de protection, par exemple, de la biodiversité de l'Afrique – une très riche diversité. [...] Nous pensons que l'Afrique jouera ce rôle consistant à nourrir le reste du monde. [...] Le déficit de financement est le suivant : nous investissons plus de 4 milliards de dollars dans la production de fertilisants en Afrique, mais pour une croissance rapide, nous avons besoin d'un écosystème d'entreprises. Il s'agit du flux d'investissements que vous avez mentionné. Il existe un flux d'investissements dont nous réduisons les risques et il devrait être vraiment au centre des préoccupations des agences de développement et des institutions financières, car nous pouvons entrer dans un cercle vertueux qui amènera une croissance rapide.

La stratégie d'investissement de l'Agence française de développement est très simple. On l'a résumée en deux mots : Tout Afrique. Cela veut dire, bien sûr, qu'on va toujours faire le maximum de ce que nous pouvons faire en Afrique. C'est tellement important, c'est la moitié de l'activité de l'Agence, ce sont 500 personnes sur le terrain présentes dans tous les pays. Cela veut dire aussi – et je rejoins totalement ce que vient de dire Mostafa – qu'il faut cesser une bonne fois pour toutes de couper l'Afrique en deux : Afrique du Nord et Afrique subsaharienne. [...] Je salue particulièrement la reprise du Maroc et son rôle dans l'intégration régionale. C'est un vieux sujet. L'entrée du Maroc dans la CEDEAO, l'Organisation de l'Afrique de l'Ouest, que nous connaissons bien à l'AFD, entrainera de gros changements. Et toujours pour revenir à la géographie, la carte du continent va être transformée. Ce qui me passionne, tu en as parlé, c'est la démographie. Il y avait 100 millions d'Africains au début du XX^{ème} siècle, il y en a aujourd'hui 1,2 milliard. Cela va créer, comme dans tous les continents – avec une vitesse et une puissance inédites – de la croissance endogène, de l'emploi et de l'activité. Le potentiel d'innovation qu'on observe est très prometteur. [...] Ce qui m'inquiète dans la situation actuelle, c'est qu'il y a une double crise en Afrique, au Sahel et en Afrique centrale. Là aussi, je crois que la communauté internationale doit s'interroger. [...] Je souhaite terminer sur un mot réconfortant. La France augmente son aide publique au développement – 0,55 % du produit intérieur brut en 2022. Elle active aussi de plus en plus une partie de cette aide en direction du secteur privé, comme le reste des Européens. [...] Les banques domestiques et internationales du monde entier, en Chine, Indonésie, Afrique du Sud, Europe et au Brésil vont arriver à mobiliser le secteur privé et à répondre aux différents défis que nous avons évoqués ensemble.

Lors de la sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-VI) à Nairobi, j'ai observé deux changements positifs de la part de l'Afrique. L'un de ces changements est l'émergence de bons dirigeants, qui comprennent la situation de leurs pays respectifs – ce qu'ils ont, ce qu'ils n'ont pas, ce dont ils ont besoin – essayant d'écouter les conseils d'autres pays, essayant de créer une bonne stratégie pour le développement. Ils essaient de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles grâce à l'industrialisation. Le Japon aide cette évolution de manière globale. Nous nous concentrons sur des domaines tels que l'agriculture pour réduire le coût de la vie, et la santé publique et l'éducation pour créer des ressources humaines appropriées, en nous basant sur notre propre expérience du développement. En outre, nous tentons de susciter l'intérêt des petites et moyennes entreprises au Japon. Au Japon, 99 % des entreprises sont des PME et beaucoup d'entre elles ont de nombreuses idées novatrices qui peuvent contribuer au développement des pays africains. Elles ont déjà investi en Asie du Sud-Est et certaines d'entre elles viennent en Afrique. Nous essayons donc de favoriser ce mouvement. À cette fin, nous recevons des étudiants d'Afrique, dans le cadre de l'initiative ABE (African Business Education). Il s'agit d'un programme de deux ans associé à des études dans les universités japonaises et des stages en entreprises, qui vont permettre de développer les relations entre les entreprises africaines et les entreprises japonaises.



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Fondateur et président
de la WPC



Peter Maurer

Président du comité international de la Croix Rouge (CICR)

Avec la naissance du CICR, l'humanitaire est devenu une préoccupation politique à part entière des États. Dans ce cadre, le CICR a développé des pratiques qui perdurent : nous agissons au cœur des conflits ; nous sommes présents près des lignes de front pour aider les populations civiles ; nous faisons appel au droit pour protéger les personnes touchées par la guerre et la violence. En plus, notre action ne se limite pas à atténuer les effets de la violence : nous voulons changer les comportements des parties aux conflits en les amenant à respecter le droit international humanitaire. L'environnement pourtant dans lequel nous travaillons aujourd'hui est en transformation rapide : amalgames entre les acteurs de plus en plus fragmentés, étatiques et non étatiques et entre violence politique, communautaire et criminelle ; stratégies militaires de plus en plus en décalage avec les normes du droit international humanitaire ; répercussions de plus en plus importantes des guerres et de la violence généralisée sur les populations civiles ; attaques contre les hôpitaux, les travailleurs humanitaires et les médecins. Dans ces circonstances, les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance gardent leur signification et nos modes de fonctionnement préférés restent pertinents (confidentialité et proximité des victimes et des belligérants). En même temps nous sommes en train d'innover nos modes de fonctionnement, notre communication, notre diplomatie humanitaire, la manière de nous connecter ainsi que d'adapter les moyens d'assister, de protéger et de financer l'action humanitaire.

Tendances au Moyen-Orient



MODÉRATEUR :
Miguel Ángel Moratinos
ancien ministre des
Affaires étrangères
et de la Coopération
d'Espagne



Youssef Amrani
Chargé de mission, cabinet royal, Maroc



Jihad Azour
Directeur du département Moyen-Orient
et Asie centrale, FMI



Stuart Eizenstat
Associé, Covington and Burling LLP

Le Moyen-Orient continue à connaître des changements considérables et à faire face aux défis complexes posés par la fragmentation et la déconstruction du monde arabe. Étant donné que tout est interconnecté en raison de l'indivisibilité de la sécurité, nous ne pouvons ignorer la situation au Maghreb et sa projection sahélienne. Les conflits prolongés en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye continuent à générer des débordements d'instabilité dans la région de Mena. Il y a ensuite la grande question palestinienne, qui reste non résolue mais qui est actuellement reléguée au second plan dans la hiérarchie des urgences. Penser que le Moyen-Orient pourrait regagner en stabilité sans trouver une solution durable à ce conflit est une illusion. La menace commune dans toute la région est l'extrémisme violent. Aborder la question de la lutte contre le terrorisme sous l'angle exclusif des préoccupations de sécurité est une approche incomplète. Les réponses à nos défis communs ont un dénominateur commun évident : nous devons travailler ensemble en partageant une vision stratégique commune pour résoudre les conflits en cours et parvenir à un développement solidaire et multidimensionnel pour notre région en promouvant le développement économique et social et en construisant des sociétés cohérentes et démocratiques. À cet égard, nous avons besoin d'une intégration régionale cohérente et pro-active et nous devons aborder la question de l'identité de notre région. Les problèmes d'identité et les divisions sectaires sont enracinés dans la foi et il est urgent de travailler ensemble à déconstruire le discours djihadiste qui cherche à dénaturer l'Islam. Ces réponses entièrement collectives, le Maroc a cherché à les appliquer, en les adaptant aux besoins, aux réalités et aux valeurs de ses citoyens. Cette approche a conduit à l'élaboration d'un modèle marocain spécifique sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, modèle basé sur une vision mondiale et axé sur les citoyens, une approche locale pour construire un pays moderne.

La question économique et financière, qui a été à l'origine de plusieurs transformations dans la région au cours des décennies passées, reste au centre de ce que nous sommes en train de vivre actuellement, y compris sur la scène politique et sécuritaire. Toutefois, ceux qui suivent les questions économiques observent que, malgré son importance, ce sujet reste relativement marginalisé dans le débat public actuel ainsi que dans les sphères de décision dans la région ou au niveau international. Par conséquent, il est important de prendre un peu de recul, afin de mieux apprécier les enjeux et les perspectives pour la région : dans quelle conjoncture nous trouvons-nous actuellement ? Quelle est la situation économique de la région dans son ensemble ? Comment se présente-elle pour les années à venir et quels sont les défis auxquels font face les pays de la région ? Au cours des derniers jours, lors de ma présentation au sujet des perspectives économiques de la région pour l'année 2017 du FMI, j'ai constaté une divergence dans les perspectives de croissance entre pays importateurs et exportateurs de pétrole. Toutefois, les objectifs ou les besoins de réforme convergent entre ces deux groupes de pays. Tout d'abord, on constate une divergence relative dans les perspectives de croissance entre pays. Les pays importateurs de pétrole croissent à un taux relativement acceptable – à peu près 4 à 4,5 % cette année. [...] D'un autre côté, les pays exportateurs croissent à un taux qui ne dépasse pas les 1,5 à 2 %, même si le secteur non pétrolier progresse à une vitesse plus rapide. Ceci montre que nous évoluons progressivement vers une situation d'une économie post-pétrolière, pour les pays exportateurs mais aussi pour les pays importateurs.

Les tendances politiques aux États-Unis et en Occident ont un impact direct sur le Moyen-Orient. [...] En ce qui concerne le Moyen-Orient, il me semble qu'il y a des nouvelles très positives dans un certain nombre de domaines, surtout dans les pays de régime monarchique. La vision de l'Arabie Saoudite pour 2030 du Roi Salman reconnaît la nécessité de diversifier une économie basée sur le pétrole, d'autonomiser les femmes et d'encourager pour la première fois davantage d'investissements privés et étrangers. Il en va de même dans les Émirats Arabes Unis, qui sont en pleine expansion. Sous le Roi Hussein, la Jordanie maintient la tête hors de l'eau, ce qui n'est pas peu dire si l'on considère qu'un pays de 10 millions d'habitants avec peu de ressources naturelles a dû accepter 700 000 réfugiés. Le Maroc se porte plutôt bien sous le Roi réformiste Mohammed VI et l'EI a été vaincu sur le champ de bataille en Irak et en Syrie, bien qu'il demeure un problème persistant en matière de terrorisme. Ce sont des progrès très positifs qui ne doivent pas être négligés. Ils sont cependant occultés par trois tendances négatives. La première est la montée de forces de désintégration non étatiques menaçant les états unitaires traditionnels. [...] La deuxième force négative est la montée de l'Islam politique, dont l'Iran est à l'origine, associant l'Islam à un programme terroriste radical. [...] La troisième force négative, du moins selon moi, est la résurgence de l'influence russe aux dépens des États-Unis dans une région où ils avaient été expulsés par le président Sadate en 1973 lorsqu'il s'est tourné vers l'Amérique. [...] À présent, la politique américaine de Donald Trump a deux priorités dans cette région. La première est la défaite de l'EI avec une aide modeste aux forces pro-américaines en Syrie et le soutien des forces anti-radicales au Yémen, au Niger et au Nigeria. La seconde priorité de l'administration Trump dans cette région est la limitation du pouvoir iranien de toutes les manières possibles, en dehors de la guerre.



Tendances au Moyen-Orient



Renaud Girard

Grand reporter et chroniqueur international, Le Figaro



Odeh Aburdene

Président d'OAI Advisors, membre du Council on Foreign Relations



Itamar Rabinovich

Président de l'Israel Institute, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis

Avec les printemps arabes, qui furent des révolutions politiques exponentiellement accentuées par la révolution numérique, les populations du Moyen-Orient ont été submergées par deux vagues idéologiques d'une force sans précédent. L'idéologie démocratique d'abord. L'idéologie islamiste ensuite. Et nous avons assisté à un grand affrontement, entre ces deux idéologies, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie, etc. Ce fut un affrontement entre des forces favorables au droit écrit par les hommes, à l'Etat de droit, à la démocratie à l'occidentale et des forces favorables au droit écrit par Dieu, à la charia chère aux Frères musulmans. Ni cette idéologie démocratique ni cette idéologie islamiste n'ont gagné. Qui a gagné alors ? C'est le retour du fait national, le retour des États-nations. La fracture religieuse chiite/sunnite reste une clef importante pour comprendre le Moyen-Orient, mais elle n'est plus la clef prépondérante. Nous voyons la grande puissance chiite, l'Iran, s'allier avec une grande puissance sunnite, la Turquie, dans le seul but de renforcer leurs États respectifs face à la menace de l'indépendantisme kurde. Ce retour des États et d'une géopolitique classique s'accompagne de la constitution d'alliances, comme dans l'Europe du XIX^e siècle. Face à l'axe chiite (Iran, Irak, Syrie, Liban), se dresse un axe sunnite aidé par les Américains (Arabie saoudite, Égypte, Emirats, Jordanie. Qui est lui-même concurrencé par le mini-axe Turquie-Qatar. On est revenu à l'Orient compliqué cher à Charles de Gaulle...

Tout d'abord, il est évident que la région arabe a besoin de stabilité. Il existe deux façons de parvenir à la stabilité : par le consentement ou par la force. Au cours des 50 dernières années, la stabilité a été fondée sur la force et nous avons vu que cela ne fonctionnait pas, qu'il s'agisse de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak, du Yémen ou de la Libye. De mon point de vue, la stabilité doit être obtenue par consentement. [...] Pour avoir une croissance économique, il faut éliminer la corruption car la corruption est endémique et la population le sait. La corruption est une forme de taxation de l'ensemble de la population par le secteur privé. [...] Maintenant, en ce qui concerne la Palestine, la question est très complexe. Elle est présente depuis 1948. De nombreuses personnes ont essayé de la résoudre, à commencer par le président Carter, puis le président Reagan, puis Clinton et Obama et ils se sont heurtés à des difficultés. [...] Maintenant, lorsque je regarde la situation d'aujourd'hui, je vois des signes d'espoir et d'autres décourageants. Mon premier espoir est qu'il y aura une réconciliation palestinienne. Va-t-elle réussir ? Nous devons attendre pour le voir, mais au moins pour la première fois depuis de nombreuses années, l'avion palestinien n'a pas quatre ou cinq pilotes. Il n'en a qu'un, une seule autorité et une seule adresse. [...] « M. Netanyahu va-t-il saisir cette opportunité ? » [...] Les Palestiniens se rendent compte que la paix est dans leur intérêt, cependant, les dirigeants palestiniens ne se rendront pas à la table des négociations sans l'assurance de ce qui suit : ils veulent une voie claire vers une solution à deux États basée sur les frontières de 1967. [...] Si la voie est claire, je pense que les Palestiniens négocieront. [...] Les Palestiniens estiment que Jérusalem-Est, la Jérusalem arabe, doit être liée à un État palestinien, qui doit être souverain.

La présentation portait sur les principales tendances suivantes dans l'arène actuelle du Moyen-Orient :- Désengagement partiel des États-Unis. Les États-Unis continuent à être actifs au Moyen-Orient. Le premier voyage à l'étranger du Président Trump a eu lieu au Moyen-Orient. Mais la politique entamée par Obama n'a pas été modifiée par Trump. Les États-Unis reculent devant une implication militaire majeure dans la région. Cette attitude a créé un vide qui est exploité par la Russie et l'Iran et qui se manifeste surtout dans le contexte de la crise syrienne. Un renforcement de la position et de l'influence de la Russie. L'intervention réussie de la Russie dans la guerre civile syrienne a été un tournant décisif. Crises et faiblesses dans le monde arabe. Plusieurs États arabes sont des États défaillants. Les pays arabes importants tels que l'Arabie saoudite et l'Égypte sont loin d'être des États défaillants mais doivent faire face à des problèmes intérieurs majeurs. Les tensions entre chiites et sunnites sont parfois décrites comme des rivalités entre saoudiens et iraniens. La quête d'un accord israélo-palestinien est dans l'impasse car la région attend le plan de paix promis par Donald Trump. En dehors de la table des négociations, les États arabes sunnites modérés collaborent avec Israël contre l'Iran, l'EI et le retour de l'Iran à une véritable implication au Moyen-Orient transforme la politique de la région. L'écart entre une population croissante et la pénurie de ressources va continuer à saper la stabilité régionale.

Confiance et vérité à l'ère du numérique



MODÉRATEUR :
Steven Erlanger
Correspondant diplo-
matique en chef pour le
New York Times



Haïm Korsia
Grand Rabbín de France



Susan Liautaud
Fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)

Vous avez une vérité. C'est la vôtre et vous voulez la partager. Vous l'affirmez. Mais vous êtes loin de la vérité acceptée par tout le monde. Vous en êtes très loin. Et puis, à un moment, les esprits évoluent et la vérité évolue, elle arrive jusqu'à vous. La vérité est aussi conditionnée par le moment. On voit donc bien que la vérité à un instant peut évoluer ; il n'existe donc pas de vérité absolue. Cette idée-là me semble essentielle. Dans le Talmud, Hillel et Shammaï, ne sont jamais d'accord, mais une voix sort du ciel et dit : « la parole de l'un et la parole de l'autre sont la parole du Dieu vivant ». Cette histoire permet de comprendre que la vérité ne réside pas dans une affirmation, mais dans une tension éthique entre deux positions qui oblige à trouver un équilibre. La vérité est probablement la conjugaison de tous ces angles. C'est, en fait, le dialogue, c'est-à-dire la capacité à s'enrichir de la vérité de l'autre. C'est ce qui fait que dans le débat entre les religions, nous devons rendre grâce à la République française et à la laïcité que la République française porte. Chaque religion affirme « nous avons notre vérité ». Or, pour que ma vérité puisse s'exprimer, il faut que je me batte pour que celle des autres puisse exister. Mais dès que je dis cela, j'affirme qu'il y a plusieurs vérités. Ce sera, à mon avis, tout l'enjeu de ce débat.

En premier lieu, le pouvoir aujourd'hui, comme on nous l'a dit tout au long de la journée, est éparé. [...] nous ne savons même pas vraiment qui le détient. La deuxième dynamique du pouvoir, c'est sa concentration dans les entreprises de technologies. [...] La question qui se pose alors est la suivante : comment rééquilibrer la répartition de la responsabilité ? Nous ne pouvons pas accepter l'exploitation sexuelle, le recrutement de terroristes et toutes sortes d'actions répréhensibles, sur des plateformes qui se disent neutres. D'un autre côté, nous ne pouvons pas accepter que des organismes de réglementation ciblent et annulent l'innovation de façons qui peuvent elles aussi nuire à la société. Enfin, la technologie a privé les institutions publiques de leurs moyens, à commencer par le droit. Les systèmes juridiques sont très en retard sur la technologie, qui elle, est en évolution constante et toujours plus rapide. Le droit ne peut tout simplement pas suivre. Les systèmes juridiques sont très mal outillés et les régulateurs ne comprennent tout simplement pas la technologie. [...] La technologie a par ailleurs été le catalyseur de cette épidémie de vérité compromise, [...] Plus généralement, nous devons nous demander « quoi d'autre doit changer dans notre processus décisionnel ? » Tout d'abord, nous devons élargir le périmètre de la discussion. Il est intolérable que les innovateurs et ceux qui contrôlent les innovations décident seuls pour le compte de la société toute entière. [...] Enfin, nous devons nous pencher sur cette réalité, si dure et complexe, fruit d'une distribution compliquée du pouvoir, d'un manque de compréhension quant à savoir qui le détient et qui est responsable, et nous devons éviter de nous réfugier dans une vision trop binaire. [...] Je crois que nous ne devrions pas tant nous demander s'il faut accepter ou non ces technologies, mais plutôt à quel moment et dans quelles conditions. Comment pouvons-nous optimiser les avantages positifs et minimiser les risques ?



Confiance et vérité à l'ère du numérique



Oliver Bussmann

Fondateur et associé gérant, Bussmann Advisory, Suisse, ancien directeur des systèmes d'information d'UBS et SAP



Anne-Thida Norodom

Professeur de droit public à l'université de Rouen, membre du conseil stratégique de l'Ifri



Stefan Heumann

Membre du conseil d'administration de Stiftung Neue Verantwortung (SNV)

La prochaine vague de rupture numérique s'appelle la blockchain (chaîne de blocs), et je dirais qu'il s'agit d'une nouvelle technologie de la confiance, car elle changera la façon dont nous effectuons nos interactions et transactions, en s'appuyant sur l'Internet ouvert et la cryptographie. Nous verrons que bien des choses se feront plus rapidement et de manière plus sécurisée. À présent, nous évoluons vers un modèle économique selon lequel les informations sur Internet sont transmises par duplication. Nous copions systématiquement la musique, des fichiers PDF ou PowerPoint, peu importe. Cela fait beaucoup de duplication, et, dans la plupart des cas, quelqu'un doit contrôler que tout est traité de la bonne façon. C'est chronophage, très complexe, inefficace et non transparent. Avec la blockchain, l'idée est que nous avons désormais un monde dans lequel même les actifs physiques peuvent être transférés de façon numérique. Nous ne voulons pas d'une duplication des actifs. Nous ne voulons pas de tiers. Il s'agit presque d'un moyen autorégulé d'effectuer des échanges, de faire des affaires, d'effectuer une transaction, d'échanger des informations, et la technologie de la blockchain simplifie les activités entre deux parties. C'est une interaction très directe, de pair à pair. L'information que l'on stocke sur l'Internet ouvert par le biais de la chaîne de blocs ne peut être modifiée et se produit sans l'intervention d'un tiers, ce qui élimine potentiellement les chambres de compensation, Facebook, Uber et autres tiers. [...] Au bout du compte, il s'agit d'avantages financiers importants, comme la simplification, la rapidité et la transparence, si bien que la technologie elle-même est une nouvelle technologie de confiance. Il existe une dynamique globale qu'il est, selon moi, impossible d'arrêter.

Plusieurs questions se posent ici, sur le droit existant. Est-ce que le droit existant est suffisant ? Comment préserver l'équilibre entre réglementation des fake news, protection de la liberté d'expression, protection de la liberté d'information ? Peut-on qualifier juridiquement les fake news ? [...] Plusieurs qualifications existent, en droit français ou en droit de l'Union européenne, qui pourraient être utilisées pour qualifier le phénomène des fake news. Le délit de fausse nouvelle, l'action en diffamation ou le droit à la réputation en ligne, le droit à la vie privée, les atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation ou encore la publicité trompeuse. Qui sanctionner ? Je vois finalement deux types d'auteur. Tout d'abord, il y a l'opérateur de plateforme en ligne. [...] Les auteurs qui peuvent également être sanctionnés, ce sont les auteurs mêmes de ces fausses informations, [...] On pourrait essayer de s'attaquer aux causes du phénomène. J'en vois deux : les gains financiers que rapportent les fake news et, une cause plus profonde, la défiance vis-à-vis des institutions et de la classe dirigeante. [...] Comment réglementer au mieux ce phénomène ? Deux solutions. On adopte soit des instruments juridiques non contraignants, la corégulation, l'autorégulation, avec les acteurs privés, soit un instrument juridique contraignant. [...] Il faut être absolument prudent quant à la volonté de créer, à tout prix, de nouvelles règles pour encadrer un nouveau phénomène technologique.

Sans doute beaucoup parmi vous, en venant à Marrakech, ont acheté le dernier numéro du magazine The Economist, dont la une pose la question « Les réseaux sociaux sont-ils en train de miner la démocratie ? » Il est frappant de constater à quel point notre débat à propos d'Internet s'est transformé au cours des dernières années. [...] Ce qui nous inquiète davantage, c'est l'autre volet, la propagation délibérée de fausses informations, généralement un récit sorti de son contexte et sciemment mal interprété en vue de lui donner une tournure différente, et ce à des fins bien spécifiques. [...] La propagation de fake news n'est pas un simple accident sur la toile, mais fait habituellement partie intégrante des campagnes. Dans tous ces cas, il s'agit d'une stratégie visant à la mobilisation politique, et je dirais qu'il faut bien comprendre que ces fake news sont utilisées dans le cadre d'une stratégie de mobilisation politique. [...] Les fake news et la désinformation sur Internet sont devenus des enjeux majeurs. Nous devons étudier plus attentivement ce problème si nous voulons mieux le comprendre. Proposer des solutions ne sera pas facile, car il nous faut éviter de nuire à la liberté d'expression. Il est donc particulièrement important que les gouvernements, les entreprises de réseaux sociaux et la société civile se regroupent pour se pencher sur ce problème. Sinon, la vérité et la confiance déclineront, et le potentiel de l'ère numérique ne se réalisera pas.



10^e EDITION
MUNDIALE
2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2017 • Marrakesh

www.worldpolicyconference.com



L'économie mondiale



MODÉRATEUR :
Richard Cooper
Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard



Uri Dadush
Senior Fellow, OCP Policy Center, chercheur non-résident, Bruegel



Kemal Dervis
Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

2017 a été une bonne année, et il en sera de même pour 2018. Pourquoi ? Quatre facteurs, que j'aborderai très rapidement, car on les connaît bien. Une croissance stable dans toutes les grandes économies, une accélération des économies qui ont connu des problèmes – Russie, Brésil, Japon et Italie – moins de problèmes dans le passé, mais une croissance très molle. On assiste actuellement à une croissance acceptable dans ces grandes économies. Le second facteur est que les politiques sont efficaces, les politiques monétaires restent des politiques de forte stimulation. La politique fiscale joue un rôle neutre important. Les mesures annoncées aux États-Unis semblent indiquer la possibilité d'une relance budgétaire, ce qui pourrait même être – à court terme – une bonne chose. Le troisième facteur est que nous avons connu 10 années de très faible croissance, une période vraiment terrible pour l'économie mondiale. La demande latente est très forte, et beaucoup de capacités sont sous-utilisées, ce qui fait que dans la moitié des 60 plus grandes économies du monde, le chômage est toujours à plus de 5 %. Ce taux est un bon indicateur des capacités sous-utilisées. Enfin, l'inflation est très faible. Les prix du pétrole et des matières premières sont toujours très modérés, l'inflation est donc en dessous du taux de référence de 2 %, pour ce qui est du taux affiché, car si l'on considère l'inflation sous-jacente, elle est même encore plus faible. Voici donc, pour l'essentiel, quels sont les facteurs d'optimisme à court terme.

J'aborderai essentiellement deux points : le problème de la dette et des taux d'intérêt, et la question de savoir si cela présente ou non un risque majeur. [...] La dette brute au regard du PIB a augmenté. Elle est plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était au début de la crise de 2008. [...] Je ne prévois pas de hausse pour différentes raisons : à la fois l'offre et la demande. [...] Si cette hypothèse sur les taux d'intérêt était fautive, nous nous trouverions alors dans une situation de crise majeure, car le processus de désendettement serait très compliqué, et nous avons déjà presque épuisé toutes nos cartouches en la matière. Le deuxième point que je veux aborder concerne le paradoxe de la productivité. Nous sommes désormais bel et bien entrés dans un monde d'intelligence artificielle et, au vu de ces réussites technologiques, on pourrait penser, comme des macro-économistes, que la croissance de la productivité augmente très rapidement. En fait, c'est l'inverse qui se produit. [...] D'un côté, vous avez une innovation technologique en plein essor, et, de l'autre, une productivité mesurée, qui, en termes de PIB, connaît en fait un ralentissement. [...] Dans les faits, les meilleures entreprises augmentent leur productivité de manière significative. [...] Toutefois, elles ne représentent qu'une petite minorité, qui pèse peu sur l'économie globale. Les entreprises qui se trouvent autour ou sous la médiane affichent, dans la plupart des cas, une productivité globale des facteurs négative. On ne peut donc pas dire que l'innovation n'a pas lieu, qu'elle ne se déplace pas dans la sphère de production. C'est le cas, mais uniquement dans une minorité d'entreprises hautement performantes. [...] C'est un facteur supplémentaire qui explique pourquoi la distribution devient plus inégale, et qui pourrait être le plus gros problème.



L'économie mondiale



Jung Sung-Chun

Vice-président, département de macroéconomie internationale & finance, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)



Itoh Motoshige

Professeur émérite, Université de Tokyo et professeur, Université Gakushuin, ancien conseiller du Premier ministre, Japon



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général, Shanghai Development Research Foundation

J'évoquerai brièvement les facteurs transversaux négatifs pour l'économie mondiale. Le premier, c'est le protectionnisme, le repli national, dans les économies avancées. Il s'agit là d'un énorme problème pour de nombreux pays : la Corée du Sud, par exemple, doit actuellement faire face à un gros problème avec les États-Unis, car le gouvernement américain demande la renégociation de l'accord de libre-échange Corée-États-Unis. [...] Le second facteur de risque, c'est la très faible croissance des salaires réels dans les économies avancées, notamment dans les pays européens, et au Japon. C'est un gros problème pour ces deux grandes économies, au même titre que le faible taux d'inflation. Un taux d'inflation plus faible tend à se traduire par une confiance plus faible des consommateurs et des entreprises, expliquant pourquoi l'économie mondiale n'a pas encore complètement réussi à mettre fin à un état d'esprit déflationniste, qui est très largement répandu dans la plupart des économies avancées. Enfin, j'aimerais évoquer les changements intervenus dans les conditions financières internationales. Aux États-Unis, la Fed a déjà commencé à relever ses taux d'intérêt, et la tendance touche également les banques centrales européennes. De nombreuses économies émergentes sont poussées par le flux de capitaux en provenance des économies avancées. Les économies émergentes, qui reposent sur l'endettement devraient normaliser leur bilan avant la fin des conditions financières avantageuses. Il s'agit là d'une tâche énorme pour les économies émergentes.

Il est évident que l'économie mondiale connaît un processus d'expansion. Le cours des actions, les chiffres du chômage, ou le taux de croissance, voire simplement la hausse des taux d'intérêt à long terme, sont autant d'éléments qui indiquent où l'économie est en phase d'expansion, mais, nous ne sommes pas ici uniquement pour brosser un tableau optimiste, c'est pourquoi je soulèverai simplement trois problèmes. L'un est le taux de croissance très faible. Pas simplement le taux de croissance, mais un taux de croissance potentiel très faible, par conséquent, ce facteur est sans doute très lié à ce que l'on appelle la stagnation séculaire, que sous-tend une productivité très faible. [...] Au Japon, nous avons d'innombrables discussions concernant l'importance croissante de la réforme visant à accélérer la redistribution des ressources, notamment pour le marché du travail, [...] Ma deuxième inquiétude, et que d'autres partagent, est le taux très faible d'inflation. [...] Troisièmement, je crois que Kemal vient d'évoquer l'importance du risque de la dette, et je suis d'accord avec lui, mais je voudrais simplement souligner l'autre aspect : le risque lié aux actifs. Il faut prendre en compte le cours des actions et le prix de l'immobilier. Les prix des valeurs boursières et de l'immobilier sont parmi les plus élevés, peut-être en raison du taux d'intérêt extrêmement bas dans la plupart des pays, et, de ce fait, il est très difficile de dire s'il s'agit d'une bulle ou non.

Je vais tenter de résumer quatre thèmes qui suscitent actuellement bien des inquiétudes au sein de la communauté internationale. Tout d'abord, en ce qui concerne la reprise de l'économie mondiale, il est évident qu'elle est en cours de redressement. Cette reprise peut-elle être durable ? Par ailleurs, la fameuse stagnation séculaire réintroduite par Larry Summers, existe-t-elle encore ? [...] Le deuxième problème est de savoir comment gérer l'éventuel impact négatif de la mondialisation. Plus particulièrement, les inégalités de revenus ont été réduites dans plusieurs pays, mais comment combler cet immense écart dans chaque pays, développé ou en développement ? [...] Troisième question : quel est l'impact des nouvelles technologies, et de l'intelligence artificielle en particulier ? Celui-ci n'est pas forcément positif en termes de productivité de la main-d'œuvre ou de productivité globale. [...] Enfin, comment empêcher une nouvelle crise financière à l'avenir ? Parmi les signes qui suscitent des inquiétudes chez certains, on cite souvent un très haut niveau persistant d'endettement, ainsi qu'une fluctuation des mouvements de capitaux transfrontaliers [...] l'économie chinoise se porte plutôt bien. L'an dernier, la progression du PIB s'est établie à 6,9 %, taux qu'il a également atteint au cours des trois premiers trimestres de cette année. Le FMI a revu ses prévisions à la hausse à quatre reprises cette année. À présent, il prévoit une progression du PIB en Chine à 6,8 %. Globalement, l'économie chinoise s'est donc déjà stabilisée. [...] Le ratio d'endettement en Chine est acceptable, la dette publique et la dette des ménages sont plutôt faibles. Dans le même temps, on s'inquiète au sujet du ratio d'endettement dans le secteur des sociétés non financières. Elles atteignent probablement désormais 160 % du PIB, ce qui est très élevé. C'est vrai, c'est un problème que nous devons traiter mais auquel nous ne devons pas accorder trop d'importance, car la Chine est différente d'autres pays.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

10^e EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
3-5 novembre 2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
November 3-5, 2017

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Conseiller de la rédaction
du The Washington
Post



SESSION 7 • VENDREDI 3 NOVEMBRE • 18:45 - 19:45



35

L'avenir des moyens de transport : connectivité et gouvernance



François Barrault

Président de l'date/DigiWorld Institute; ancien président-directeur général, BT Global Services et membre du conseil d'administration, BT Group PLC



Patrick de Castelbajac

Directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus



Jean-Yves Le Gall

Président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) et président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), France

Internet, les smartphones et la technologie en général ont considérablement modifié notre style de vie en moins d'une décennie, créant une nouvelle vague d'économie partagée. L'accès omniprésent et en temps réel à la connaissance a créé de nouveaux usages et de nouveaux comportements : posséder quelque chose, c'est bien, mais le partager, c'est beaucoup mieux, en particulier pour les jeunes générations. La technologie autorise ce partage en nous permettant d'accéder à tout, partout et à tout moment, avec un haut degré de personnalisation. Ce qui est considéré comme positif a beaucoup changé en moins d'une génération : posséder une superbe voiture n'est plus considéré comme une réussite sociale ou un élément différenciateur, mais bien plus comme un produit polluant parmi d'autres modes de transport. Le tryptique, vitesse de communication (5G+, fibre), augmentation de la puissance de traitement (CPU, stockage, IOT) et logiciels (partagés dans le Cloud) va changer le paysage des villes, qui vont devenir plus intelligentes, à l'image du projet NEOM. Les bâtiments seront écologiques et organisés autour des travailleurs et enfin les voitures qui nous conduiront en douceur et en toute sécurité de A à B. Le meilleur reste à venir tant que la technologie est limitée à son rôle qui est de créer un monde meilleur pour nos enfants et les générations futures.

Ce dont nous parlons, ce sont de véhicules volants déplaçant des personnes verticalement dans les villes, [...] L'urbanisation est un phénomène majeur, avec plus de la moitié de la population vivant aujourd'hui dans des zones urbaines. Au cours des dix dernières années, chaque jour en moyenne, 200 000 personnes environ sont passées des zones rurales aux zones urbaines. Les villes sont de plus en plus grandes, tout comme la circulation et les embouteillages. Nous avons essayé de mesurer l'impact sur les économies, et l'année dernière aux États-Unis, des gens ont commencé à comprendre et à tenir compte de tous les coûts directs, du temps perdu, du carburant mais aussi des coûts indirects. Ils ont abouti à une facture de 300 milliards de dollars par an, rien qu'aux États-Unis, l'année dernière. C'est épouvantable et lorsque vous parlez de ce type de sommes, les gens commencent à chercher des solutions. [...] Si l'on regarde les villes aujourd'hui, il est clair qu'il n'y a que des solutions très limitées sur ou en dessous de la surface. Or les zones souterraines des villes sont également saturées. Nous pensons donc que nous devons opter pour la troisième dimension, car par définition, elle est ouverte, et nous avons tout l'espace nécessaire pour que les gens puissent s'y déplacer. Ceci dit, dans quelle mesure sommes-nous proches de la mobilité aérienne urbaine et du rêve de voler là où bon nous semble ? D'un point de vue technologique, nous n'en sommes pas très loin. [...] La difficulté consiste à intégrer toutes les technologies, non seulement sur le véhicule mais aussi sur le terrain, dans l'espace, en travaillant avec les autorités chargées de réguler le trafic et en cherchant à garantir la sécurité. [...] Cette révolution arrive. Ce n'est plus un rêve mais quelque chose sur lequel nous pouvons travailler.

Le système européen de géolocalisation Galileo est un atout pour les véhicules autonomes. C'est un service offrant une précision de 10 mètres tout autour du globe, ce qui est bien plus précis que le GPS. C'est un service d'authentification qui permet aux utilisateurs de s'assurer qu'ils reçoivent les bons signaux et que ces signaux ne sont pas usurpés. Il offre des signaux optimisés pour assurer une meilleure résilience de positionnement en milieu urbain. Il permet une interopérabilité étroite avec le système GPS, interopérabilité conçue dès le départ dans le système. Dans un monde où les véhicules autonomes arrivent, Galileo apportera de nombreux avantages, même s'il est encore nécessaire de mener de nombreux essais pour permettre à l'industrie de concevoir de nouveaux produits et apporter aux gouvernements suffisamment de données en vue de décisions politiques et législatives avisées. De ce point de vue, la coopération entre les secteurs public et privé sera une garantie de réussite. S'il peut sembler étrange aujourd'hui qu'une voiture se déplace seule, dans quelques années, il sera possible de se rendre, par exemple, de Casablanca à Marrakech, sans conducteur. Cette évolution ne prendra que quelques années. Aux États-Unis, certaines expérimentations ont commencé en lien avec des problèmes sociaux. À l'heure actuelle, il y a cinq millions de chauffeurs de camion et ils comprennent bien qu'ils vont avoir un problème avec la venue des véhicules autonomes. Cependant, les véhicules autonomes vont apporter de nombreux avantages et c'est exactement ce qui est en jeu.



MODÉRATEUR :
Richard Burt
Directeur général,
McLarty Associates,
ancien ambassadeur des
Etats-Unis en Allemagne

L'Amérique et le monde un an après l'élection de Trump



Juan Gallardo
Président, Organización Cultiva SAB de CV, Mexique



Yukio Okamoto
Président, Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial de deux Premiers ministres du Japon



Ryu Jin Roy
Président-directeur général, Poongsan Group, République de Corée

Où en sommes-nous à présent des renégociations de l'ALENA ? Je pense que nous sommes face à une grande opportunité et, d'autre part, à une grande menace. Une grande opportunité, tout simplement parce que tout contrat en vigueur revu 20 ans après l'avoir signé offre de nombreuses possibilités d'améliorations. C'est le cas de l'ALENA, [...] L'aspect négatif, très difficile, de la renégociation, c'est la série de propositions présentées par les États-Unis lors de la quatrième session de négociations. Ces propositions vont à l'encontre de la compétitivité des trois pays, pas simplement du Mexique, mais aussi des États-Unis et du Canada : par exemple, réduire le déficit commercial américain, objectif qui demeure hors de portée ; fléchir ou supprimer des procédures de règlement des différends commerciaux qui rendent en réalité les flux d'échanges commerciaux et d'investissements en Amérique du Nord à la fois crédibles, forts et exécutoires ; tenter de modifier la fructueuse complémentarité des flux de produits agricoles entre les trois pays en augmentant la probabilité d'imposer des mesures antidumping sur les exportations mexicaines et canadiennes vers les États-Unis. Enfin, l'introduction d'une « clause crépusculaire », qui éliminerait automatiquement toute espèce de viabilité et crédibilité des investissements en Amérique du Nord. Quant au deuxième problème, les États-Unis ont vraiment tort de proposer la construction du mur. [...] Au Mexique comme au Canada, nous sommes en train de développer et de mettre en œuvre une série de politiques qui permettraient de minimiser les effets négatifs d'une éventuelle sortie des États-Unis de l'ALENA. Nous allons précisément dans ce sens en renforçant nos accords d'échanges commerciaux avec l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine.

Jusqu'à présent, grâce à trois généraux, et surtout à Jim Mattis, M. Trump est perçu comme un bon président au Japon. D'un autre côté, si vous me permettez ma franchise, nous avons été légèrement déçus par le manque d'action du président Obama sur la scène asiatique, ce qui, nous le croyons, a encouragé les ambitions extérieures de la Chine, notamment sa stratégie d'expansion maritime en mer de Chine méridionale, en mer de Chine orientale et dans le Pacifique. [...] Le rythme de ses expérimentations s'est accéléré. Je pense que les sanctions internationales ont enfin commencé à produire des effets, lentement mais sûrement, et que M. Kim Jong-un doit tenir les armes dans les mains avant d'étouffer économiquement. [...] Pour autant, je suppose qu'il a de plus larges ambitions d'unifier la Péninsule, rêve jamais réalisé de son grand-père, de façon à pouvoir dire aux États-Unis de ne pas intervenir cette fois car ils savent ce qui arrivera. [...] Après que la Corée du Nord a obtenu de fait un statut d'État nucléaire, il nous faudra renforcer nos capacités de réponse à très large échelle, afin de décourager ses velléités de recourir à ces armes et de construire un système de défense antimissile crédible. Je pense que nous devons attendre longtemps avant que la Corée du Nord ne devienne un État normal.

Puisque la plupart de mes prédictions se sont avérées justes sauf une, permettez-moi de vous donner mes prédictions pour l'an prochain. Le slogan du président « Make America great again » signifie effectivement rendre à l'Amérique sa force et sa richesse. Je pense que ses réductions d'impôts seront très appréciées à la fois des entreprises et de ceux qui se situent dans la tranche de revenu la plus basse. L'économie américaine est actuellement florissante, et les bourses enregistrent des records toutes les quelques semaines. Le taux de chômage est très bas, et continue de baisser, et, rien qu'en septembre, 250 000 emplois ont été créés. Donc, du point de vue économique, l'Amérique connaîtra une excellente santé l'an prochain, au détriment d'autres pays. Quelques ajustements seront apportés aux accords commerciaux tels que l'ALENA et les accords commerciaux États-Unis-Corée, au profit des États-Unis. Du fait de la réforme fiscale et des réductions d'impôts, de nombreuses sociétés américaines rapatrieront leurs actifs et leurs liquidités aux États-Unis. De nombreuses sociétés étrangères construiront des usines et achèteront des actifs aux États-Unis. J'ai évoqué tout à l'heure la réussite tardive de notre usine aux États-Unis, et nous prévoyons actuellement déjà d'y construire une nouvelle structure. Les perspectives économiques sont donc excellentes pour les États-Unis l'an prochain. Le défi pour le président Trump l'an prochain sera donc de remporter les élections de mi-mandat, mais avec de telles perspectives économiques, je pense que le parti républicain conservera sa majorité, voire l'augmentera au Sénat et à la Chambre. La plus grande menace pour le président Trump sera les résultats de l'enquête du procureur spécial sur ses liens avec la Russie avant les élections, mais je ne pense pas que cela aboutira à sa destitution.



L'Amérique et le monde un an après l'élection de Trump



Alexander Panov

Membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, professeur et directeur du département de diplomatie du MGIMO



Hubert Védrine

Ancien ministre des Affaires étrangères, France



John Sawers

Ancien chef des services de renseignements, Royaume-Uni

Je pense qu'en raison de problèmes internes, Trump, même s'il enregistre de belles performances économiques, est et restera dans l'ensemble un canard boiteux. Personnellement, je l'appelle un « lapin boiteux », car, tel un lapin, il saute dans toutes les directions, et il est à présent difficile de l'attraper car ses gestes sont imprévisibles. Il n'a pas le plein pouvoir et il est incapable d'élaborer une stratégie régionale, et encore moins une stratégie mondiale. Le meilleur exemple en est la Corée du Nord. Une diplomatie braillarde n'est pas ce que nous attendons d'un grand dirigeant d'un grand pays. Les États-Unis ne font preuve d'aucun leadership non plus au Moyen-Orient, dont nous avons parlé hier. Je crois que nous avons tous besoin d'une Amérique forte et juste, qui ne soit pas égoïste. Nous avons besoin d'une Amérique qui puisse produire de bonnes idées sur la façon d'organiser l'ordre mondial de l'après-guerre froide, mais nous ne voyons aucun leadership de la sorte. Je suis au grand regret de dire qu'il n'existe aucune communication entre Poutine et Trump, et qu'ils ne se sont rencontrés qu'une fois, en marge d'une conférence. Le dialogue politique à tous les niveaux s'est pratiquement figé. Si la chasse aux sorcières se poursuit aux États-Unis, je ne vois aucune possibilité d'amélioration des relations bilatérales. J'espère simplement que cette histoire d'ingérence de la Russie aux États-Unis ne se terminera pas de la même façon que dans les années 50, pendant la guerre froide, lorsque le ministre de la Défense s'est défenestré en criant « Les Russes arrivent ».

Aux États-Unis, l'élection de Trump n'a toujours pas été comprise par les démocrates. C'est le cas aussi des forces de gauche et des forces progressistes en général, toujours sidérées. Vis-à-vis de Trump, le monde se répartit entre quelques responsables qui sont très contents de Trump car ils en profitent indirectement, et les pays qui sont directement menacés. Tous les pays plus ou moins protégés par les États-Unis depuis l'après-guerre s'interrogent.

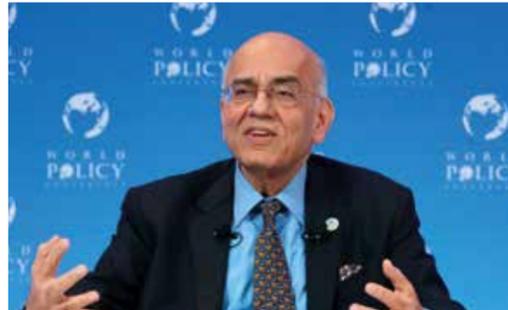
- Scénarios :
- 1) Il y a d'abord celui de l'implosion, qui est improbable.
 - 2) Il y a le scénario de l'impeachment, qui l'est tout autant.
 - 3) Le Président se « professionnalise ». Peu crédible. D'ailleurs, ce n'est pas son objectif. Il avait été honnête sur un point dans sa campagne, il a dit : « Je serai imprévisible ». C'est une promesse qui est tenue sauf qu'il est prévisible sur un point : satisfaire la base.
 - 4) La situation se poursuit telle qu'elle est, confuse, chaotique, mais sans crise aiguë.
 - 5) Réélection.

C'est déstabilisant. Que faire ? Nous organiser du mieux que nous pouvons. Il y aura un test, dans peu de temps : c'est l'accord avec l'Iran. Je ne pense pas que Trump soit simplement une parenthèse. On ne doit pas envisager l'avenir avec nostalgie, ni espérer un retour à « la normale », à la prochaine élection ou à la suivante.

L'Amérique et la Grande-Bretagne sont les deux pays qui se sont le plus investis dans la mondialisation. Nous n'avons pas été assez rapides à nous rendre compte que les bénéficiaires étaient moins nombreux que ceux qui n'en profitaient pas, [...] Les négociations du Brexit vont être douloureuses, elles aboutiront probablement à un accord, quoique guère satisfaisant. [...] Un président américain donquichottesque et peu fiable, au moment même où nous avons le dirigeant chinois le plus puissant de l'histoire moderne. [...] Désormais, à plusieurs égards, la Chine remplace les États-Unis en tant que soutien et défenseur du bien public, comme la lutte contre le changement climatique et le soutien du commerce international. [...] Les généraux qui entourent le président Trump trouveront des solutions militaires aux problèmes, qui auraient autrement pu être réglés par des moyens politiques et diplomatiques. Je pense que les probabilités d'un conflit sur la Corée du Nord sont désormais considérablement plus fortes qu'avant. [...] Au Moyen-Orient, l'absence de leadership américain est un encouragement pour les dirigeants locaux à agir de façon indépendante. [...] Ceci ne se limite pas non plus simplement aux domaines de la politique et de la sécurité. [...] Je pense que nous verrons un autre système international de transactions dont les États-Unis ne seront pas partie prenante, et qu'il reposera sur le yuan comme devise moteur. [...] La domination américaine dans le monde sera bravée, et nous verrons les alliés de l'Amérique se concentrer davantage sur leurs propres ressources et capacités, avec quelques résultats regrettables et dangereux, à mesure que le leadership américain dans le monde recule au profit de l'« Amérique d'abord ».



MODÉRATEUR :
Ali Aslan
Présentateur et journaliste, Deutsche Welle TV



Masood Ahmed
Président, Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI

L'intelligence artificielle va avoir un impact beaucoup plus large sur l'avenir du travail que ce que l'on en voit à l'heure actuelle et il ne s'agit pas simplement d'une problématique relevant de l'OCDE ou des économies avancées. L'IA va affecter la nature du travail dans les pays en développement et les marchés émergents, pays et marchés qui sont, à bien des égards, moins préparés pour appréhender les conséquences de l'IA. Traditionnellement, penser en termes de développement consistait essentiellement à déplacer le surplus de main-d'œuvre issue de l'agriculture, secteur devenu plus productif, vers l'industrie légère. Si l'industrie légère devient de plus en plus l'apanage des robots et de l'IA, cet échelon sur l'échelle du développement va disparaître purement et simplement. Où vont se retrouver ces personnes issues du monde agricole ? Vont-elles intégrer directement des emplois et services manufacturiers plus sophistiqués à haute valeur ajoutée ? Disposent-elles des compétences pour ce faire ? Les systèmes éducatifs, qui peinent déjà à former les individus aux techniques de fabrication simple, sont-ils en mesure de leur fournir les compétences nécessaires pour occuper des nouveaux emplois, que nous avons nous-mêmes bien du mal à définir ? Nous devons commencer à planifier et préparer le changement technologique. Je ne veux pas dire par là essayer de l'empêcher : globalement, il améliorera notre productivité et notre qualité de vie. Néanmoins, pour y parvenir, nous devons nous en donner les moyens et inscrire cette question à l'agenda politique national.

L'intelligence artificielle et l'avenir du travail humain



Mari Kiviniemi
Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancien Premier ministre de Finlande

Si l'on considère le nombre d'inventions en lien avec l'intelligence artificielle ayant fait l'objet d'un brevet auprès des cinq principaux organismes de propriété intellectuelle au cours des cinq dernières années, celui-ci a presque doublé. Par ailleurs, l'étude du financement des startups dans le domaine de l'intelligence artificielle révèle 160 transactions en 2012, contre 658 en 2016. On constate donc un changement vraiment rapide sur une très courte période. Nous sommes tous conscients que l'intelligence artificielle peut permettre de prendre de meilleures décisions, de détecter les problèmes plus tôt et de réduire globalement les coûts dans plusieurs domaines essentiels au bien-être sociétal. [...] Bien entendu, l'intelligence artificielle pose également des défis [...] Les gens sont apparus, dans l'ensemble, très inquiets de ce qui va se passer sur leur lieu de travail et de leur avenir. Au sein de l'OCDE, nous pensons que les craintes de ce type sont peut-être un peu exagérées, [...] nous devons adapter nos politiques de compétences. La concurrence des compétences en matière d'emploi évolue, et dans la quasi-totalité des pays avancés, nous avons assisté à une baisse des emplois moyennement qualifiés et à une augmentation à la fois des emplois peu et hautement qualifiés. Pour faire face à ce phénomène, la concurrence des compétences est de la plus haute importance et les gouvernements doivent améliorer le système éducatif. [...] en deuxième position, des politiques actives relatives au marché du travail, pour que nous soyons en mesure d'offrir aux travailleurs désavantagés par le processus de transition [...] Enfin, les politiques de sécurité sociale. Il semble que de nombreuses possibilités existent dans ce domaine, mais la forme du travail est en train de changer et à ce titre, les systèmes de sécurité sociale doivent eux aussi changer.



Holger Mey
Vice-président, concepts avancés, Airbus

Les mégatendances technologiques se composent des nanotechnologies, des biotechnologies, de la robotique et ce de qu'on appelle l'intelligence artificielle. En dépit du potentiel disruptif certain de chacune de ces tendances, on peut s'attendre à un changement des plus intéressants et des plus profonds si elles parviennent à fusionner. Nous pourrions alors entrer dans une nouvelle phase d'évolution. Le terme d'intelligence artificielle ne reflète peut-être pas de manière adéquate ce dont nous sommes réellement en train de parler. Il serait probablement plus exact de parler d'intelligence exploitée par des machines ou des organismes artificiels. Le cerveau humain n'est pas à l'origine de l'intelligence, il se contente de l'exploiter. Et quid si un cerveau n'est pas construit à base d'hydrocarbures, mais de silicone ou d'arséniure de gallium ? Et si, un jour, celui-ci en arrive à un niveau de complexité supérieur au cerveau humain, n'est-il pas souhaitable qu'il en profite pour nous surpasser intellectuellement ? Les ordinateurs vont-ils nous persuader que nous sommes inutiles ?



Patrick Nicolet
Membre du comité de direction générale, Capgemini

Cette intervention met en évidence les sens principaux de l'IA autour desquels s'articulent toutes les technologies et propose une feuille de route pour l'évolution de l'IA. (i) L'action : l'automatisation date de la première révolution industrielle, et concernait des tâches répétitives. Aujourd'hui, des robots sont capables d'interagir et de travailler avec des êtres humains. En informatique, le premier déploiement est apparu dans le domaine de l'APR – l'automatisation des procédés par la robotique, pour l'exécution de tâches simples et répétitives ; (ii) L'écoute et le dialogue constituent le prochain stade de l'intelligence artificielle et le plus avancé à l'heure actuelle. Pour l'heure, les assistants virtuels et les chatbots peuvent répondre en moyenne à 30 % de nos questions. On estime que dans 5 ans, la reconnaissance vocale et l'interaction langagière par IA égaleront, voire dépasseront les niveaux humains ; (iii) L'observation et le suivi, stade dont le développement pourrait prendre 7 à 10 ans. La reconnaissance faciale va totalement bouleverser l'espace cybersécurité. La réalité virtuelle et la réalité augmentée constituent des éléments importants ; (iv) Le stade des connaissances est plus lointain, mais représentera sans aucun doute une grande révolution. Avec l'IA, le concept de grands référentiels de connaissances devient moins pertinent, il s'agit de permettre la formulation de questions et d'accéder aux données exactes, où qu'elles soient stockées ; (v) Le cinquième sens relève du domaine de l'analytique. Si la veille économique s'efforce d'interpréter certains modèles sur la base de données historiques, l'analytique, est tournée vers l'avenir. La capacité de l'IA à reproduire les sens humains va radicalement modifier notre vision du monde. Les modes de fonctionnement, systèmes hiérarchiques et modèles sociaux des organisations changeront, et nos institutions actuelles devront s'y préparer. Le défi le plus immédiat consiste à adapter notre système éducatif dès les premiers stades de développement.



L'avenir du commerce et des investissements internationaux



MODÉRATEUR :
Nicolas Barré
Directeur de la rédaction, Les Echos



Marcus Noland
Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics



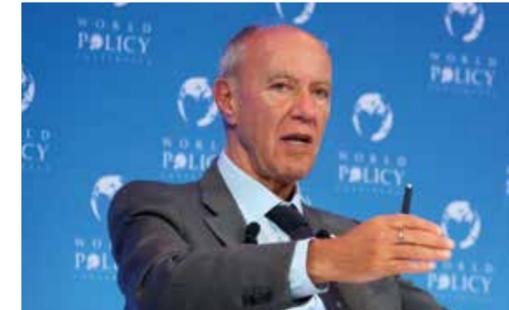
Bark Taeho
Président, Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du commerce de la République de Corée

La politique commerciale de l'administration Trump est une politique explicitement protectionniste. Elle reflète la poursuite des thèmes de sa campagne : l'accent sur les déficits commerciaux, y compris les déficits bilatéraux, la manipulation des devises, et les accords commerciaux « désastreux ». Les États-Unis se sont retirés de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) et ont imposé des renégociations sous la menace d'une abrogation de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée (Korus) et de l'ALENA. Si l'on prend simplement les dossiers de protection ouverts pendant les 100 premiers jours de l'administration Trump, et si l'on suppose que la protection est effectivement appliquée, la part des importations américaines sous protection double. Avec certains collègues du Peterson Institute, j'ai modélisé les guerres commerciales avec la Chine et le Mexique. Ce que nous constatons, c'est que la plupart des victimes américaines d'une guerre commerciale figureraient parmi les personnes les plus vulnérables de la société. La véritable menace est l'interaction entre la politique macroéconomique et la politique commerciale. Les États-Unis vont probablement adopter une politique budgétaire expansionniste, qui va conduire à une croissance fulgurante, creuser les déficits budgétaires et commerciaux, et entraîner une appréciation des taux de change. Nous serions alors confrontés à la perspective de voir l'administration Trump s'orienter vers le protectionnisme en réponse au déficit commercial croissant.

Premièrement, les membres de l'OMC devraient sérieusement discuter de la manière de réviser le programme du cycle de Doha lors de la 11^e session de la conférence ministérielle de l'OMC. Il convient également de souligner que cette conférence 11 doit aboutir à un résultat positif. Deuxièmement, pendant les négociations multilatérales, les membres de l'OMC doivent envisager d'adopter différentes approches pour faire face à une libéralisation plus poussée et aux nouvelles règles commerciales. Compte tenu de la nature du mécanisme décisionnel de l'OMC, il se peut que nous devions conclure des accords plurilatéraux sur certains sujets avec les participants partageant cette opinion. Troisièmement, la fonction de règlement des différends de l'OMC a été respectée malgré l'échec du cycle de Doha. Cependant, récemment, l'OMC n'est pas parvenue à pourvoir les postes vacants au sein de son organe d'appel. Nous espérons que le problème sera résolu le plus rapidement possible. Quatrièmement, les membres de l'OMC devraient accepter de se regrouper pour combattre les pratiques commerciales déloyales tout en étant conscients que les enquêtes et l'imposition de mesures de défense commerciale doivent être pertinentes par rapport aux règles et aux objectifs de l'OMC. Dernier point, mais non le moindre, les membres de l'OMC devraient utiliser leurs accords de libre-échange bilatéraux actuels ou futurs pour libéraliser davantage le commerce et intégrer dans ces accords les nouveaux problèmes commerciaux. En d'autres termes, il serait important pour eux de se concentrer davantage sur le fait de moderniser au maximum les accords de libre-échange en y incluant les problèmes commerciaux émergents.



L'avenir du commerce et des investissements internationaux



Francis Gurry

Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)



Stefan Mair

Membre du conseil d'administration, Fédération des industries allemandes (BDI)



Yi Xiaozhun

Directeur général adjoint, Organisation mondiale du commerce (OMC)

Je pense que les technologies de fabrication avancée vont radicalement transformer la nature des relations commerciales à l'avenir. [...] Avec les technologies de fabrication de pointe, la robotique, l'intelligence artificielle, les capteurs et la fabrication additive, je pense que nous voyons la possibilité que les pays industrialisés assurent à nouveau la fabrication. Adidas a été donné comme exemple. Ils vont avoir la capacité de fabriquer au lieu d'utiliser des usines en Indonésie, au Vietnam ou aux Philippines. Je pense que la possibilité technologique est associée à une volonté politique exprimée de reconquérir la fabrication. Je ne parle pas ici de l'administration Trump car je pense qu'il s'agit plus d'une économie ancienne que de la nouvelle économie. Lorsqu'il parle de récupérer la production, je pense qu'il parle de la fabrication traditionnelle et non de la nouvelle fabrication. Cependant, une opinion délibérée est exprimée selon laquelle l'une des raisons pour la récupération de la fabrication est qu'elle est suivie par l'innovation et c'est une bonne raison pour préserver la capacité de production. Je pense que nous le voyons également très bien dans le cas de la Chine, avec sa stratégie relative à l'intelligence artificielle et à la fabrication. Dans ce cas, il ne s'agit pas de récupérer la fabrication mais de la préserver. [...] L'une des caractéristiques de l'économie des données est qu'elle ne respecte pas l'architecture qui a été mise en place pour les relations commerciales par le passé et ce problème ne semble pas être réellement abordé. [...] En termes de caricature, l'ancien modèle était « Voici les règles, respectez-les » et le nouveau modèle est « Voici la route, faites du commerce ». Je pense que cela va avoir des conséquences majeures pour l'architecture institutionnelle.

Depuis 2008, date à laquelle les pays du G20 se sont engagés à maintenir l'ouverture des marchés, on compte plus de 2 500 mesures commerciales restrictives. [...] De mon point de vue, il y a deux raisons très évidentes expliquant la montée du protectionnisme. L'une d'elles a déjà été abordée lors de la séance d'hier, par Uri Dadush je crois, qui a déclaré que nous avons un déclin des inégalités sociales au niveau mondial, mais une augmentation des inégalités sociales dans les grandes économies. Ceux qui se sentent laissés pour compte et pensent que leurs emplois sont pris par des travailleurs des économies émergentes veulent récupérer ces emplois. [...] Il est clairement de la responsabilité des Etats de traiter ces problèmes [...] La seconde raison de la montée du protectionnisme est le sentiment de perte de contrôle des gouvernements et des sociétés face aux forces écrasantes du marché mondial. [...] C'est Dani Rodrik qui a baptisé ce défi des démocraties et des états-nations dans ce que l'on appelle le « triangle » de la mondialisation. Vous ne pouvez pas avoir en même temps l'hypermondialisation, comme il l'appelle, une politique démocratique et la souveraineté nationale. Vous ne pouvez combiner que deux de ces éléments. De toute évidence, la plupart des gouvernements ont choisi de renforcer la souveraineté nationale et non la mondialisation. [...] De mon point de vue, le problème est que cette option ne peut pas vraiment relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Il n'y a pas d'alternative à la gouvernance mondiale, même si cela signifie l'affaiblissement de la souveraineté nationale.

1/ Nombreux sont ceux qui pensent aujourd'hui que le système du commerce mondial est au bord de l'effondrement. Cependant, je pense que le système commercial multilatéral reste solide et fort. Il représente le meilleur effort mondial pour maintenir à l'écart le protectionnisme et les tensions économiques.
2/ La tendance actuelle consistant à combattre le commerce ne résoudra aucun problème. Au contraire, lever des barrières commerciales ne fera qu'aggraver la situation. Cela ne permettra pas de récupérer des emplois. Une meilleure réponse à ces défis consiste à avoir des politiques nationales plus actives pour soutenir les travailleurs et les doter des compétences nécessaires pour réussir sur le marché moderne.
3/ Les approches bilatérales ou régionales sont importantes. Cependant, elles ne peuvent suffire. Elles ne peuvent que compléter le système commercial multilatéral et servir d'éléments de construction pour ce système. L'approche multilatérale est essentielle et indispensable. Les membres de l'OMC partagent la responsabilité de renforcer la coopération économique mondiale afin de laisser aux générations futures un système commercial multilatéral fort et opérationnel.



MODÉRATEUR :
Ali Aslan
Présentateur et journaliste, Deutsche Welle TV

L'Union européenne et le monde



Richard Burt
Directeur général, McLarty Associates,
ancien ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne



Steven Erlanger
Correspondant diplomatique en chef
pour le New York Times



Elisabeth Guigou
Présidente de La Fondation pour le dialogue des cultures
euro-méditerranéennes Ana Lindh, ancienne députée
et présidente de la commission des Affaires étrangères,
Assemblée nationale, France

Nous vivons un changement absolument crucial et historique, où le message de Washington à l'Europe et à l'UE est aujourd'hui : « Débrouillez-vous ». [...] La politique américaine se concentre moins sur les valeurs occidentales et partagées, que sur le transactionnalisme. La politique américaine insiste sur l'Inde, la Chine, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud, et non sur la relation avec l'Union européenne. Cela met les Européens, et l'UE en particulier, en difficulté. Sans les États-Unis en tant que partenaire le monde est effrayant pour les Européens. Or, cela peut aussi se révéler une force de changement pour l'Europe, un coup de fouet leur permettant d'assumer de nouvelles responsabilités et un nouveau leadership. [...] Les Européens ne devraient pas voir leurs dépenses de défense comme un moyen d'apaiser les Américains, mais comme la possibilité de jouer un rôle plus important sur la scène politique internationale. C'est pourquoi ils doivent renforcer leur défense. Un consensus commence à émerger dans ce sens et, en tant qu'Américain, je saluerais tout effort visant à renforcer la sécurité et la défense européennes. [...] Un accord doit être trouvé à Bruxelles pour montrer qu'on ne peut s'affranchir des normes et des règles de l'UE car, si l'UE ne réagit pas, elle risque une possible désintégration. [...] Dorénavant, les Allemands auront potentiellement un partenaire français, ce qui pourrait redynamiser une alliance franco-allemande au sein de l'UE, qui a toujours été le moteur vital de la croissance et de la modernité en Europe.

Les Allemands attendent désespérément une France qui aille mieux, notamment pour pouvoir partager la responsabilité de diriger l'Europe, car il existe un fort sentiment anti-allemand en Europe du Sud et de l'Est. Ce sentiment que, à l'instar du « America First » de Trump, l'Allemagne encourage un « Germany First » en Europe depuis assez longtemps, sous prétexte d'altruisme. Mais au sein de l'UE, ce prétexte ne convainc plus personne, ce dont Merkel a conscience. [...] Les citoyens ne reconnaissent pas cette Grande-Bretagne-là. Nous pensons que la Grande-Bretagne est un pays pragmatique, sensé, stable politiquement, une nation de commerçants, mais elle est devenue méconnaissable. Ce n'est plus le pays tel qu'ils l'ont connu leur vie durant.

Le grand mérite de l'Union européenne est d'être devenue synonyme de la paix et de la prospérité retrouvée avec les Trente Glorieuses entre 1945 et 1975. Mais il s'agissait uniquement de l'Europe occidentale, qui s'est construite à l'abri de deux protections : la protection américaine, pour sa sécurité, et le rideau de fer, frontière détestable, certes, mais protégée par l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. Centrée sur ses priorités internes, l'Union européenne n'a pas été capable de penser la sécurité européenne post-soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Union européenne a été dépassée par l'Histoire. La seule réponse a été l'élargissement aux États d'Europe centrale et orientale qui, bien sûr, s'imposait, mais qui n'a pas été vraiment bien géré politiquement. On a négocié surtout sur le marché unique, sur l'économie, parce que c'était le plus urgent pour les pays d'Europe centrale et orientale, et parce que c'était le cœur de la compétence de l'UE et ce que les négociateurs avaient l'habitude de faire. Mais nous n'avons pas assez parlé de valeurs, de solidarité, de relations avec les voisins de l'Est et du Sud et maintenant, on a ce problème : qu'est-ce qu'on partage ? Qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ? Surtout, l'UE s'est accommodée beaucoup trop facilement de l'effondrement de l'Union soviétique, sans imaginer ce que cela allait produire ensuite comme humiliation, comme conséquences en Russie. Je considère qu'une bonne partie des problèmes européens actuels ou futurs de l'Union européenne viennent du fait qu'elle ne s'est pas tournée vers le monde extérieur.



L'Union européenne et le monde



Bogdan Klich

Sénateur, chef de l'opposition au Sénat, ancien ministre de la Défense, Pologne



Michael Lothian

Ancien membre du Parlement, Royaume-Uni



Yukio Okamoto

Président, Okamoto Associates, Inc., ancien conseiller spécial de deux Premiers ministres du Japon

84 % des habitants de mon pays sont favorables à l'UE, sont satisfaits de notre adhésion à l'UE, alors ne mettons pas la société et le gouvernement actuel de Pologne dans le même panier. C'est la politique des gouvernements actuels en Hongrie et en Pologne, mais ce n'est pas celle de l'Europe centrale dans son entier. Il me semble utile de le rappeler. [...] Il faut que les dirigeants européens envoient un message politique fort au reste de l'Europe, indiquant que l'Europe est capable d'améliorer considérablement ses capacités en ce qui concerne le PSDC à l'avenir. Cela ne signifie pas que nous avons besoin de « plus d'Europe partout » – nous connaissons ce refrain. La situation aujourd'hui est très différente de celle d'il y a 20 ans, lorsque nous attendions « plus d'Europe partout » et que nous travaillions sur des traités constitutionnels. Il reste toutefois au moins deux domaines d'ordre public pour lesquels le besoin de plus d'Europe se faire sentir : la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Les citoyens européens pensent que plus d'Europe signifie plus d'intégration dans ces deux domaines. Je ne veux pas dire qu'il est possible d'améliorer les capacités européennes en matière de lutte contre le terrorisme sans revoir les traités. Au contraire, il serait sans doute nécessaire de les réviser et de préparer un nouveau traité dans ce domaine, mais nous pouvons le faire sans modifier nos traités européens et en renouvelant nos capacités de sécurité à l'extérieur. Avec le siège opérationnel, avec l'amélioration des groupes de combat, avec l'amélioration de la politique de recherche de l'UE – l'étude sur laquelle nous travaillons – et même avec le nouveau concept de groupes de combat, l'UE est prête pour cela.

Je suis ici parce que, tout simplement, alors que nous sortons de l'UE – et cela ne fait aucun doute parce que les Britanniques se sont exprimés –, nous ne quittons pas l'Europe. [...] Une défense et une sécurité européennes sans la contribution positive du Royaume-Uni seraient une très mauvaise option. Pour commencer, nous fournissons plus que quiconque en termes de capacités militaires au sein de l'OTAN. Sans la contribution britannique, tout le système de sécurité européen serait cruellement défaillant. Nous fournissons énormément d'intelligence partagée. Nous disposons de systèmes de renseignements très sophistiqués, notamment au sein du service de renseignements électroniques, qui seront essentiels à l'avenir dans la lutte contre le terrorisme, et nous aurons un grand rôle à jouer. [...] En ce qui concerne le Moyen-Orient, nous avons un rôle à jouer dans la terrible crise que connaît actuellement le Yémen. [...] L'ordre mondial ne peut être déterminé par des personnes sélectionnées selon ce qu'était la situation à la fin de la dernière guerre mondiale, chacun de ces pays pouvant opposer son veto et ainsi rejeter toute décision raisonnable. C'est là un défi majeur, et l'Europe devrait activement œuvrer pour progresser dans ce sens. [...] La réaction des hommes politiques à cela est bien évidemment d'affirmer que nous ne devons pas abandonner nos positions confortables, que nous devons résister à ce genre de changement. En fin de compte, pourtant, le changement se produit. Et si nous voulons être réellement constructifs, nous devons l'accepter et faire avec. [...] Ces personnes votent contre le système parce qu'elles en ont assez de l'ancien monde. Il ne suffit pas de dire « Laissez-nous faire, l'ordre normal sera rétabli dès que possible ». Les gens ne veulent pas du retour de l'ordre normal : ils veulent le changement, et celui-ci doit passer par des idées à court et long terme.

Qui va défendre le bien public ? J'ai fait campagne partout au Japon pour que le pays soit l'un des étendards du bien public, et abandonne la diplomatie de la rhétorique. Avec qui pouvons-nous collaborer dans le monde ? Il n'y a que l'UE. L'UE est le meilleur partenaire du Japon dans cette nouvelle campagne. Avant toutes choses, l'Europe partage un destin commun avec l'Asie en termes de sécurité. Si les missiles de M. Kim Jong-un sont dirigés vers l'Ouest, cela affectera toute l'Europe. Nous sommes unis, et nous n'avons pas à attendre le concept ambitieux de la Chine, celui d'un monde unique. [...] S'agissant de l'Europe, le niveau de réconciliation que vous avez atteint est très impressionnant et il incombe au Japon de réformer son système éducatif. [...] Ce que nous pouvons apprendre dans nos relations avec l'Europe, en particulier l'UE, peut nous aider à mieux transcender le passé, à en venir à bout et, grâce à une approche de sagesse collective, à parvenir à une réconciliation définitive en Asie. C'est ainsi que cette réconciliation nous sera bénéfique.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
 UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

EDITION
 IDIALE
 Marrakech

WORLD
 POLICY
 CONFERENCE

10th EDITION
 GLOBAL GOVERNANCE
 November 3-5, 2017 • Marrakech

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
 Fondateur et président
 de la WPC



Tsakhiagiyn Elbegdorj
 Ancien président de Mongolie

Mon gouvernement et moi-même avons lancé une initiative baptisée le Dialogue d'Oulan-Bator sur la sécurité en Asie du Nord-Est, semblable au processus d'Hel-sinki. Elle a lieu chaque année en juin. Des experts de Corée du Nord et du Sud, d'Amérique, d'Europe, de Russie, de Chine et du Japon se réunissent pour discuter de la situation en Asie du Nord-Est. [...] L'une des principales questions est celle de savoir comment gérer le problème nucléaire de la Corée du Nord, [...] Le programme nucléaire coréen n'est pas ordinaire : sans lui, le régime ne serait peut-être pas aussi débridé. C'est pour cela que nous devons utiliser des moyens qui permettent de sauver la face, et leur donner des occasions d'aller dans ce sens, et cela pourrait se traduire par le traité de paix. [...] Si j'étais le dirigeant des États-Unis ou d'un autre pays comme la Chine, j'inviterais Kim Jong-un, nous devons lui retirer ses armes et lui montrer que le monde le lui réclame, et quelles possibilités s'offrent à lui. L'engagement est crucial et pour l'heure, il est presque inexistant. Les Coréens veulent parler des problèmes, mais la plupart des puissances n'écoutent pas, ils leur disent simplement d'arrêter leur programme nucléaire, et que s'ils n'acceptent pas cette condition, aucune discussion ne sera possible. [...] La Russie et la Chine sont nos deux grands voisins. Nous avons mis en place un important mécanisme : un sommet. Une fois par an, les présidents russe, chinois et mongol se réunissent au plus haut niveau. [...] J'ai eu l'occasion de me rendre en Iran, et c'était vraiment intéressant. [...] J'ai mis en route l'accord sur le nucléaire iranien et cet accord revêt une importance capitale. Aujourd'hui, le gouvernement américain et le président Trump le remettent quelque peu en cause Si l'Amérique devait abandonner cet accord, un pays serait nucléaire, une puissance, et c'est très préoccupant.



MODÉRATEUR :
Sean Cleary
Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, Afrique du Sud



Nizar Baraka
Président, Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Aujourd'hui, il est clair que l'Afrique doit relever plusieurs défis : le défi de la stabilité et de la sécurité, qui est un défi majeur ; le défi de considérer l'Afrique comme un tout et non pas comme fragmentée, il faut dépasser la logique de la fragmentation ; le défi démographique. Il faut savoir que l'Afrique va doubler sa population entre 2017 et 2050, ce qui constitue une première dans l'histoire du monde, qu'un continent puisse doubler sa population en si peu de temps. Comment faire en sorte que cette accélération démographique se traduise par une aubaine pour le continent et non pas par un fardeau qu'il faudrait dépasser ? Sans parler bien sûr des autres défis, liés notamment au changement climatique ; l'Afrique est le continent qui va le plus subir les effets du changement climatique. Et bien sûr, le défi de la prospérité partagée. [...] Pour conclure, je voudrais dire que dans sa politique, le Maroc s'inscrit dans cette vision intégrée et agit sur le plan du capital humain et du savoir, à travers ce qu'on fait en matière d'éducation, mais aussi en matière de spiritualité et en matière d'accompagnement. On agit sur la sécurité avec les forces de paix marocaines présentes un peu partout en Afrique, on agit sur l'économie avec les investissements. Le Maroc est le second investisseur africain en Afrique avec 5 % d'investissement. Donc des idées en Afrique sont portées par le Maroc dans différents secteurs et cela porte également le développement économique. On le fait également sur le capital naturel, avec tout ce qui se fait en matière de sécurité alimentaire, en matière d'électrification renouvelable. Voilà ce que je voulais dire sur le développement en Afrique.

Le développement de l'Afrique



Cheikh Tidiane Gadio
Président de l'Institut Panafricain de Stratégies (IPS), ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

On nous rappelle qu'un tiers de la population du Nord-Mali n'a pas accès à l'eau potable. Je me suis dit : « Voilà une question concrète du développement de l'Afrique ». On doit se poser de sérieuses questions : après soixante ans d'indépendance, devrait-on en être là, dans une situation où un tiers de la population du Nord-Mali, qui lui-même représente deux tiers du Mali, n'a pas accès à l'eau potable ? [...] La bonne nouvelle, c'est quand on parle de la Côte d'Ivoire et d'un projet qui s'appelle « La finance s'engage », où des financiers africains aident les PME qui constituent à peu près 80 % du secteur privé. Ce qui est intéressant, c'est l'Afrique qui aide l'Afrique, l'Afrique qui vient au secours de l'Afrique en interne, ça change des discours qu'on entend d'habitude. [...] L'Afrique gère des conflits tout à fait extraordinaires. Nous avons besoin de solutions innovantes, il faut trouver des solutions innovantes. L'Erythrée est un problème, on se pose mille et une questions sur ce qui s'y passe ; la Somalie est un problème ; la RDC, depuis 1960, n'a pas eu de répit ; mais aussi le Burundi et la RCA. Si vous prenez tous ces pays, vous vous rendez compte que l'Afrique doit relever des défis sécuritaires, qui se présentent sous forme de terrorisme, économie criminelle, trafic humain et trafic de drogue. Cela se traduit par la migration qui est la plus grande tragédie vécue par les Africains. Quand on parle de migration, on pense à l'Europe, mais la plus grande tragédie vécue par les Africains, c'est cette hémorragie massive de notre jeunesse qui était notre atout principal et que nous allons perdre dans les mers et les déserts. Pour les Africains et leurs amis, il est temps de changer le paradigme et de réfléchir à nouveau sur comment sauver ce continent.



Aminata Touré
Ancien Premier ministre du Sénégal

En tant qu'Africaine, ce que j'aimerais voir de la part du reste du monde, c'est la chose suivante : nous avons besoin de mieux comprendre la réalité quotidienne en constante évolution de l'Afrique, sans clichés, sans condescendance, parce que nous savons aussi que ces attitudes nous ont été léguées par un passé colonial. Il nous faut donc en avoir conscience et les combattre, car, comme je l'ai dit, l'Afrique est en pleine mutation. Elle a de jeunes et nouveaux dirigeants africains, qui sont ancrés dans leur propre culture, et qui, dans le même temps, maîtrisent parfaitement les normes et les cultures internationales, et une nouvelle génération de jeunes Africains très instruits, qui posent sur le monde un regard différent de celui de leurs parents. C'est peut-être ce que la Chine arrive mieux à comprendre que beaucoup de ses concurrents sur le continent, car elle a été colonisée, elle a été opprimée, ce qui lui permet de faire preuve de plus d'empathie, et peut-être de comprendre plus rapidement ce que nous ressentons, ce que le monde occidental doit lui aussi réussir à comprendre. Nous avons également besoin de nouveaux modèles économiques. C'est ce que nous attendons de nos partenaires étrangers avec le slogan « Fair must be fair ». Nous savons bien que dans toutes les accords que nous nous efforçons de conclure, nous payons beaucoup plus cher en raison, dit-on, de notre insécurité, même si le Sénégal est un pays très pacifique. Nous avons évolué de façon pacifique, mais il se trouve que nos prêts, la plupart du temps, sont plus onéreux que dans d'autres pays, car l'Afrique, je crois, possède l'une des plus mauvaises stratégies de relations publiques.



Lionel Zinsou
Co-président de la Fondation AfricaFrance, ancien Premier ministre du Bénin, ancien président, PAI Partners

Je voudrais insister sur le fait que ce développement africain est beaucoup plus endogène que ce qu'on croit d'habitude. Par exemple, les flux directs d'investissement sont fondamentaux, qualitativement et même quantitativement. L'un dans l'autre, ils représentent 5 % du PIB du continent par an. Le continent est, après l'Asie et loin devant l'Europe, et évidemment le Japon, et encore plus évidemment les Etats-Unis, un continent de forte épargne et de forts investissements. On investit et on épargne en Afrique plus que dans tous les autres continents, sauf en Asie. [...] L'épargne en Afrique est endogène, l'investissement aussi. La croissance est tirée à 75 %, comme dans toutes les économies, par de la consommation interne des ménages, des entreprises et des administrations, mais massivement par les ménages. Nous sommes devant une croissance très largement endogène. [...] Notre modèle de très forte croissance non inclusive, demande maintenant beaucoup d'imagination, pour arriver à résoudre ces problèmes d'anomie ville/campagne, de marché du travail, de réduction de la pauvreté qui ne se fait pas. Notre modèle est dangereux, politiquement et socialement, il n'est pas dangereux économiquement. Si vous voulez vous enrichir en dormant, placer en Afrique, dans le foncier, dans l'immobilier, dans énormément de secteurs, dans les biens de consommation, dans les matériaux de construction. Nous n'avons aucun suspense économique, mais nous avons un suspense politique et social, parce que notre modèle ne résout spontanément aucun de nos problèmes sociaux si on ne fait pas des politiques extrêmement adaptées à cette contrainte particulière.

10^e EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
3-5 novembre 2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL
November 3-

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :
Marcus Noland
Vice-président exécutif
et directeur d'études au
Peterson Institute for
International Economics

WORLD
POLICY
CONFERENCE

La sécurité en Asie



Yim Sung-Joon

Conseiller, Lee International IP & Law Group; ancien vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du Président, République de Corée



Yuichi Hosoya

Professeur, département de sciences politiques, Université de Keio



Jia Qingguo

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin

Parmi les options potentielles suggérées, je voudrais en aborder quelques-unes et examiner leur potentiel pour atteindre l'objectif d'un démantèlement complet, vérifiable et irréversible du programme nord-coréen. Tout d'abord, l'option militaire. Donald Trump a déclaré que toute option militaire américaine serait dévastatrice pour la Corée du Nord, mais il a ajouté que l'action militaire n'était pas l'option privilégiée de Washington pour gérer le programme balistique et nucléaire de la Corée du Nord. [...] Peu importe ce qui a été dit sur une intervention militaire possible : dans les faits, ce scénario de guerre est la dernière option à envisager. [...] Deuxièmement, l'option de la nucléarisation de la Corée du Sud. [...] Si la Corée du Sud choisissait cette option, elle serait confrontée à des difficultés insurmontables et à une forte opposition de la communauté internationale, y compris les États-Unis, la Chine, le Japon et d'autres. Troisième option : des sanctions, accompagnées d'une démonstration de force, c'est-à-dire une dissuasion exhaustive par les États-Unis. [...] Pour contrecarrer cette provocation permanente de la Corée du Nord, les États-Unis et la Corée du Sud ont récemment mis en place une vigilance militaire maximale et mené conjointement des exercices militaires. [...] Ma conclusion est qu'une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire n'est tout simplement pas une configuration acceptable. [...] Le maintien de sanctions sévères contre la Corée du Nord, associé à des efforts de dissuasion accrus et à une démonstration de puissance de la part des États-Unis, reste la meilleure option pour dissuader la provocation nord-coréenne, et permettre, à terme, un démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ce bourbier.

Je voudrais dire que la possibilité de guerre est bien plus élevée qu'avant, depuis la dernière explosion nucléaire de la Corée du Nord, beaucoup d'experts sont d'accord pour dire que la probabilité est bien plus grande qu'avant en raison d'un durcissement de la position américaine sur cette question, et du fait que la participation chinoise augmente la pression exercée sur la Corée du Nord par des sanctions. [...] Les scénarios possibles pour l'avenir de la crise nord-coréenne. Le premier : pas de guerre avec une Corée du Nord dénucléarisée. Il s'agit d'un objectif fixé par la communauté internationale, qui a été décidé par résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, et qui a été approuvé par la déclaration conjointe issue des négociations à six, il y a près de dix ans. [...] Tant que le régime nord-coréen voudra survivre, il est hautement improbable qu'on assiste à une dénucléarisation de la Corée du Nord. Deuxième scénario possible : pas de guerre avec une Corée du Nord nucléarisée. Ce qui signifie que la Corée du Nord conserverait ses armes nucléaires avec des missiles balistiques intercontinentaux, entre autres. C'est assez dangereux car la Corée du Nord va continuer à essayer d'intimider les États-Unis, ainsi que le Japon et la Corée du Sud ou d'autres pays voisins. [...] Il est fort probable que nous assistions à une prolifération rapide des armes nucléaires dans ces petits États, de sorte que le deuxième scénario est très peu souhaitable. Troisième scénario : une guerre avec une Corée du Nord nucléarisée, ce qui signifie que la Corée du Nord serait susceptible d'attaquer Séoul ou Tokyo, peut-être avec des têtes nucléaires et des missiles balistiques. [...] La stratégie japonaise consiste à consolider la communauté internationale afin d'augmenter la pression exercée sur la Corée du Nord, et l'acteur incontournable dans cette affaire, c'est la Chine.

L'incertitude est assurément le mot clé pour saisir les enjeux de sécurité en Asie. La situation est incertaine, au moins pour trois raisons majeures. Premièrement, nous semblons assister à une rivalité émergente, ou à une rivalité stratégique, entre la Chine et les États-Unis. Les Américains semblent de plus en plus préoccupés par la montée en puissance de la Chine sur le plan militaire, notamment par l'essor des capacités navales chinoises. [...] La situation est également incertaine parce que les conflits territoriaux et maritimes restent très vivaces entre la Chine et l'Inde, parmi les prétendants à la mer de Chine méridionale, et entre la Chine et le Japon en mer de Chine orientale. Même si la situation s'améliore, et semble se stabiliser, des choses peuvent se produire et les frictions peuvent s'intensifier, en l'absence, pour l'heure, de dispositions institutionnelles pour gérer ces problèmes. La situation est également incertaine en raison de la menace nucléaire de la Corée du Nord. [...] Je pense que la Chine et les États-Unis ont bien plus d'intérêts en commun que beaucoup ne le croient. Nombreux sont ceux à penser que ces deux pays vont s'affronter très bientôt, mais je suis d'avis qu'ils ont trop d'intérêts en jeu pour se préoccuper d'une telle éventualité. En dépit des incertitudes, la sécurité de l'Asie pourrait ne pas être condamnée. Je pense que le mieux que nous puissions faire est d'espérer le meilleur et de se préparer au pire.



La sécurité en Asie



Michael Yeoh

Fondateur et président-directeur général,
Asian Strategy & Leadership Institute (ASLI)



Jusuf Wanandi

Co-fondateur, vice-président du conseil d'administration et
senior fellow, Centre for Strategic and International Studies
Foundation, Indonésie



Mayankote Kelath Narayanan

Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde

Selon moi, l'Asie est confrontée à six principaux défis en matière de sécurité. Premièrement, nous avons entendu parler de la crise nord-coréenne. Il s'agit d'une crise inconnue et imprévisible, mais nous ne pouvons pas nous permettre une guerre ou un conflit parce que leur coût serait trop élevé et pourrait même dégénérer en Troisième Guerre mondiale. Le deuxième défi clé est celui de la mer de Chine méridionale. Nous devons trouver un moyen d'aller de l'avant, en finalisant éventuellement un Code de conduite entre la Chine et l'ASEAN. Le troisième défi concerne Myanmar, avec la crise des Rohingyas. C'est le plus grand crime humanitaire auquel l'Asie est confrontée aujourd'hui. Quatrième défi, la frontière entre le Pakistan, l'Inde et la Chine. On n'y recense que de légers affrontements, mais la situation pourrait dégénérer. Cinquième défi, le terrorisme de l'État islamique et le potentiel d'attaques de loups solitaires en Asie du Sud-Est. C'est aujourd'hui la plus grande menace pour la région. Mon sixième point concerne les menaces inhabituelles en matière de sécurité, par exemple des crimes transfrontaliers, la traite des êtres humains, la criminalité économique et la cybercriminalité, la piraterie, les violations des droits de l'homme et le trafic d'enfants et de femmes. Les principales questions aujourd'hui sont les suivantes : les mécanismes de confiance existants sont-ils suffisants ? Que pouvons-nous faire de plus pour renforcer la stabilité régionale ? En Asie du Sud-Est, nous disposons depuis de nombreuses années du Forum régional de l'ASEAN et, plus récemment, de la réunion des ministres de la Défense de l'ASEAN. Ils resteront des mécanismes importants. Nous devons également mieux partager les renseignements entre les pays d'Asie, car c'est fondamental dans la lutte contre le terrorisme. De nouveaux mécanismes et protocoles doivent être mis en place pour garantir la cybersécurité et lutter contre le cyberterrorisme.

Ce que nous devrions également faire, c'est coopérer entre nous au cas où les États-Unis en viendraient vraiment à perdre leur influence sur le monde ou l'Asie orientale. Si nous comparons les États-Unis et la Chine, nous pouvons y voir un paradoxe. Alors que les États-Unis se replient sur eux, la Chine est de plus en plus tournée vers l'extérieur et ouverte au monde. D'une part, nous avons en théorie un leader libéral aux États-Unis et un leader autoritaire (Chine). Mais c'est Xi Jinping, le dirigeant supposé autoritaire, qui s'est ouvert au problème auquel nous sommes confrontés. C'est lui qui aimerait prendre le leadership en matière d'échanges, de changement climatique et de refonte de la planète. C'est lui qui a dit que la Chine devrait s'y préparer, ce qui signifie que nous devons également essayer de savoir comment la Chine va agir, et coopérer avec elle si elle veut vraiment agir en collaboration avec d'autres partenaires : les grands pays, les pays voisins et le monde en développement en général. A l'avenir, la coopération est une partie très importante des réformes à opérer en matière de gouvernance mondiale, notamment régionale. Les membres de l'ASEAN ont essayé de coopérer avec la Chine sur les questions relatives à la mer de Chine méridionale. Pour l'heure, nous avons finalisé un cadre pour le Code de conduite en mer de Chine méridionale et nous allons à nouveau travailler l'année prochaine (2018) à la formulation des articles. Ces efforts encouragent l'ASEAN à s'ouvrir à la Chine et à coopérer avec elle sur d'autres aspects importants comme la coopération sur la route maritime de la soie au XXIe siècle ainsi que sur l'idée du président indonésien, Joko Widodo, d'un point d'appui maritime.

1/ Le glissement du centre de gravité géopolitique de la région Euro-Atlantique vers la région Indo-Pacifique, marqué par la montée en puissance de la Chine, rebat les cartes des relations et des événements en Asie.

2/ En Asie, la plupart d'entre nous sommes préoccupés par la manière dont la Chine se considère. Le 19e Congrès du parti n'a pas apaisé ces préoccupations : l'annonce par la Chine de ses grandes ambitions en matière de pouvoir, sa projection en tant que superpuissance militaire et économique, et en particulier le contenu du discours du président Xi « Make China great » (Faire de la Chine une grande puissance).

3/ L'Afghanistan, en Asie du Sud, est aujourd'hui l'une des régions les plus instables, pas seulement en Asie mais dans le monde. La situation y est extrêmement fragile. Le gouvernement élu a perdu le contrôle sur une grande partie de la campagne près de 40 %, voire plus. Et ce qui distingue particulièrement l'Afghanistan, c'est le degré de violence.

4/ L'Asie occidentale est une région qui requiert beaucoup d'attention. L'affrontement idéologique entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite crée la possibilité d'une division, qui pourrait créer des problèmes pour les pays avec de fortes populations musulmanes. Autre aspect de cette situation en Asie occidentale, l'EI subit des revers dans des régions comme la Syrie et l'Irak, etc., mais n'oublions pas que ses combattants se répandent dans le reste du monde.

Session Young Leaders



MODÉRATEUR :
Patrick Nicolet
Membre du comité
de direction générale,
Capgemini



Natalie Cartwright
Co-fondateur, Finn.ai



Edouard Nattée
Fondateur et PDG, Fox Intelligence

1. À l'avenir, l'éducation de tous les enfants doit comprendre :

- Les bases : compétences de codage de base
- Les compétences essentielles : des capacités d'auto-apprentissage tout au long de la vie
- La formation : résilience face à l'échec

2. Si nous voulons rester en phase avec l'innovation, les mesures politiques doivent être créées et mises en œuvre plus rapidement. Pour ce faire, nous devons pouvoir créer et innover en fonction d'une politique minimale viable.

3. Les coûts et l'accès ne sont plus des freins lorsqu'il s'agit de créer une entreprise de technologie. Chaque pays et chaque ville doit se doter d'écosystèmes qui favorisent les PME technologiques.

La question essentielle est la suivante : il est impossible de résoudre n'importe quel problème fondamental de notre époque – changement climatique, pauvreté, condition des femmes, accès à la santé et à l'éducation – sans pouvoir accéder à des données publiquement disponibles, fiables et transparentes. C'est impossible. On ne peut poser un diagnostic sans données. On ne peut concevoir de solution sans données. On ne peut tester ni les décisions, ni l'impact des mesures sans données. Ce qu'il y a de positif, et chacun dans cette table ronde en fait l'expérience tous les jours, c'est que nous disposons des outils nécessaires pour y parvenir. Nous disposons du pouvoir de l'informatique, nous disposons de la science – la science des données – nous disposons de personnes compétentes – ce sont les scientifiques des données – et tout ceci fonctionne parfaitement bien. Le côté négatif, c'est que nous sommes des êtres humains, et les êtres humains ont un défaut. Nous avons un gros problème en matière de responsabilité, nous avons un gros problème pour ce qui est de rendre compte de ce que nous faisons.



Session Young Leaders



Allen Ali Mohammadi

Co-fondateur, Hippogriff AB



Arthur Stril

Co-fondateur, Zinc VC



Aurélien Billot

Chef du secteur Politiques commerciales
et de développement au Secrétariat général
des affaires européennes, France

Chaque jour, nous avons le choix : nous concentrer sur les aspects positifs de notre vie ou sur ses aspects négatifs. Je pense que se concentrer sur les aspects positifs de sa vie est la meilleure façon d'en régler les problèmes. Qui plus est, se concentrer sur les aspects positifs du monde est la meilleure façon de régler ses dysfonctionnements. [...] les maladies cardiovasculaires sont la principale cause de mortalité dans le monde. En effet, une personne meurt d'une maladie cardiovasculaire toutes les deux secondes. Mais le problème n'est pas tant la maladie en soi que sa détection tardive, [...] La mort soudaine de ma grand-mère a changé ma vision du monde et je me suis interrogé. Pourquoi n'y avait-il pas de moyens de dépister sa maladie à un stade précoce, et aurions-nous pu lui sauver la vie ? C'est ce qui a déclenché le développement de notre innovation, appelée Heartstrings, un outil qui utilise l'IA pour dépister une maladie cardiovasculaire avant qu'il ne soit trop tard. [...] Comment répondre à l'un des plus grands enjeux de santé en utilisant les données existantes, ce que nous avons déjà ? C'est là toute la question. Nous vivons à une époque où nous avons accès à des technologies de pointe et à des infrastructures de grande qualité qui nous donnent les moyens de nous attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous avons développé notre propre algorithme d'IA qui utilise les paramètres existants, comme l'électrocardiogramme et les données démographiques, pour dépister la maladie cardiovasculaire à un stade très précoce, même si le patient ne présente aucun symptôme. [...] Notre technologie est deux fois plus précise, 10 fois plus rapide et 49 fois moins chère que les méthodes existantes, et peut sauver des millions de personnes chaque année. [...] Nous voulons sauver au moins un million de vies chaque année.

La médecine va devenir éminemment personnalisée, unifiée, préventive et intégrée. C'est là un scénario optimiste, qui comporte de nombreux risques [...] Pour la personnalisation : aujourd'hui, les médicaments et les traitements sont peu différenciés, et pourtant, chaque être humain est unique. Des thérapies autologues, se développent, et des sociétés comme Novartis et Kite Pharma viennent de recevoir l'autorisation de la FDA pour des traitements qui reprogramment votre système immunitaire afin de repérer des cellules cancéreuses. [...] L'unification des soins de santé ; ils sont aujourd'hui encore très fragmentés, nous avons des cardiologues, des chirurgiens orthopédiques, des spécialistes de chaque organe, et pourtant, nous savons que de nombreuses maladies, comme le diabète ou le cancer, sont globales, et nécessitent une approche véritablement holistique. Ceci va au-delà de l'organisme. Le corps et l'esprit sont connectés, et plusieurs start-ups commencent à s'intéresser à la santé mentale. Headspace, par exemple, est une application pour la méditation qui améliore, et cela a été scientifiquement prouvé, votre santé mentale et votre santé physique. [...] Une médecine préventive : afin d'avoir une vraie prévention, trois éléments sont nécessaires, dont la sensibilisation, savoir quelles maladies existent et comment les traiter. Les réseaux sociaux sont toujours plus importants pour informer des millions de personnes sur les maladies graves. [...] Enfin, les soins de santé seront intégrés à votre domicile. Il existe déjà des systèmes domestiques, comme Amazon Echo, fondé sur la plateforme d'IA, Alexa, qui fournit des conseils médicaux de base à la maison. [...] La première mission de Zinc est d'améliorer la santé mentale et psychique des femmes et des jeunes filles, un thème absolument crucial, dont on commence à parler mais pour lequel les solutions manquent encore.

Mon travail consiste essentiellement à réunir des ministres dans une pièce, à les faire parler et trouver des idées en matière de politique commerciale. Les données sont l'une de ces questions, de plus en plus importantes, [...] Quels sont les principaux enjeux pour l'UE du point de vue des mesures politiques ? J'en vois trois principaux. Le premier est celui de la gouvernance des données, ou encore la confidentialité des données par rapport au partage des données. [...] Le deuxième, c'est le choix entre accès ou sécurité. [...] Le troisième enjeu essentiel est celui de la concurrence loyale, et l'une des façons de l'exprimer est que ces technologies de big data remettent en question quasiment toutes les activités. [...] Que peut faire l'UE à cet égard ? [...] La gouvernance des données concerne les données personnelles et les données non personnelles. En ce qui concerne les données personnelles, nous avons une réglementation européenne, et le principal enjeu concerne la mise en œuvre du nouveau transfert de données personnelles entre l'UE et les États-Unis. [...] Quant aux données non personnelles, nous avons besoin d'une nouvelle politique afin de définir précisément quelles barrières sont logiques et lesquelles ne le sont pas. [...] Enfin, la question des règles du jeu équitables est sans doute la plus compliquée de toutes. J'aimerais insister sur la proposition française, qui est de trouver un moyen de taxer les bénéfices de toutes les entreprises de données de façon équitable, afin d'éviter l'évasion fiscale et d'assurer que toutes les entreprises respectent les mêmes normes fiscales. [...] Dans cet environnement en plein essor, nous avons besoin d'une entité dotée d'appropriation démocratique qui puisse aborder les questions de la gouvernance des données, de l'accès par rapport à la sécurité et des règles du jeu équitables. L'UE en a les moyens et peut nous aider à combler cette lacune.

L'état du monde



MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Conseiller de la rédaction
du The Washington
Post



Assia Bensalah Alaoui
Ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc



Kriengsak Chareonwongsak
Ancien conseiller du Premier ministre de Thaïlande, Senior
Fellow, Université d'Harvard et président,
Nation-Building Institute

Quelle gouvernance globale face aux ruptures certaines et aux timides recompositions qui sont à l'œuvre sur la scène internationale ? Tout d'abord, face à l'acharnement de Monsieur Trump de déconstruire l'Etat fédéral et de détricoter les accords commerciaux, et face à ses outrances ; face aussi à une Chine qui brigue le centre de l'échiquier international, forte de la part croissante de ses investissements sur la scène mondiale ; face à la grande capacité de nuisance de la Russie ; et face aux incertitudes de la vieille Europe, exacerbées par la montée de tous les extrémismes, du populisme, les déconvenues du Brexit ... mais qui a aussi la chance de trouver, dans la vigueur du jeune président Macron, une volonté de dissiper ces incertitudes, bien entendu grâce aussi au leadership de l'inoxydable Angela Merkel, même affaiblie. Bien sûr, on peut s'interroger : revitaliser l'Europe, est-ce possible sans la refondation de la Méditerranée ? [...] Il est impératif de s'attaquer aux racines du mal, notamment aux facteurs inducteurs du crime organisé et ses puissants réseaux transnationaux. [...] Aux sources du mal-développement, au chômage des jeunes, qui laisse hélas à ceux-ci le choix entre l'embrigadement chez les terroristes ou dans les réseaux mafieux et l'émigration ! [...] A cet égard, je me réjouis que mon pays ait pris à bras-le-corps cette problématique sécuritaire en développant une véritable stratégie globale, louée par tous nos partenaires. [...] Quelle gouvernance face aussi aux mégatendances ? Les deux qui s'imposent à tous, à savoir la montée irrésistible des incertitudes et la vitesse vertigineuse du changement technologique [...] Pour terminer, last but not least, un mot sur les femmes. [...] les grandes absentes de notre agenda de cette World Policy Conference, même si leur présence se multiplie.

Le « nouveau nouvel ordre mondial » constitue un regard sur le monde qui repose sur trois piliers majeurs. Le premier pilier est d'ordre économique. 1) Il existe une tendance aux disparités selon la règle du 99-1 que j'ai créée, qui stipule que 1 % de la population possède 99 % des richesses. 2) On assiste à l'émergence de la Chine, de l'Inde et de l'ANASE, qui représentent à eux seuls plus de la moitié de la population mondiale. 3) La domination des multinationales va perdurer. 4) La convergence technologique va accélérer l'innovation et entraîner encore davantage de progrès à l'avenir. 5) La crise de la gouvernance s'explique de plus en plus par l'absence d'une structure de gouvernance internationale adaptée. Le deuxième pilier est d'ordre sociétal. 1) L'accroissement des populations vieillissantes à l'échelle mondiale va présenter des problèmes sans précédent. 2) La migration internationale augmente en raison du monde agité dans lequel nous vivons. 3) Nous allons aussi voir apparaître des agglomérations de plus de 50 millions de personnes, ce que j'appelle des « magnapoles », que nous ne savons pas encore gérer. 4) De nombreuses problématiques émergentes vont soulever des questions sur le plan moral, qu'il nous faut traiter. 5) La lassitude face au terrorisme va peser sur le monde entier. Le troisième pilier est d'ordre politique. 1) Le monde devient multipolaire. 2) L'ordre libéral va amorcer une transition vers l'ordre pragmatique. 3) Le syndrome séparatiste est une réaction à l'incapacité de résoudre des problèmes, comme c'est le cas en Catalogne. 4) Les gens plébiscitent les dirigeants qui ne sont pas issus du monde de la politique. Ces derniers remportent des élections dans le monde entier. 5) La rupture démocratique gagne du terrain.

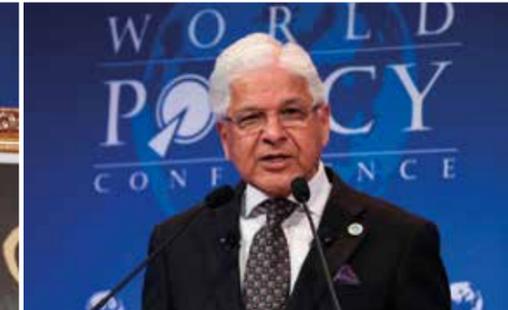


L'état du monde



Ju Chul Ki

Président, Overseas Koreans Foundation, ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la sécurité nationale auprès du président de la République de Corée



Ashwani Kumar

Avocat principal à la Cour suprême ; ancien ministre de la Justice, Inde



Mona Makram Ebeid

Sénatrice égyptienne, Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire

Premièrement, il faut mettre un terme d'ici un ou deux ans à l'ambition de la Corée du Nord de devenir un état nucléaire. Le monde entier doit coopérer pour obtenir des résultats tangibles. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU doivent dépasser les querelles politiques et faire preuve d'unité pour résoudre cette question. Renforcer la structure de sécurité du nord-est asiatique est également une nécessité. C'est la seule région qui ne dispose pas d'un mécanisme de dialogue sécuritaire : un mécanisme de sécurité régionale sur-mesure devrait y être installé. Nous avons besoin de dirigeants éclairés et d'intellectuels influents pour promouvoir cette cause. Mon deuxième point concerne la manière de lutter contre l'affaiblissement des fondements de la démocratie. À l'heure où le gouvernement Trump se concentre sur sa politique de « l'Amérique d'abord », on craint l'affaiblissement du soutien en faveur de valeurs internationales. Celles-ci doivent être cultivées, et les pays modérés doivent coopérer pour les défendre. Les pays européens et d'Asie de l'Est doivent également travailler ensemble à cette fin. Le troisième point concerne le potentiel d'une nouvelle coopération tripartite et le partage de la gouvernance mondiale. Les pays d'Asie du Nord-Est sont en mesure de prendre toute leur part à la gouvernance mondiale et à l'aide au développement. Il serait bon que les pays d'Asie du Nord-Est accroissent encore leur communication et la coordination de leurs politiques. On pourrait envisager un nouveau type de structure trilatérale entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie du Nord-Est pour une meilleure gouvernance. Dans cette optique, nous avons besoin de former des dirigeants politiques alliant sagesse, clairvoyance, vision et leadership. La World Policy Conference doit poursuivre son action en faveur d'un monde plus ouvert et plus tolérant.

Le fondamentalisme, la montée de l'identitarisme politique, la rupture du dialogue interreligieux, et comme quelqu'un l'a dit, « l'échec de la modernité heureuse », sont des réalités incontournables du monde actuel. Les doutes sérieux que je nourris à l'égard de notre capacité à revitaliser les démocraties en difficulté sont, pour moi, une source profonde d'inquiétude. [...] Notre liberté et notre nationalisme s'excluent-ils mutuellement ? Devons-nous prononcer la fin de la raison pour apaiser les démagogues populistes radicaux ? Est-il juste d'invoquer le relativisme moral pour occulter la dimension expérimentale du pouvoir ? Et peut-on ignorer la prudence dont fait preuve James Madison, lorsqu'il affirme qu'il existe plus de cas de limitation de la liberté du peuple par des empiètements progressifs et silencieux commis par ceux qui sont au pouvoir, que par des usurpations soudaines et violentes ? Permettez-moi de conclure en vous rappelant ces mots de Toynbee, mon historien préféré. Il affirme que la croissance d'une civilisation est fondée sur le paradigme défis-réponses, et que chaque époque doit écrire sa propre histoire. Martin Luther King, lui, dit qu'il ne faut pas attendre demain et que nous sommes face à « l'urgence absolue du moment » dans la marche de la vie et de l'histoire. Et permettez-moi de vous le dire, Mesdames et Messieurs, il est de notre devoir à tous, à titre individuel et collectif – et pas seulement une fois, deux fois, mais indéfiniment, de réitérer ce que nous pensons être juste, car Dante nous a prévenu : « Les endroits les plus sombres de l'enfer sont réservés aux indécis qui restent neutres en temps de crise morale ».

Avant la révolution de janvier 2011, la scène politique nationale laissait entrevoir peu de positions idéologiques capables de mobiliser, à l'exception des Frères musulmans. C'est ce qui explique l'incapacité de nombreux groupes non islamiques qui se disent libéraux ou de gauche, jeunesse comprise, à s'organiser de manière efficace, et par conséquent, la prédominance progressive des appareils militaire et sécuritaire au sein de la hiérarchie du régime actuel. L'influence croissante de l'appareil sécuritaire a abouti à la neutralisation de la politique civile. La société civile fait l'objet d'une pression constante et le périmètre de ses activités s'est sérieusement réduit. Aujourd'hui, la refonte s'accompagne de craintes substantielles, aussi bien parmi les partisans du régime qu'au sein d'une grande partie de la population, et se cristallise sur la menace grandissante de voir certains groupes islamiques se radicaliser, en particulier dans le Sinaï, ainsi que sur leurs attaques brutales contre les chrétiens et la violence protestataire et terroriste. Ces craintes ont non seulement affecté les calculs politiques du régime, mais également l'opposition non islamiste et une large partie du grand public. Du coup, les non-islamistes en sont arrivés à considérer l'armée et les institutions de l'État comme les premiers remparts contre les ambitions islamiques, c'est-à-dire remodeler l'État et redéfinir l'identité égyptienne. Même si cette alliance entre la société civile et l'armée contre les frères musulmans va retarder l'avènement de la démocratie totale et la prise de contrôle civile de plusieurs années, elle pourrait bien représenter la voie la plus rapide vers une démocratie durable, sous certaines conditions, comme un programme de réformes économiques et politiques plus abouti.



L'état du monde



Fathallah Oualalou
Ancien ministre de l'Economie et des Finances, Maroc



Meir Sheetrit
Député, Israël



Yukari Niwa Yamashita
Membre du conseil d'administration et directeur,
The Institute of Energy Economics, Japan (IEEJ)

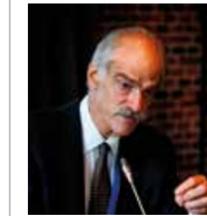
Cette lecture de l'état du monde est celle d'un Marocain qui appartient à trois sphères : arabo-musulmane, euro-méditerranéenne et africaine. Une lecture autour de trois tendances : La première est relative à l'espace de la proximité, celui de la Méditerranée, un espace qui a perdu sa centralité et qui traverse, tant au nord qu'au sud des moments difficiles. Mais aujourd'hui, un vent d'espoir semble souffler pour permettre à notre espace de dépasser ces difficultés. La deuxième concerne l'espace lointain qui s'impose à nous et nous interpelle. Celui de l'asiatisme et surtout de la Chine et auquel l'Afrique doit répondre dans une logique qui tient compte de sa situation géographique et de son appartenance à la sphère euro-méditerranéenne. La troisième est plus globale. Un monde qui se mondialise dont toutes les composantes cherchent à protéger ses identités. Un monde qui devient multipolaire, multipolarité économique, stratégique mais de plus en plus liée à celle des civilisations. Aux Musulmans, dans leur retour à la spiritualité, de s'ouvrir sur la modernité et sur les exigences du XXI^e siècle. Ceci permettra aussi à la Méditerranée de retrouver sa centralité.

La question qui se pose est la suivante : sommes-nous arrivés à une impasse, et l'espoir d'une paix au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine s'est-il envolé ? Je suis de ceux qui pensent que ce n'est pas le cas. Nous ne sommes pas dans une impasse, et un espoir de paix subsiste, pour peu que nous agissions correctement, [...] Je pense que l'unique solution pour parvenir à la paix au Moyen-Orient passe par ce que nous appelons l'initiative saoudienne, ou encore l'Initiative de paix arabe. Je suis un fervent partisan de cette initiative, depuis sa création en 2002. Je me suis battu pour la rendre plus audible et convaincre les Premiers ministres d'Israël, le gouvernement et la Knesset, d'aller dans cette direction. Qu'est-ce qui me donne à penser que c'est la bonne solution ? Selon l'Initiative de paix arabe, en cas de paix avec les Palestiniens, à travers un retour aux frontières de 1967 et une solution acceptable et légitime au problème des réfugiés palestiniens, 57 pays islamiques se disent prêts à faire la paix avec Israël, normalisation totale des relations comprise, et cela serait la fin du conflit. [...] Je pense que le problème est un problème israélo-arabe. Pas un problème américain. Les Américains ne comprennent pas les Arabes, je suis au regret de le dire, mais, à mon avis, les deux ne se comprennent pas. Nous devons résoudre le problème nous-mêmes. Si nous avions négocié les Accords d'Oslo seulement avec les Américains, ceux-ci n'auraient jamais existé.

Bien que nous ayons tendance à raisonner en mois et en années, il nous faut aussi parler et penser en termes de décennies. [...] Tant que Paris ancre le monde dans l'avenir et qu'il va plus loin que Kyoto, je pense que le monde que nous allons transmettre à la prochaine génération sera en bon état. Néanmoins, les générations futures vont trouver le monde dans l'état où nous l'aurons laissé, alors j'espère que celui-ci va s'améliorer à l'avenir. [...] nous manquons encore de technologies, de moyens financiers et de politiques pour lutter contre le changement climatique dans les proportions requises pour décarboniser notre consommation d'énergie, mais qu'il n'était pas trop tard pour le faire, en optimisant au passage le coût total de l'atténuation, de l'adaptation et des dommages. [...] N'oublions pas non plus qu'à l'heure actuelle, 1,2 milliard de personnes sont toujours privées d'accès à l'énergie, que ce chiffre va probablement aller en augmentant, et que le développement économique demande de l'énergie. L'énergie est non seulement nécessaire à la production d'électricité, mais également à celle de produits cimentiers, sidérurgiques et pétrochimiques pour les routes, les bâtiments et les infrastructures. Toutes ces choses doivent se mettre en place, mais cela n'est pas possible dans un monde constamment en proie à des querelles de voisinage. Je me dois malheureusement d'insister : il n'y a pas de temps à perdre. [...] En dépit des revers occasionnels que subit le monde en raison de la fragilité de la paix et des profondes instabilités sociales, je suis très heureuse de voir que la communauté internationale a foi dans le dialogue et parvient à s'entendre sur des questions majeures comme le climat. [...] En tant que Premier ministre japonais, M. Abe a récemment déclaré : « Le moment est venu de réunir la sagesse de l'humanité ».



1. Finance et économie



PRÉSIDENT
John Lipsky

Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) ; ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

Les perspectives économiques mondiales sont inhabituellement favorables : la croissance en 2018 devrait être égale, voire supérieure à la tendance dans la plupart des grandes économies. Compte tenu des faibles pressions inflationnistes, les principales banques centrales continuent d'appliquer des politiques accommodantes, même si un resserrement progressif des politiques monétaires est prévu dans le futur. Les marchés financiers bénéficient aussi de ces perspectives favorables. Ainsi, même avec des valeurs d'actifs financiers atteignant des sommets historiques, il n'y a pas de sentiment de danger imminent de faiblesse du marché ou de nouvelle crise financière. Même si l'on s'accorde à reconnaître l'existence de risques fondamentaux et de risques politiques susceptibles de remettre en cause ces perspectives favorables, ils ne sont généralement pas reflétés dans les prix de marché actuels. Même si les réformes systémiques post-crise demeurent incomplètes, les augmentations de fonds propres des banques et la réduction de leur endettement ont contribué à améliorer la stabilité du secteur. Cependant, des progrès restent à faire pour nettoyer le bilan de certaines banques de la zone Euro et renforcer leur rentabilité. Nous devons continuer à franchir d'autres étapes pour finaliser l'union bancaire et l'union des marchés boursiers de l'UE. De plus, dans la plupart des pays, les mécanismes de résolution restent incomplets et/ou n'ont pas encore été testés. Bien que le Conseil de stabilité financière promeuve avec succès des réformes du secteur financier, beaucoup de travail reste à faire en matière de régulation des secteurs financiers non bancaires. En outre, d'autres aspects des réformes de la gouvernance mondiale importants pour le système financier - notamment la coopération politique macroéconomique, la libéralisation du commerce et les réformes des IFI - avancent lentement et en sont parfois même au point mort. Enfin, le fait que le FMI ne dispose pas d'un instrument de prévention de crise efficace constitue une faiblesse systémique qui peut et doit être résolue.



Akinari Horii

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon

L'économie japonaise est en excellente santé : le marché du travail est tendu et les bénéfices des entreprises sont élevés, mais l'inflation est modérée. La Courbe de Philipps n'est pas une ligne droite, mais une courbe avec un point d'inflexion au-delà duquel l'inflation s'accélère. Dans le cas du Japon, le point d'inflexion est apparu par le passé lorsque le taux de chômage était inférieur à 3 %. L'accélération de l'inflation a souvent été déclenchée par des événements tels qu'un accident d'usine chimique qui amenaient les gens à réévaluer les perspectives d'inflation. Je suis très inquiet du fonctionnement des marchés financiers. La capacité de tenue de marché des courtiers en valeurs mobilières et des courtiers FX a considérablement diminué en raison du Dodd-Frank Act et de Bâle III. La prise de risque de crédit a également reculé dans le secteur bancaire, et c'est le secteur bancaire parallèle qui a pris le relais. Les investisseurs passifs sont de plus en plus nombreux, tout comme les produits indexés, alors que les gestionnaires actifs ont vu leur nombre baisser. La pénurie de gestionnaires actifs expose le marché aux comportements grégaires, ce qui pourrait déclencher une crise en cas de choc. Malgré ce risque, les capacités de la Réserve fédérale en matière de résolution de crises non bancaires ont été réduites.



Bertrand Badré

Fondateur et PDG de Blue Orange Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Depuis 10 ans, nous ne cessons de nous plaindre de la situation dans la zone Euro, mais une fois n'est pas coutume, je pense qu'il y a du mieux. Cela dit, il n'y a pas non plus de raisons de pavoiser, car certaines questions restent en suspens. [...] Je pense que cette mobilisation internationale nous a évité de reproduire les erreurs des années 1930. Nous avons évité une forte montée du protectionnisme. Nous avons évité les mesures d'austérité et mis en œuvre des politiques de relance, ce qui a eu pour effet de faire bondir la dette publique, mais nous avons échappé au pire. Par ailleurs, hormis Lehman et quelques rares accidents, le système bancaire a échappé à un effondrement total. Je pense que nous devrions nous en réjouir et fêter notre survie. Je crois que c'est une bonne chose. La question maintenant est la suivante : où en sommes-nous ? [...] De mon point de vue, nous avons rafistolé le système, nous avons survécu, mais nous n'avons pas d'approche holistique du mode de financement de nos économies. [...] Le constat aujourd'hui est que nous sommes en vie, mais nous devons réfléchir à l'avenir. Comment résoudre la question du financement de notre économie ? Comment restaurer la confiance dans le système ? En fin de compte, les gens ne font plus confiance au système. [...] Nous n'avons pas besoin d'investissements en Allemagne, nous avons besoin d'investissements dans le climat, la santé, l'agriculture, etc. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui. D'aucuns disent que l'investissement à impact social est une grande révolution ; c'est certes formidable, mais marginal. Je peux vous affirmer qu'à la minute même où le Trésor américain reviendra à 5 %, l'impact disparaîtra et les anciennes habitudes referont surface. Le moment est venu, selon moi, de nous montrer plus malins. [...] Le système est paralysé et nous empêche de sortir du cadre. Il faut sortir des sentiers battus. Comment faire bouger les choses ? Comment coordonner nos efforts ? C'est la véritable question que nous devons nous poser si nous voulons en finir avec la mauvaise répartition du capital. [...] Dans le cas d'une nouvelle crise, pourrions-nous reproduire le miracle de 2008, lorsque nous avons réussi à éviter l'effondrement du monde entier ? Je ne suis pas certain que nous soyons en mesure aujourd'hui de renouveler cet exploit. Et c'est bien ce qui m'inquiète. La question n'est pas tant de savoir où et quand résoudre ces problèmes mais comment, si nous sommes incapables de réfléchir au système que nous voulons ! Là encore, le manque de coopération et un certain nombre d'autres problèmes me font peur, mais je pense que nous avons les outils. Nous sommes capables d'y faire face. Nous sommes dans un moment charnière particulièrement fascinant, car nous pouvons aller dans l'une ou l'autre direction.

1. Finance et économie



André Levy-Lang

Ancien président du directoire de Banque Paribas, professeur associé émérite à l'Université Paris-Dauphine

Je voudrais juste ajouter un ou deux commentaires à l'intervention de Bertrand. [...] Je pense qu'aucune banque en Europe ne crée de risque systémique. Le système bancaire européen est solide, mais comme l'a dit Bertrand, il y a un problème de rentabilité [...] en partie à cause des aléas des marchés des capitaux. En partie aussi à cause de la concurrence dans le marché de la banque de détail. De plus, les taux d'intérêt très faibles pèsent sur les marges. D'autre part, les banques, en particulier les banques françaises, réagissent à l'impact technologique de différentes manières. Premièrement, elles réduisent les coûts, ferment des agences et se réorganisent. Deuxièmement, elles acquièrent des start-ups pour contourner le problème posé par leurs énormes systèmes informatiques. [...] Pour revenir à la France et à l'Allemagne, je pense que la France réalise aujourd'hui qu'elle doit se prendre en main et ne pas attendre l'Allemagne. [...] On observe en France une nouvelle attitude 'Yes, we can'. [...] La crise des subprimes remonte à près de 10 ans, mais rappelez-vous que les subprimes étaient des actifs à haut rendement et prétendument liquides. [...] Si vous regardez la situation actuelle, un actif a atteint des niveaux qui dépassent de très loin le montant des subprimes, il s'agit des ETF (fonds indiciels cotés). [...] Les gestionnaires de fonds les adorent. Aujourd'hui, les ETF représentent, je crois, environ 4 000 milliards de dollars, soit 30 % du volume de transactions sur le marché des actions américain. Tant qu'il n'y a pas de choc externe, tout va bien. Mais si un choc externe se produit [...] Je pense que les ETF seront l'une des premières victimes. Bien sûr, les banques n'en ont pas beaucoup, contrairement aux gestionnaires de fonds. [...] Les choses seraient différentes cette fois, car ce sont les investisseurs, et non les banques, qui supporteraient les pertes. Cependant, si ça se produit, le marché obligataire et le marché boursier réagiraient, ce qui aurait des conséquences indirectes sur l'économie.



Raed Charafeddine

Premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

En ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole, nous observons une croissance atone et des déficits budgétaires persistants. Quant aux pays importateurs de pétrole de la région MENA, ils souffrent d'une impuissance fiscale et d'une dette publique élevée, malgré des prévisions de croissance. [...] Au nombre des défis socio-économiques structurels, citons le manque de diversification économique et les économies de « rentier » ; les inefficacités fiscales ; le chômage et les défaillances du marché du travail ; la faiblesse de l'intégration économique intrarégionale ; le retard technologique ; la faiblesse de l'inclusion financière. [...] Quant aux difficultés macroéconomiques actuelles, elles résultent pour l'essentiel des troubles et conflits politiques régionaux qui entraînent des déplacements de population et une flambée des prix des ressources. [...] Nous avons deux millions de réfugiés au Liban, sur une population d'un peu plus de quatre millions. [...] En fait, le Liban n'a pas souffert de la crise financière mondiale. [...] Nous avons mis en œuvre des politiques et mesures préventives qui ont permis au Liban d'échapper aux effets de la crise. [...] La Banque Centrale a stimulé l'économie tout en prenant les mesures nécessaires pour ne pas générer de l'inflation. Nous avons contenu l'inflation, mais parallèlement, en 2013, nous avons adopté un plan de relance qui nous a permis de prêter aux banques 1 milliard de dollars. Et d'autres plans de relance ont suivi. [...] Ces liquidités de 20 milliards de dollars, sur un total des actifs bancaires de plus de 200 milliards de dollars, ainsi que les dépôts bancaires représentant près de quatre fois notre PIB, constituent des capacités financières substantielles. [...] Le plan de relance de la Banque Centrale a contribué à 50 % de la croissance du PIB depuis 2013. [...] L'ingénierie financière mise en œuvre au Liban a porté sur une opération d'échange multi-niveaux ciblant plusieurs objectifs sur le plan macroéconomique, financier et de la stabilité monétaire. [...] Nous avons déployé une politique destinée à encourager les banques à investir leurs fonds propres dans des entreprises œuvrant dans l'économie de la connaissance, plutôt que leur accorder des prêts.



Daniel Daianu

Membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie; ancien ministre des Finances de Roumanie

En dépit des efforts déployés pour maintenir ce qu'on appelle l'ordre libéral international, celui-ci subit de forts vents contraires. En Europe, et dans d'autres régions du monde, les pertes d'emploi et l'incertitude croissante liée aux nouvelles technologies ou à la concurrence mondiale suscitent de plus en plus d'inquiétudes. On observe également un besoin de sécurité, y compris physique [sécurité]. D'un point de vue analytique, on peut imaginer un compromis entre sécurité et ouverture. Quand les temps sont durs, on a sans doute tendance à privilégier la sécurité. Et vice-versa, dans les périodes fastes, l'ouverture est davantage plébiscitée en termes relatifs. C'est là, me semble-t-il, que réside l'origine du syndrome du repli sur soi que nous observons en Europe, aux États-Unis, etc. et qui se manifeste par la fermeture des frontières, l'intrusion des gouvernements dans la vie des gens, la montée du protectionnisme, etc. Le système financier actuel est-il plus simple, plus transparent qu'avant ? Je ne pense pas. L'innovation financière continue et des produits toxiques sont mis sur le marché et utilisés, malgré une régulation et un système de surveillance prétendument plus efficaces. La grande question est de savoir s'il reste encore beaucoup d'actifs pourris dans les bilans des banques. Le fait que peu de gouvernements et de banques centrales soient réticents à entreprendre la procédure de renflouement interne (bail-in) est sans doute un indice. Une autre question, et non des moindres, est de savoir pour qui fonctionne le système. Les caractéristiques du système financier et de la nature de la régulation et de la surveillance ont un impact sur l'ampleur d'une crise, le nombre de personnes gravement affectées, etc. Le système politique est ainsi soumis à une pression accrue et des partis marginaux, extrémistes arrivent sur le devant de la scène. Nous devons réfléchir plus en profondeur au fonctionnement du système financier. Nous devons réduire davantage l'endettement, car les banques peuvent être très déstabilisantes en tant qu'acteurs de l'économie. En fait, le système financier tout entier peut être extrêmement déstabilisant.



Jeffry Frieden

Professeur, Université d'Harvard

Nous avons un système financier international intégré et, s'il y a bien une chose que nous avons apprise au cours des deux derniers siècles, c'est qu'un système financier international est sujet à des crises. Nous ne savons pas où les crises sont susceptibles de se déclencher, mais nous connaissons quelques-unes des sources de fragilité, tant en théorie qu'en pratique. Notre monde actuel se caractérise par un niveau très élevé de flux financiers bruts. Ceux-ci peuvent provoquer une perte de confiance, laquelle peut à son tour entraîner des problèmes de liquidités, car qui dit perte de confiance généralisée, dit risque de crise de liquidités. Le catalyseur d'une telle perte de confiance est impossible à prédire – peu de spécialistes auraient considéré les subprimes du marché hypothécaire américain comme un élément déclencheur potentiel en 2006. Cependant, de la Chine au marché boursier américain en passant par l'Amérique Latine, l'Europe ou d'autres régions du monde, les éléments déclencheurs potentiels sont pléthore. Qui plus est, aujourd'hui l'administration à Washington n'est pas engagée dans la structure institutionnelle internationale actuelle et ne sera peut-être pas disposée à ou capable de travailler avec nos partenaires financiers et boursiers si des difficultés venaient à surgir. Lorsque la prochaine crise éclatera, je crains que l'intervention des grandes puissances, et notamment celle des États-Unis, ne soit plus destructrice que constructive.

2. Énergie et climat



COORDINATEUR :
**Eyl-Mazega,
Marc-Antoine**
Directeur du Centre
Energie de l'Ifri



PRÉSIDENT
Nobuo Tanaka
Ancien directeur exécutif, IEA,
président de la Sasakawa Peace Foundation

L'énergie est probablement l'un des secteurs les plus touchés par l'imprévisibilité et l'incertitude de la politique américaine. La nouvelle politique énergétique des États-Unis s'apparente à une domination énergétique, nous pouvons néanmoins aborder les enjeux climatiques, la géopolitique, ainsi que certaines filières, comme le pétrole, le gaz, le charbon, voire peut-être les énergies renouvelables. Et si nous en avons le temps, nous nous intéresserons au nucléaire. Tous ces éléments sont étroitement liés au sein d'un même système : on ne peut donc pas réellement se cantonner à un seul secteur. Nous devons envisager le secteur énergétique dans son ensemble. [...] Lorsque j'étais à sa tête, l'AIE a lancé le scénario appelé « 450 ppm ». Il s'agit d'un scénario visant à contenir l'augmentation de la température atmosphérique à hauteur de 2°C jusqu'à la fin du siècle. Il existe désormais un scénario intitulé « Au-delà de 2°C », dont une publication récente de l'AIE, Perspectives en matière de Technologie Énergétique, livre une présentation détaillée. L'idée est de se rapprocher d'un objectif de 1,75°C à la fin du siècle, mais de parvenir à une neutralité carbone d'ici 2060. C'est donc un scénario vraiment ambitieux, qui intègre la question très intéressante des véhicules électriques. Pour révolutionner les transports, une intervention très forte de l'État est nécessaire. [...] Leur publication est parue en juin, c'est-à-dire juste avant l'annonce par le Royaume-Uni et la France de l'interdiction des moteurs à combustion interne ; mais il y est clairement mentionné qu'une interdiction des moteurs à combustion interne est a priori nécessaire pour atteindre les objectifs du scénario « Au-delà de 2°C ». [...] Lorsque j'étais en poste à l'AIE, j'ai toujours dit que la politique gouvernementale dans le secteur énergétique se devait d'être stable et prévisible, sans quoi le secteur privé n'investirait jamais dans les infrastructures sur une période de 40 ou 50 ans. [...] Comment s'y prendre pour arriver à une politique énergétique plus stable et prévisible ?



Olivier Appert
Président, Conseil Français de l'Énergie

Ce qui importe vraiment, c'est de discuter de la politique énergétique de Trump, et peut-être fais-je une déclaration politiquement incorrecte quand j'affirme que la politique énergétique de Donald Trump n'aura pas d'impact direct sur les émissions de CO₂ des États-Unis. [...] Je pense qu'il est très important d'évoquer ici les décisions et mesures politiques chinoises, ainsi que la direction prise par la Chine. Je voudrais aussi que nous nous attardions sur cette véritable « épine dans le pied » que constitue le charbon. [...] En Europe, à l'exception de certaines entreprises comme Total, nous avons perdu la dynamique du CSC et les leaders dans le domaine se trouvent désormais aux États-Unis et en Chine. En Europe, nous allons être de nouveau condamnés à jouer les suiveurs. [...] En Europe, Royaume-Uni excepté, fixer le prix du carbone va se révéler un véritable casse-tête, surtout si aucun accord n'intervient en Allemagne. [...] Il est très difficile de stocker l'électricité. Certes, il est possible de la stocker pendant quelques heures, mais malheureusement, c'est d'un stockage inter-saisonnier dont nous avons besoin pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables. Pour le moment, il n'existe pas de solution économique, excepté le stockage hydroélectrique. D'autres technologies sont à l'étude, mais au jour d'aujourd'hui, il n'existe pas de modèle rentable pour cela. Cette solution trouve néanmoins un écho très favorable chez les hommes politiques. [...] Le secteur des transports représente 60 % de la consommation de pétrole, et il est à l'origine de la majeure partie de l'augmentation de la demande. Les produits pétroliers représentent 92 % de la consommation énergétique dans le secteur des transports. De quoi sont faits les 8 % restants ? De 4 % de gaz naturel, de 3 % de biocarburant et d'1 % d'électricité. [...] Si nous ne sommes pas capables de composer avec le scénario des deux degrés, comme vous l'avez dit, l'adaptation occupera alors une place de plus en plus importante. [...] Il faut tenir compte de l'inertie du système énergétique. [...] L'efficacité énergétique est primordiale et nous devrions en discuter plus longuement.



André Caillé
Administrateur de Junex inc., ancien président du Conseil
mondial de l'énergie et sous-ministre de l'Environnement du
Québec

La perte du leadership américain pour promouvoir l'Accord de Paris constitue, selon moi, le facteur qui a le plus d'impact. [...] Si tel est le cas, dans un pays où l'énergie est déréglementée, le charbon propre ne peut tout simplement pas rivaliser avec les cycles combinés alimentés au gaz naturel. [...] Je suggère d'adopter une approche, en particulier à l'ONU, qui fasse de l'hydroélectricité un objectif atteignable considéré comme une énergie renouvelable à part entière. [...] Je voudrais revenir sur vos commentaires. Il est effectivement beaucoup plus facile de capturer le CO₂ d'un générateur à cycle combiné, mais la même remarque peut s'appliquer aux cimenteries et aux usines d'ammoniaque. Toutes deux produisent des effluents beaucoup plus propres que le charbon. Le charbon est ce qu'il y a de pire en la matière. Si vous voulez viser des objectifs atteignables, privilégiez l'hydro à grande échelle. [...] Dans un premier temps, élaborer un système de tarification du CO₂ représente ici, à mon sens, la meilleure approche. Cela créera des ressources. On pourrait imaginer une période d'imposition. Cela sera très difficile aux États-Unis. Mais quel que soit le système, les émissions de CO₂ doivent être soumises à une tarification. L'argent doit aller principalement au développement des énergies renouvelables. J'entends par là le développement des technologies absolument essentielles pour permettre un approvisionnement solide en énergies renouvelables au plus vite. En attendant, je suis d'accord avec mes collègues ici présents. Le gaz naturel doit être utilisé pour remplacer le charbon.

2. Énergie et climat



Lee Hye-Min

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée



Tatsuo Masuda

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business, Japon

La décision américaine de se retirer de l'Accord de Paris va rendre l'application de ce dernier plus difficile, et mettre à mal la détermination d'autres pays à initier leurs propres réductions, étant donné le rôle des États-Unis au sein de cet important agenda mondial et le fait que les États-Unis, deuxième émetteur derrière la Chine, sont de surcroît, responsables de 16 % des émissions mondiales totales. Il est à craindre, en particulier, que cela ait un impact négatif considérable sur le financement climatique. Les pays avancés s'engagent à dégager 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 pour soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation des pays en développement, et le Fonds vert pour le climat, le FVC, a été créé en 2010 dans cette optique. En annonçant sa décision de se retirer de l'Accord de Paris, le Président Trump a également déclaré que les États-Unis cesseraient de contribuer au Fonds vert pour le climat. Les États-Unis s'étaient engagés à verser 3 milliards de dollars au FVC, soit la contribution la plus élevée et le double de celle du Japon, deuxième contributeur. En réalité, Barack Obama a autorisé un deuxième versement de 500 millions de dollars au FVC seulement trois jours avant la fin de son mandat, ce qui laisse 2 milliards de dollars en souffrance. Réduire de façon drastique les fonds en soutien aux efforts mondiaux d'innovation en matière d'énergie propre nuirait considérablement aux efforts de développement et de déploiement des nouvelles technologies de réduction du carbone, d'autant que celles-ci ont probablement un rôle déterminant à jouer dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Ce dernier a pour but de permettre l'adaptation et l'atténuation du changement climatique en mobilisant tous les pays. Atteindre cet objectif passe par la technologie, la finance et le renforcement des capacités, particulièrement pour les pays en développement. La décision de l'administration américaine de se retirer de l'Accord de Paris aura donc sans aucun doute un impact très négatif sur le financement climatique. Il est temps pour nous tous de réfléchir à la manière de résoudre ce problème dans les années à venir. Comme l'ont déclaré les dirigeants du G20 lors du sommet de Hambourg en juillet dernier, l'Accord de Paris est irréversible et la communauté internationale va s'atteler à le mettre en œuvre, mais le parcours est semé d'embûches.



Ladislav Paszkiewicz

Vice-président, stratégie et climat, Total



Friedbert Pflüger

Directeur, European Centre for Energy and Resource Security, King's College London

La population des pays en développement va augmenter et les besoins en énergie sont réels, surtout au sortir de la pauvreté. Il ne fait aucun doute que les personnes possédant déjà trois voitures n'ont que faire d'en acquérir une de plus. Les personnes qui n'ont pas accès à la mobilité et sortent de la pauvreté, en revanche, sont demandeuses d'énergie. Notre statut de grand groupe nous oblige à fournir, en quantité suffisante, de l'énergie aux personnes qui en font la demande. Il nous faut fournir une énergie fiable, abordable et propre. La difficulté pour nous, en tant qu'entreprise, consiste à faire coïncider cet approvisionnement en énergie avec la réduction de notre empreinte carbone, qui résulte en partie de l'exploitation énergétique. [...] Nous plaçons en faveur d'une tarification du carbone à hauteur de 20 euros par tonne afin de favoriser l'émergence de modèles économiques. Ces dernières années, dans toutes nos décisions, nous avons tenu compte d'un prix du carbone compris entre 30 et 40 USD par tonne pour les projets que nous validons, en fonction de l'estimation du prix du pétrole lui-même. Cette estimation est comprise et intégrée dans notre analyse économique, ce qui nous permet de classer les projets en fonction des uns et des autres et de prendre des décisions en partant du principe qu'à long terme, nous disposerons effectivement d'un prix du carbone, même si ce n'est pas encore le cas aujourd'hui.

Avant l'arrivée de Trump, le paradigme de l'Accord de Paris faisait l'objet d'un large consensus, mais voilà qu'aujourd'hui, il se trouve à un tournant historique. Les États-Unis vont cesser d'être la « force motrice » de la politique climatique. Nous sommes déjà en passe de manquer les objectifs de Paris. Si le changement climatique devient une préoccupation secondaire pour la nation la plus puissante de la planète, il va devenir difficile de convaincre les pays émergents et les pays en développement de respecter leurs engagements climatiques. L'Allemagne, avec son programme Energiewende, est en retard sur ses propres objectifs climatiques et n'est pas bien équipée pour jouer les précurseurs en la matière, car un accroissement des énergies renouvelables agressif est insuffisant pour garantir une réduction durable des émissions. Les hommes politiques ont tendance à fixer des objectifs s'inscrivant dans un avenir lointain dont ils n'auront pas à répondre. Mais outre l'élimination progressive des combustibles fossiles d'ici la fin du siècle, nous devrions également nous concentrer sur les objectifs plus facilement atteignables à plus courte échéance. Les combustibles fossiles ne peuvent pas tous être mis dans le même sac : le gaz est beaucoup plus écologique que le pétrole et que le charbon notamment. Plutôt que l'électrification dans tous les secteurs, telle que le gouvernement allemand l'avait par exemple envisagée, c'est le gaz naturel qui possède le plus grand potentiel de réduction d'émissions, comme en témoignent clairement la « révolution du gaz de schiste » aux États-Unis et la « ruée vers le gaz » au Royaume-Uni.

3. Chine



PRÉSIDENT
Park In-kook

Président, Korea Foundation for Advanced Studies (KFAS)

La communauté internationale s'intéresse à la principale contradiction à laquelle la société chinoise est confrontée, notamment au développement inadéquat et déséquilibré de la Chine, et au désir de sa population de vivre une vie meilleure. Les Chinois veulent de plus en plus vivre mieux, et cela représente un défi pour l'avenir du Parti communiste chinois. En matière de politique étrangère, nous trouvons à la fois des éléments de continuité et des éléments de changement. Globalement, sur les cinq prochaines années, la Chine sera davantage dans la continuité que dans le changement, elle aura une approche plus pragmatique et sera davantage marquée par l'empreinte de Xi. La Chine semble aussi vouloir jouer les arbitres en Asie-Pacifique, à la fois sur le plan politique que sur le plan militaire. La Chine va donc s'affirmer de plus en plus au cours des cinq prochaines années et au-delà. Par rapport au problème de la Corée du Nord, il reste probablement seulement six mois à un an avant qu'une redoutable catastrophe ne se produise. Apparemment, la Corée du Nord n'a pas encore de corps de rentrée, elle n'est donc pas prête à négocier. Le facteur le plus critique est de savoir si l'administration Trump va continuer à faire du problème de la Corée du Nord sa première priorité. À moins que ce problème n'en reste au stade de la rupture des négociations, les États-Unis ne peuvent pas garantir l'engagement total et véritable de la Chine, qui aura le dernier mot sur cette question.



Qiao Yide

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation

Pour ma présentation, j'ai décidé de résumer les principaux points relatifs à l'économie en les définissant par certains chiffres et mots-clés. Tout d'abord, il y a deux choses qui ne changent pas; et je donne là une appréciation élémentaire de la position actuelle de l'économie chinoise. Le premier élément inchangé est la situation nationale. Cela signifie que les Chinois en sont encore, et resteront pour longtemps, aux premières étapes du socialisme. Le deuxième élément qui ne change pas, c'est le statut international chinois de plus grand pays en développement du monde. Cela implique que le développement économique est, et sera la priorité pour le Parti communiste chinois. [...] Il y a une première phase, plus deux autres étapes, qui correspondent aux tâches à effectuer pour atteindre ses objectifs au cours de trois prochaines décennies. La première phase, de trois ou quatre ans, s'étendra de maintenant jusqu'en 2020. L'objectif est de finaliser la création d'une société modérée et prospère à tous les égards. [...] La première étape de cette phase, de 2020 à 2035, va donc durer 15 ans, et l'objectif sera essentiellement de réaliser la modernisation socialiste. L'étape suivante, de 2035 à 2050, sera ensuite de faire de la Chine un pays plus grand, et plus qu'un pays socialiste, un pays qui soit prospère, fort, démocratique, avancé culturellement, plein d'harmonie et de beauté. [...] Les poursuites de programmes sont également très importantes et liées au contexte principal de notre stratégie de développements futurs. La première poursuite de programme concerne le fait que le gouvernement chinois a décidé qu'il allait continuer à mener une politique de porte ouverte. [...] La deuxième poursuite de programme est liée au fait que le Parti communiste chinois veut continuer à effectuer des réformes économiques sur le plan national. Premièrement, nous allons continuer à effectuer une réforme structurelle du côté de l'offre, en prêtant plus d'attention à l'économie réelle. [...] Le deuxième point est qu'ils veulent améliorer les systèmes économiques de marché. Cela signifie qu'ils vont poursuivre la réforme des entreprises d'État. [...] Nous allons aussi faire davantage attention au développement des zones rurales, principalement afin de réduire la pauvreté. [...] Un autre point est que nous prêtons plus d'attention à la coopération du développement régional.



Jia Qingguo

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin

Nous devrions probablement prêter attention à la question de savoir si le Président Trump a bien été mis au courant de la principale contradiction à laquelle est confrontée la société chinoise, à savoir l'opposition entre un développement inadéquat et déséquilibré et le désir de plus en plus grand de la population de vivre mieux. [...] En termes de politique étrangère, Xi a également parlé d'essayer de constituer une communauté de destin commun. Il estime que nous sommes dans le même bateau et que nous devons essayer de nous aider mutuellement. Nous pouvons être en concurrence mais nos relations ne sont pas des relations à somme nulle. Par nos efforts, nous pouvons plutôt obtenir un résultat gagnant-gagnant. [...] Chaque partie a compris, suite à des interactions répétées, que l'autre partie ne pouvait pas abandonner. [...] En général, la section concernant la politique étrangère semble très positive. Si ces visions étaient présentées par Donald Trump, le monde serait probablement euphorique. [...] Si les États-Unis retirent complètement les forces de Corée du Sud, les Japonais pourraient alors exiger que les soldats américains quittent le Japon.



Douglas Paal

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace

Comment gérons-nous notre longue rivalité avec la Chine et comment l'empêchons-nous de devenir une lutte ouverte ? [...] Je pense que conceptuellement, nous devrions abandonner cette prétendue stratégie indo-pacifique, qui représente vraiment un effort pour essayer de renforcer le virage ou le rééquilibrage effectué par Barack Obama vis-à-vis de l'Asie. Pour moi, cela a illustré cette vieille plaisanterie sur l'OTAN qui disait que dans cette organisation, il n'y avait «pas d'action, juste des mots». Les États-Unis n'ont jamais réellement fait quoi que ce soit dans le cadre de ce tournant et en fait, ce virage a fourni un prétexte aux Chinois pour faire certaines choses en pensant contrer ce que faisaient les États-Unis, et nous avons fini avec un déficit net de notre position dans la région Asie-Pacifique. La mer de Chine méridionale en serait certainement un très bon exemple. [...] Les États-Unis devraient proposer une politique de cooptation en lien avec le nouveau souhait de la Chine d'être une partie prenante plus responsable dans le monde. Nous devrions ajuster nos positions au lieu de nous opposer, littéralement, à la Belt and Road Initiative (la Nouvelle Route de la Soie) qui serait une menace pour nous, ou au lieu, comme dans l'administration Obama, de s'opposer à la formation de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Non seulement cela réduirait nos pertes, parce que nous nous sommes uniquement opposés à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures; je crois que maintenant, il y a au total 57 pays contre un, contre nous, sur ce sujet. Plus important encore, pour essayer de renouveler les instruments de Bretton Woods et les actualiser. Je pense qu'il est temps de réexaminer les institutions de Bretton Woods, pour qu'elles soient davantage représentatives des parts de PIB des différents pays du monde. Le G20 pourrait servir de point de départ au modèle permettant de réexaminer cela. [...] Nous devrions aussi avoir des concepts de sécurité régionale. [...] Je pense que les États-Unis ont vraiment besoin de se faire davantage entendre en mettant en avant leurs valeurs par rapport à celles de leurs alliés, en essayant de définir ce qu'ils souhaitent réaliser en faisant des propositions pour la sécurité régionale et en s'attaquant à des problèmes précis, notamment celui de la Corée du Nord qui pourrait en être un et celui de la mer de Chine méridionale qui pourrait en être un autre.

3. Chine



Richard Cooper

Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard



Bark Taeho

Président, Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du commerce de la République de Corée

Donald Trump est président des États-Unis depuis plus de neuf mois. Il est donc désormais possible de comparer ses déclarations de campagne, qui s'appuyaient largement sur de l'émotionnel ou des slogans et non sur des propositions de politiques, aux mesures réellement prises par son administration. Ces comparaisons peuvent être réparties selon les quatre catégories suivantes : 1) les slogans de la campagne ont effectivement été appliqués, 2) l'application des slogans de la campagne a été tentée, mais sans succès, 3) les slogans de la campagne ont été inversés, et 4) les slogans de la campagne ont été diffusés, mais les politiques manquent encore de clarté au bout de neuf mois. Illustrations dans chaque catégorie : 1) Le fait d'avoir refusé de rejoindre le Partenariat Trans-Pacifique, un accord commercial conclu en 2016, et le fait d'avoir annoncé le retrait de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique. 2) Le fait de stopper l'immigration en provenance des pays musulmans suspectés de former des terroristes, et le fait de ne pas avoir révisé ou abrogé l'Affordable Care Act de 2010 concernant les soins de santé abordables pour les résidents des États-Unis. 3) Le fait d'avoir adopté l'OTAN et les alliances de défense des États-Unis avec le Japon et la Corée du Sud, et le fait que Trump ait traité la Chine de « manipulateur de devise » le premier jour de son mandat ou encore par la suite. 4) Le fait d'avoir renoncé à la zone de libre-échange nord-américaine ou d'avoir modifié l'accord correspondant (ALENA) de façon importante, et le fait d'avoir beaucoup baissé l'impôt sur les sociétés américaines.

J'aimerais maintenant aborder quelques questions concernant le commerce international. Tout d'abord, j'aimerais savoir quelle est la position de la Chine, en tant que plus grande nation commerciale du monde, sur la 11^e Conférence ministérielle, sur le retard du processus de sélection des candidats aux postes vacants de l'Organe d'appel de l'OMC, et plus généralement, sur la difficile situation actuelle du système commercial multilatéral. Deuxièmement, j'aimerais que nos collègues chinois puissent nous donner les raisons de la lenteur de l'avancement des négociations avec le Partenariat économique régional global, RCEP et nous disent si la Chine exercera éventuellement son leadership dans les négociations qui restent. Troisièmement, récemment, le Président Trump a critiqué à maintes reprises les pratiques commerciales déloyales des Chinois. J'apprécierais énormément que nos collègues chinois nous précisent quelle est la vision chinoise des relations commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine. Quatrièmement, le Président Xi a indiqué que le rôle des entreprises d'État allait se renforcer à l'avenir. Je pensais que ça pouvait être contradictoire par rapport au fait d'intensifier les réformes économiques orientées sur le marché. J'aimerais savoir dans quel contexte le Président Xi a fait sa déclaration sur les entreprises d'État. Une autre préoccupation est que nous avons un excédent d'offre au niveau mondial, ainsi que des problèmes de surcapacité dans certains secteurs comme l'acier. Si certains secteurs entrent dans le processus de restructuration, la mise en oeuvre de la politique d'ouverture du marché pourra rencontrer des difficultés et subir des retards. J'aimerais que nos collègues chinois nous expliquent comment la Chine gère actuellement ces problèmes.



Yuichi Hosoya

Professeur, département de sciences politiques, Université de Keio



Jean-François Copé

Maire de Meaux, ancien ministre délégué au Budget, France

La Chine et les États-Unis sont deux éléphants dans une même pièce en Asie de l'Est, et le Japon n'est pas l'égal de ces deux géants. Cependant, je dirais que le Japon est peut-être l'un des acteurs les plus influents dans cette région, ou bien que le Premier ministre Abe pourrait devenir l'acteur le plus influent de la région. L'une des raisons qui permettent de le supposer est qu'il a une relation assez étroite, voire une amitié avec le Président Trump. Je pense que c'est assez exceptionnel d'être aussi proche du Président Trump. [...] J'aimerais ensuite prendre quelques minutes avant de terminer pour souligner qu'il existe deux concepts régionaux. Un concept régional défendu par la Chine, le gouvernement chinois, et qui est l'initiative « One Belt, One Road » (La Nouvelle Route de la Soie). Cette vision continentale ou eurasiennne est fortement soutenue par la Russie, et les deux grandes puissances que sont la Russie et la Chine essaient actuellement de créer un ordre continental plus ou moins international, basé sur une puissance chinoise très forte. L'autre vision régionale est défendue par les États-Unis, elle est axée sur les États-Unis dans l'ordre Pacifique, qui s'appelait auparavant l'ordre international libéral, centré sur l'importance de la liberté de navigation sur les mers et les océans. [...] Pour finir, j'aimerais conclure mon intervention en disant que même s'il existe deux visions régionales, il est tout de même très important de les rapprocher. Nous n'avons pas besoin d'assister à une nouvelle guerre froide entre ces deux blocs, lesquels sont différents des blocs de la guerre froide qui a déjà eu lieu. Il existe quelques recoupements, comme l'Inde et l'Australie qui rejoignent certaines initiatives chinoises, comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, et notre Premier ministre japonais Abe qui a récemment soutenu l'idée de l'initiative Belt and Road. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il existe de nombreuses opportunités de collaboration entre ces deux visions régionales. Bien sûr, il existe quelques chevauchements, et je crois que l'une des stratégies japonaises les plus importantes consiste à essayer de combiner le plus possible ces deux blocs différents d'ordre régional. En même temps, il est essentiel pour le Premier ministre ou pour le gouvernement japonais d'essayer d'inviter les États-Unis à revenir dans l'ordre régional en tant que leader de cette région.

La mondialisation est en train de changer de forme et la « Nouvelle Route de la Soie » symbolise ce changement. Ce récit collectif répond aux défis majeurs de notre temps : renforcement de la connectivité mondiale, activation de la coopération multilatérale, contribution à la création des conditions de la reprise économique; et il ravive un projet commun de rassemblement des deux pôles de prospérité que sont l'Europe et l'Asie. Ce projet est une formidable opportunité parce que nous avons des intérêts communs et des ennemis communs. Je pense qu'une bonne diplomatie est une diplomatie dans laquelle on peut mettre des valeurs communes, mais aussi des intérêts communs sur la table. Par conséquent, l'Union européenne doit y prendre part, car cela répond à un alignement des intérêts auquel nous ne pouvons nous soustraire.

4. La Russie dans vingt ans



PRÉSIDENT
Igor Yurgens
Président de l'Institut du Développement
Contemporain, Russie

« La Russie dans vingt ans ». Il est impossible de répondre à cette question, car si l'on retourne 20 ans en arrière, en 1997, la Russie déclarait vouloir faire partie de l'UE, voire de l'OTAN. Nous avons établi quatre espaces communs : un espace économique, un espace humanitaire, un espace culturel et un espace sécuritaire. Une très belle lune de miel s'annonçait. Tout a commencé en 2003, lorsque le président Poutine, nouvellement élu, réaffirmant son choix européen, s'est rendu à Bruxelles pour y signer les documents stratégiques. En 1997, il y a 20 ans, il aurait été bien difficile de prédire ce qui se passe aujourd'hui en 2017. Cependant, certains éléments sont incontestables, comme la situation actuelle, et, à court terme, le retour de la Russie sur la scène internationale. Elle est suffisamment forte pour être présente dans de nombreuses situations de conflits. Elle a réussi à surmonter de difficiles crises économiques, et ce, dès la première stagnation. Le pays devrait atteindre, cette année, une croissance du PIB de 2 %. L'économie russe actuelle est totalement différente de celle de l'Union soviétique, et elle est beaucoup plus flexible. C'est une économie qui s'adapte à la nouvelle normalité imposée par les sanctions et les prix bas du carbone. Voilà pour ce qui est du court terme. Quant au moyen terme, nous y voyons quelques risques et difficultés. L'économie russe n'est pas comparable à celle de l'Union soviétique en termes de volume. En 1991, la Russie représentait encore 19 % du PIB mondial, alors qu'elle en représente 1,5 % aujourd'hui, et espère atteindre les 2 %. Nous avons indéniablement de sérieuses faiblesses, et nous devons redéfinir l'ampleur de nos aspirations ainsi que notre positionnement sur le plan international. Pour le long terme, c'est la grande inconnue. Mais, ainsi que l'a dit notre empereur Alexandre II, la distance est notre malédiction. Dans 20 ans, la distance ne sera plus un problème. La quatrième révolution industrielle abolira probablement le problème des distances en Russie, qui représentaient pour nous, à bien des égards, une malédiction. À long terme, nous pourrions devenir un leader en Eurasie, qui, selon Zbigniew Brzezinski, est la clé du contrôle géopolitique de la planète. Mais nous pourrions aussi connaître un nouvel effondrement, comme l'Union soviétique en 1991, si nous ne nous dotons pas des bonnes politiques. C'est également un scénario envisageable.



Alexander Dynkin
Président, Institut d'économie mondiale
et de relations internationales (IMEMO), Russie

Alexei Koudrine et un groupe d'experts travaillent actuellement au programme global de modernisation et de consolidation institutionnelle. Au regard des réformes précédentes, la grande nouveauté, c'est qu'il ne s'agit pas simplement d'un exercice économique dans le domaine de l'économie. Il s'agit d'un ensemble beaucoup plus complet de feuilles de route dans la sphère juridique, dans le domaine de l'éducation, des affaires étrangères, de la politique en matière de défense, de la culture, etc. [...] Le récent rapport d'évaluation de la Banque mondiale pour l'an prochain, Doing Business, classe la Russie au 35^e rang, soit 5 rang plus haut que dans le rapport précédent. En 2012, nous étions au 124^e rang. Cela représente une montée en flèche considérable pour le climat intérieur des affaires. [...] La disparition des empires conduit presque toujours à des changements tectoniques dans l'ordre mondial, et laisse également place à des conflits territoriaux de longue durée. Le conflit du Cachemire a duré encore 70 ans après le départ des Britanniques, et a conduit à la naissance de deux États nucléaires. La chute de l'Empire ottoman et les effets des accords Sykes-Picot ont en grande partie contribué aux événements sanglants qui se déroulent actuellement au Moyen-Orient. Les frontières tracées par Staline et Khrouchtchev au sein de l'Union soviétique, au gré de certaines priorités politiques, ont laissé de nombreux territoires minés. Il est curieux de constater que les fervents admirateurs de l'héritage Staline-Khrouchtchev sont si nombreux en Occident. En 2007, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, Poutine avait mis en garde contre la période de repli de la Russie, et contre l'exploitation par l'Occident des troubles issus de la transformation postcommuniste. Il a déclaré que la mise à l'écart et la marginalisation de la Russie étaient terminées. Ceci a été dépeint comme une tentative de lancer une nouvelle guerre froide. Lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, il avait déclaré que la procédure accélérée pour la Géorgie et l'Ukraine ou la troisième vague d'élargissement de l'OTAN, était inacceptable pour la Russie. [...] Je ne sais à quoi ressemblera l'ordre mondial dans 20 ans. Il faudra beaucoup de courage et d'imagination pour emprunter une nouvelle voie. Sans de nouvelles relations et un nouveau mode de communication, il sera impossible de renforcer la croissance.



Michel Foucher
Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège
d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre
d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

C'est le facteur chinois qui sera décisif dans le positionnement global de la Russie en 2037, ainsi que de celui d'autres pays en Eurasie et dans le bassin indo-pacifique. C'est le véritable « élément qui change la donne ». [...] Le deuxième facteur, c'est que les États-Unis les considéreront moins comme une puissance européenne. Ce qui s'est amorcé l'an dernier est une tendance de fond. [...] Entre aujourd'hui et 2037, les divergences entre Washington et Bruxelles se sont accentuées à bien des égards. Et l'UE est devenue beaucoup plus autonome sous le leadership de Paris et de Berlin pour faire face aux enjeux mondiaux. [...] La puissance russe est forte dans les domaines militaire, géopolitique et diplomatique. [...] Le véritable problème de la Russie est donc l'état de son économie à l'ère de la mondialisation. Aujourd'hui, son économie n'est pas suffisamment diversifiée pour tirer parti de la mondialisation. Sa gamme d'exportations est étroite. [...] La Russie est certainement l'un des pays à avoir le moins bénéficié de la mondialisation. [...] Pourquoi faut-il collaborer avec la Russie pour combler l'écart entre sa forte puissance extérieure et son inclusion dans le jeu économique mondial ? Avant tout, parce que c'est dans l'intérêt de l'Union européenne. [...] Si nous ne réussissons pas à établir un nouvel ordre européen dans les 20 prochaines années, un nouveau concert européen, nous continuerons à être faibles au niveau international, et serons incapables de promouvoir la stabilité dans l'espace clé que partagent l'UE et la Russie. Notre avenir commun sera alors bien sombre.

4. La Russie dans vingt ans



Donald Johnston

Président de la Fondation McCall MacBain;
ancien secrétaire général de l'OCDE



Yaroslav Lissovlik

Économiste en chef, Banque eurasiennne
de développement

Tout d'abord, il ne me semble guère probable que la Russie s'émancipe du pouvoir autoritaire d'un seul homme, qu'il s'agisse de Poutine, pour l'heure, ou de son successeur. Ensuite, je prédis que même avec un régime autoritaire, la Russie deviendra une puissance économique majeure au sein de la communauté des nations. [...] Si cette tendance devait se poursuivre, dans 20 ans, il se pourrait bien qu'environ 50 % de la population mondiale soit gouvernée par un pouvoir autocratique, y compris la Russie, et l'autre moitié par une forme de gouvernement démocratique. Cette situation ne doit pas nécessairement se transformer en relation antagoniste si, à l'avenir, leurs développements respectifs sont fondés sur des principes de libre-échange et de marché ouvert. C'est vraiment ce qu'il faut espérer à court terme pour les relations entre les États-Unis et la Chine. Comme nous l'ont expliqué de nombreux experts, le monde fait son entrée dans une nouvelle révolution industrielle, et l'intelligence artificielle (IA) et les machines intelligentes joueront un rôle de plus en plus prépondérant dans nos économies. Ceci pourrait permettre à la Russie d'associer sa population hautement instruite et ses technologies IA de pointe pour asseoir rapidement un rôle de leader mondial dans de nombreux domaines de l'intelligence artificielle. Cet objectif est beaucoup plus facile à atteindre dans des régimes autocratiques. Je crains que les démocraties n'aient du mal à se mouvoir rapidement dans la toile des bureaucraties paralysantes à différents niveaux de gouvernement, ce qui peut entraver le déploiement rapide et efficace de technologies innovantes. Les organisations syndicales opposeront probablement beaucoup de résistance dans les cas où l'IA risquerait de supprimer des emplois traditionnels à grande échelle. Par conséquent, la Russie et la Chine pourraient bien sortir vainqueurs de la compétition visant à dominer la révolution robotique de l'intelligence artificielle. [...] La Russie affiche un taux d'alphabétisation de 99 %, l'un des plus élevés au monde, et jouit également de l'un des pourcentages les plus importants de diplômés de l'enseignement supérieur. Comme l'a fait remarquer l'économiste Joe Stiglitz : « L'une des choses positives que l'ère soviétique a léguée à la Russie est un haut niveau d'éducation, notamment dans des domaines techniques extrêmement importants pour la nouvelle économie ». Je conclurai en disant que la Russie, du fait de sa base si riche en ressources humaines, a la capacité de redevenir une puissance mondiale majeure d'ici 20 ans.



Artem Malgin

Vice-recteur pour les affaires générales
et les relations entreprises, Moscow State Institute
of International Relations (MGIMO)



Alexander Panov

Membre du Groupe consultatif du Conseil de
sécurité de la Fédération de Russie, professeur et
directeur du département de diplomatie du MGIMO

Premièrement, dans 20 ans, la Russie sera beaucoup plus tournée sur elle-même et ses propres intérêts, et se dotera de politiques et d'ambitions sur mesure. Nous nous voyons encore plus importants et plus forts que nous le sommes vraiment, et c'est pourquoi j'espère que nous serons moins interventionnistes dans 20 ans. Nous avons pris la mesure de notre importance en ce qui concerne les affaires du monde et nos propres ressources. Car une grande partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont le résultat d'une surestimation, ou simplement de mauvaises estimations ou d'évaluations erronées de ce que nous sommes. Deuxièmement, la Russie sera plus ouverte, puisque d'ici là, nous serons parvenus à construire une société intégrée centrée sur la Russie, qui rassemble nos voisins eurasiens. Elle réussira également à trouver un modus operandi avec l'UE et les pays sous l'égide de l'UE. Nous souhaitons disposer immédiatement des ressources géographiques pour ces deux parties du continent eurasienn. Je ne parle pas de l'Eurasie sur le plan politique, car elle est liée aux anciennes républiques de l'URSS. Cela crée automatiquement une Russie plus ouverte. La Russie sera plus participative, elle se consacrera davantage au multinationalisme, et sera beaucoup plus déterminée. Troisièmement, la présence russe sera probablement mieux établie partout dans le monde, mais il ne s'agira pas nécessairement d'une présence politique, dirigée par l'État. Il s'agira plutôt d'entreprises russes, d'investissements russes, et d'initiatives multilatérales conduites par la Russie, qui sera mieux représentée dans d'autres parties du monde. Tout cela permettra de renforcer la présence russe en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Il s'agit de nos voisins les plus proches et de nations voisines dans une large mesure. Quatrièmement, tout le monde convient que, d'ici là, la Russie sera plus développée. J'aimerais souligner qu'elle sera légèrement moins dépendante des ressources, et qu'elle sera évidemment beaucoup plus tournée vers le numérique. La Russie suivra alors la trajectoire du modèle établi de l'État européen.

Nous avons encore devant nous toutes les possibilités, pendant au moins 20 ans, de devenir un pays très puissant, avec toutes ces ressources. À l'avenir, nous disposerons également de ressources en eau, qui sont énormes en Russie, ainsi que de ressources en bois, etc. Sans elles, la vie est impossible, même à l'ère numérique. Pour la Russie, être un partenaire mineur de la Chine n'est pas envisageable, mais, par ailleurs, une association de ces deux puissances pourrait être plus forte que celle des États-Unis et de l'Europe. La possibilité d'une alliance entre la compétence diplomatique russe et la compétence économique chinoise représenterait un outil très puissant dans la sphère des relations internationales. [...] À mon sens, la Russie et la Chine devraient organiser une sorte de conférence internationale et dire « Réunissons-nous pour élaborer de nouvelles règles de droit international. » Qu'est-ce que le droit international ? Ce n'est pas ce que Moïse a reçu du Tout-puissant. Ce sont les hommes qui ont créé ce droit international, qui était autrefois adopté et respecté, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Quelle différence y a-t-il entre le Kosovo et la Crimée ? La question a été débattue hier, mais il est clair que l'on peut aborder le droit international en fonction de ses propres intérêts, et l'interpréter en sa faveur. Cependant, qu'est-ce que la non-ingérence en matière d'affaires intérieures ? Pour la Russie et la Chine, si ces deux pays veulent devenir les leaders du monde, ce sera l'occasion de créer un nouvel ordre international en s'appuyant sur de nouvelles lois internationales. La Russie peut s'inscrire dans ce processus en y jouant un rôle de leader. Je ne veux pas être trop long.





Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani

Ministre des Affaires étrangères, Etat du Qatar

[...] Pendant de nombreux siècles, le Moyen-Orient a été la source de civilisations, des langues y ont puisé leurs racines et plusieurs religions leur origine. C'était une plaque tournante internationale d'échanges commerciaux reliant l'Occident à l'Orient, et l'Orient à l'Occident, où pouvaient s'établir des contacts et se construire des relations. Le maître-mot était la coexistence, ce cadre où des personnes d'horizons et d'ethnies différentes nouaient des relations entre elles. De nos jours, cette situation s'est inversée. Nous ne voulons pas d'un retour à un âge des ténèbres. Auparavant, nous étions une source de progrès incessants, et nous ne voulons pas devenir une source de turbulence pour le monde. Je crois que la plupart des enjeux internationaux ont pour cadre cette région du Moyen-Orient, où se déroulent actuellement plusieurs conflits : le conflit israélo-palestinien, le Yémen et sa catastrophe humanitaire, la crise en Libye qui s'étend à l'Europe, l'Afrique et la région subsaharienne, ou encore le problème persistant en Irak. Malheureusement, la situation la plus terrible est celle qui se déroule actuellement en Syrie. [...] Si nous examinons tous ces conflits, nous y trouverons des points de vue différents, qui utilisent principalement la religion comme bouc émissaire. Mais si nous les examinons tous, nous y trouverons un fil conducteur : ceux qui cherchent le pouvoir déclenchent toujours des crises. [...] Nous espérons qu'un jour, la sagesse l'emportera, et que les pays qui évitent le dialogue, qui évitent de s'exprimer et d'aborder les problèmes de sécurité, comprennent que nous sommes tous concernés. Ils doivent s'asseoir autour de la table des négociations et trouver des solutions. Nous devons tirer des leçons de l'histoire et non apprendre en expérimentant. Le monde entier fait face aux mêmes conflits, aux mêmes crises, partout. Des crises ont pu durer des années, pour enfin se résoudre, toutes, non sur un champ de bataille ou par la confrontation, mais autour d'une table. Et nous espérons que toutes les crises au Moyen-Orient trouveront leur solution par le dialogue autour d'une table.





SOUS LE HAUT PATRONS MOHAMMED VI
 UNDER THE HIGH PATRONS MOHAMMED VI

10^e EDITION
GOVERNANCE MONDIALE
 3-5 novembre 2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
 CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 November 3-5, 2017 • Marrakech

www.worldpolicyconference.com

DÎNER DÉBAT • VENDREDI 3 NOVEMBRE • 20:30



Patrick Pouyanné
 Président-directeur général, Total

Dans cinquante ans, il y a aura toujours du pétrole et du gaz dans le mix énergétique de la planète, de même qu'il y a encore du charbon deux cents ans plus tard. Car il y a une erreur profonde qui est faite par beaucoup de gens, et qui est pour moi source d'inquiétude car elle peut être à l'origine de mauvaises décisions, celle de croire aux discours un peu trop manichéens, un peu simplistes : « Il n'y a plus qu'à se séparer de toutes ces énergies fossiles et les remplacer par des énergies nouvelles, renouvelables. » Cela paraît une belle idée mais cela ne répond pas, compte tenu des technologies actuelles, à l'aspiration primordiale de développement économique et social de l'humanité. [...] Il y a deux autres technologies qui seront fondamentales si l'on veut atteindre les deux degrés de l'Accord de Paris. La première c'est le stockage de l'énergie. Stocker de l'énergie est extrêmement compliqué. On progresse, mais on progresse doucement. [...] La question du stockage de l'énergie me renvoie au véhicule électrique qui aujourd'hui apparaît comme le nouveau Graal. [...] Le véhicule électrique est un sujet extrêmement important et je crois profondément qu'il se développera notamment dans les villes, mais son impact sur la consommation de pétrole restera somme toute limité. Le véhicule électrique ne signifie pas la disparition du pétrole. [...] L'autre technologie-clé à développer si l'on veut limiter l'augmentation de température à moins de deux degrés, aux côtés du stockage de l'énergie, c'est la capture-stockage-transformation du CO₂ qu'on va émettre quand on continuera à utiliser des énergies fossiles parce qu'on en aura besoin. Il faudra être capables de le capturer, et soit de le transformer dans des matériaux comme du ciment, ou bien de le stocker. C'est une autre technologie majeure sur laquelle des groupes comme les nôtres s'engagent. [...]





Ahmet Davutoglu

Ancien Premier ministre de la République de Turquie

[...] Aujourd'hui le Conseil de sécurité des Nations unies est le reflet d'un équilibre des pouvoirs plutôt que des conventions internationalement convenues. Par conséquent, le seul mécanisme concernant la question syrienne est le mécanisme d'Astana où la Turquie, la Russie et l'Iran œuvrent pour la création de zones de désescalade en Syrie, sans espoir d'une médiation des Nations unies. Ce qui signifie que des systèmes et des solutions ad hoc sont en cours. C'est essentiellement le problème des institutions mondiales. Il nous faut des mécanismes institutionnels plus efficaces, tant au sein des Nations unies qu'au sein des organisations économiques internationales. J'aimerais citer cinq principes de la future gouvernance mondiale, que j'appelle les cinq « I » dans mes articles. Le premier est l'inclusion (inclusivity) : il nous faut un ordre national, régional et mondial inclusif, et non populiste ou qui exclut. Le deuxième est l'intégrité (integrity). Nous ne devons pas avoir de doubles standards. Tous les principes doivent être suivis d'intégrité. Le troisième est l'optimisation de l'intérêt (interest optimisation). La négociation rationnelle est la grande absente aujourd'hui, elle n'existe plus, elle a été remplacée par les réflexions émotionnelles sur la scène internationale. Le quatrième est la mise en œuvre des décisions (implementation of decisions), pas simplement la prise de décisions, mais leur mise en œuvre. Le dernier est une nouvelle institutionnalisation des systèmes internationaux (implementation of decisions). Nous avons besoin de l'intégrité, de l'inclusion, de l'institutionnalisation, de l'optimisation de l'intérêt et de la mise en œuvre des décisions. Faute de quoi, nous tiendrons encore de nombreuses réunions sur le sujet, qui tiendront lieu d'exercice intellectuel, mais qui ne nous permettront pas d'obtenir des résultats. J'espère que toutes ces discussions ouvriront la voie à la gouvernance mondiale. [...]





Nasser Bourita

Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc

[...] Les défis se nourrissent de paradoxes, multiples et protéiformes. J'en citerai quatre qui ont une importance particulière pour le Maroc, parce qu'ils ont un impact sur notre action et sur notre déploiement. Paradoxe 1/ L'information, qui n'a jamais circulé aussi librement dans le monde, ne produit pas que du savoir, mais aussi de l'ignorance. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) connaissent un essor sans précédent. Mais ces technologies, qui incarnent le savoir et le véhiculent, sont celles-là mêmes qui diffusent le chaos. Les organisations terroristes et criminelles s'en servent allégrement pour s'en prendre à la sécurité et la stabilité, et saper les efforts de développement. Loin de former le jugement, la profusion d'informations faciles, approximatives et parcellaires ("fake news" comme diraient certains), installe la crédulité dans des égots surdimensionnés par l'orgueil de la creuse ignorance. [...] Paradoxe 2/ La conflictualité est en diminution, mais en constante complexification. Depuis les années 90, les conflits ont diminué en nombre de près de 40%. Cette baisse cache, néanmoins, une réalité amère : les conflits sont plus difficiles à régler, donc plus longs, plus meurtriers et davantage ravageurs pour les populations civiles les plus vulnérables. [...] Paradoxe 3/ Si l'on se plaît à qualifier le monde de "village planétaire", l'on oublie volontiers qu'il est fait d'abris de plus en plus barricadés. La connectivité annule les distances, et le développement des moyens de transports se joue de la géographie. Mais au moment même où les écarts se réduisent, les fossés se creusent. [...] Paradoxe 4/ Autant le système hérité de la Seconde Guerre mondiale est critiqué, autant on n'arrive pas à trouver d'alternative. Autant les questionnements sur les alternatives sont légitimes, autant l'acharnement contre l'existant est contre-productif. Le multilatéralisme pour le Maroc demeure important et nécessaire. Mais s'il est important, ses visages évoluent et le Maroc est conscient de cette évolution. [...]



10^e EDITION
OUVERNANCE MONDIALE
 3-5 novembre 2017 • Marrakech

WORLD
POLICY
 CONFERENCE

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
 November 3-5, 2017 • Marrakesh

www.worldpolicyconference.com



DÉJEUNER DÉBAT • DIMANCHE 5 NOVEMBRE • 13:00 – 14:30



Aziz Mekouar

Ambassadeur du Maroc, chargé de la négociation pour le climat

Vous avez peut-être entendu les scientifiques atomistes parler de ce qu'ils appellent l'horloge de la fin du monde (Doomsday clock en anglais). En 2016, nous étions à trois minutes avant minuit, en d'autres termes, l'espèce humaine était menacée d'extinction. L'horloge est mise à jour en fonction des dangers, et les deux principaux dangers auxquels est confrontée l'espèce humaine sont la guerre nucléaire et le changement climatique. Nous avons les moyens d'arrêter la guerre nucléaire, et c'est un miracle qu'il ne se soit encore rien produit, espérons que cela dure. Le changement climatique est beaucoup plus dangereux, car il y a un point de non-retour où nous ne pourrions absolument rien faire. Il faut donc empêcher que cela n'arrive et commencer à agir. Les informations récentes en provenance de centres scientifiques du monde entier nous permettent de nous faire une idée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, le National Snow and Ice Data Center, le centre national américain des données sur la neige et la glace, dans l'Arctique, a indiqué qu'il n'y avait jamais eu si peu de glace, avec une température moyenne de 23 degrés au-dessus de la normale en 2017, que dans le Golfe du Mexique, la température de l'eau de mer en surface n'était jamais descendue au-dessous de 72 degrés Fahrenheit, ou 22,22 degrés Celsius, et que toutes les villes autour du Golfe du Mexique connaissaient l'hiver le plus doux. C'est une situation extrêmement dangereuse, et je crois qu'à Paris, les gens, les pays, les gouvernements et les acteurs non étatiques sont parvenus à cette conclusion, et ont finalement décidé de signer l'Accord de Paris après 21 ans de négociations. Au Maroc, nous croyons que le danger pour le monde est bien réel, et sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui a toujours démontré le grand intérêt qu'il attache à la protection de l'environnement depuis qu'il a conduit la délégation du Maroc à la Conférence de Rio en 1992, nous avons beaucoup œuvré dans ce sens. Par exemple, en matière d'énergie renouvelable, à l'horizon 2020, 42 à 46 % de notre énergie proviendront des renouvelables, et 52 % à l'horizon 2030. [...]





Marrakech: de la WPC

WORLD POLICY CONFERENCE

Dmitry Medvedev



Abdoulaye Wade



Nicolas Sarkozy



2008 EVIAN

2009 MARRAKECH

Kofi Annan



2010

2012

2014

2011

2013

2015

2017



NETWORKING







**King Mohammed VI**

Placée sous Notre Haut Patronage, cette importante rencontre dans la ville ocre offre, à d'éminentes personnalités issues d'horizons divers, l'opportunité de débattre des grands enjeux régionaux et internationaux. Elle contribue également à améliorer la gouvernance dans ses dimensions de réflexion, de décision et de contrôle, afin de promouvoir un monde plus ouvert et plus respectueux de la diversité.

Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani

La World Policy Conference est devenue l'un des événements les plus importants dans le monde de la politique et des affaires internationales.

Stuart Eizenstat

Je souhaite féliciter Thierry de Montbrial pour ce 10e anniversaire de la World Policy Conference et lui dire sans réserve que c'est un réel privilège de figurer parmi un panel si prestigieux.

Mari Kiviniemi

C'est la quatrième fois que je participe à la World Policy Conference et j'adresse mes félicitations à Thierry à l'occasion du 10ème anniversaire de ce grand événement.

Tsakhiagiyn Elbegdorj

La World Policy Conference est comme une symphonie de voix. D'aucuns demandent pourquoi l'ancien président de la Mongolie y participe. La beauté de cet événement, c'est que l'on peut arriver de Mongolie, être concerné, d'une manière ou d'une autre, par les thèmes abordés et apporter son point de vue. C'est vraiment une magnifique occasion et une formidable plateforme, que nous devons absolument maintenir. La Mongolie, et moi-même, sommes résolument investis dans cette belle entreprise.

Sean Cleary

Merci pour cette conférence très agréable et stimulante. Un dixième anniversaire est un événement notable en toutes circonstances, mais une dixième conférence de haute qualité soutenue est exceptionnellement rare ! Toutes mes félicitations !

Mayankote Kelath Narayanan

C'est un privilège d'être ici pour cette 10e World Policy Conference, et je remercie tout particulièrement mon cher ami, Thierry, pour son intention en ces temps très tourmentés.

Ju Chul Ki

J'espère que la World Policy Conference va poursuivre son action en faveur d'un monde plus ouvert et plus tolérant.

Ashwani Kumar

Je remercie Thierry et son équipe, qui sont parvenus à rassembler dans la merveilleuse ville de Marrakech une nébuleuse de dirigeants et de penseurs mondiaux qui ont consacré les trois derniers jours à identifier ensemble des solutions face aux graves défis auxquels nous sommes tous confrontés – défis qui rendent le monde difficile à appréhender

James Stuewe

Ces quelques jours ont été absolument fantastiques. J'ai beaucoup de chance d'avoir pu participer à un tel événement. Les idées échangées par les plus grands penseurs de notre ère ont permis à tous les participants, et au monde entier je l'espère, de contribuer à un monde plus pacifique et coopératif.

Michael Lothian

Ces quelques jours ont donné lieu à des débats intéressants, des idées novatrices et des opinions sincères. C'est un honneur pour moi d'avoir pu y prendre part. Cela fait de nombreuses années que le monde n'a pas été marqué par tant d'instabilité, et le programme de la conférence ainsi que son président chevronné nous ont permis de traiter ces questions en profondeur. Tout ce que j'ai entendu n'a fait que renforcer ma conviction que nous avons besoin de structures nouvelles en matière de gouvernance mondiale.

Susan Liautaud

Je tiens à vous remercier à nouveau chaleureusement de m'avoir offert le privilège d'intervenir lors de la WPC. Ce 10e anniversaire a été formidable. Le lieu choisi pour la conférence et l'hôtel étaient grandioses et je regrette de ne pas avoir pu rester jusqu'à la fin. Vous avez fondé une tradition remarquable. J'ai déjà hâte de revenir l'année prochaine.

Emmanuel Macron

Je souhaite que le dialogue international sur l'organisation de notre planète se poursuive, et je sais pouvoir compter sur la World Policy Conference pour produire de meilleures idées, de meilleures politiques, et avancer le débat. Heureux anniversaire à la WPC pour ses dix ans : elle fait œuvre utile.

Bartholomée 1^{er}

Nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue, dans ce pays, de cette nouvelle édition du World Policy Conference. En nous invitant à exprimer ces quelques pensées lors de la séance d'ouverture, ses organisateurs ont souligné l'importance fondamentale que prend la religion dans la réflexion sur les affaires du monde, ou, pour parler autrement, sur les enjeux internationaux. Le Patriarcat œcuménique que nous avons l'honneur de représenter les en remercie, tout en leur souhaitant un plein succès dans leur entreprise.

Patrick Pouyanné

Bravo et longue vie à la World Policy Conference, avec le soutien de Total !

Nasser Bourita

Avant toute chose, je voudrais remercier Thierry de Montbrial et lui rendre l'hommage qu'il mérite, car sans lui nous ne serions pas tous réunis ici ce soir, à Marrakech. Thierry, merci. Merci pour ton effort inlassable, mais comme vous pouvez le constater ce soir, c'est un effort apprécié et largement reconnu. Merci pour ta vision. Je pense qu'en 2008, ceux qui ont cru à cette aventure, qui ont pensé que la World Policy Conference allait parcourir les années avec brio et distinction, sont aujourd'hui ravis. Et le meilleur reste à venir. Merci aussi et surtout pour ces occasions que vous nous offrez, pour une mise à jour du savoir, du débat autour des questions importantes pour notre monde.

Ana Brnabic

Je crois que c'est un événement important. Je crois que c'est aussi formidable pour les organisateurs de souligner et de présenter ce qui se passe en ce moment dans les Balkans, notamment la réconciliation et la collaboration entre la Serbie et l'Albanie. Je veux vraiment saluer cet aspect, je suis ravie d'être ici pour évoquer le point de vue de la Serbie et de l'ensemble de la région. Nous sommes tous unis dans cette démarche.

Edi Rama

C'est un honneur avant tout et c'est un lieu où il y a vraiment des gens qui comptent pour leur expérience, pour leur niveau de connaissance du monde. En plus, c'était une bonne occasion pour montrer un exemple, dont je suis fier, de l'effort pour créer une région de paix et de coopération dans les Balkans.

Jean-Yves Le Gall

Mes félicitations les plus vives et les plus sincères pour la très haute qualité des interventions et des débats qui, trois jours durant, ont été absolument passionnants. Cette année encore, la World Policy Conference était 'the place to be'.

Xavier Starkloff

Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à prendre part à ce rendez-vous qui fut encore une fois passionnant du fait de l'intérêt des sujets abordés et de l'érudition des intervenants. Ce fut en outre un plaisir de pouvoir échanger en marge des conférences avec des participants de grande qualité. Parmi les jeunes participants, des échanges utiles et fructueux ont d'ailleurs eu lieu entre représentants du secteur public et entrepreneurs.

Jean-Claude Lehmann

J'ai trouvé l'ensemble des présentations et des débats absolument passionnants. Cela m'a éclairé sur nombre de sujets que je connaissais un peu mais que la qualité généralement remarquable des experts qui se sont exprimés, a considérablement enrichi. J'ajoute que cette réunion m'a permis de rencontrer des personnalités tout à fait intéressantes et d'échanger avec elles.

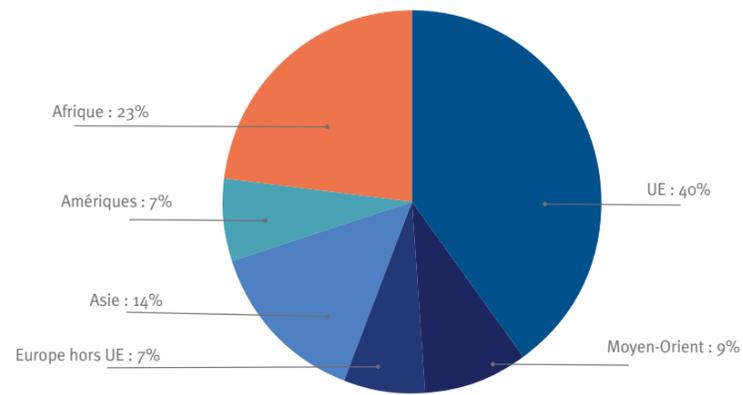
Oliver Bussmann

Débattre des sujets géopolitiques majeurs dans le cadre de tables rondes si prestigieuses a été une très bonne expérience et un grand honneur pour moi. Dans l'ensemble, une bonne organisation et la tenue de discussions approfondies font de la conférence une plateforme idéale pour le networking.

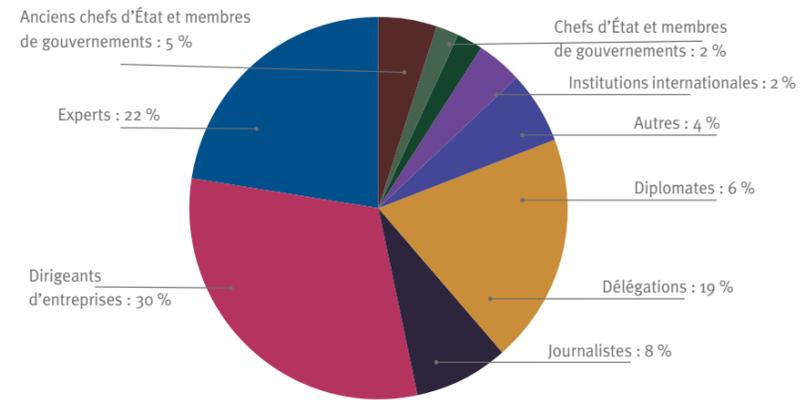
Tatsuo Masuda

La conférence à Marrakech a en effet été mémorable. J'ai énormément apprécié assister à toutes les sessions et rencontrer d'anciens et de nouveaux amis. Je viens justement de répondre à l'un de mes nouveaux contacts rencontrés à Marrakech.

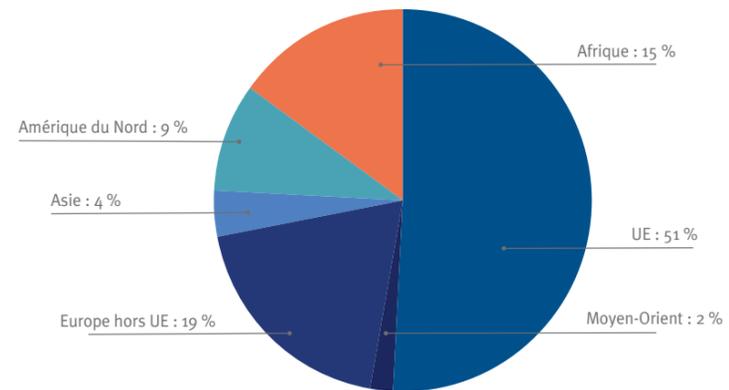




Participants - Répartition géographique
(total : 329 participants de 40 pays)



Participants - Répartition par fonction
(total : 329 participants de 40 pays)



Répartition géographique des principaux articles
(total : 491 articles)



INVITÉS

WORLD POLICY CONFERENCE

10e EDITION GOUVERNANCE MONDIALE 3-5 novembre 2017 - Marrakech

L-Z

WORLD POLICY CONFERENCE

www.worldpolicy



Abbad El Andaloussi, Zineb

Directeur général, équipe d'investissements, Helios depuis 2017. Ancien directeur gérant, Banque Rothschild, où elle est toujours conseillère.

Adamakis, Emmanuel

Métropolitaine de France et Exarque de l'Europe. Il est vice-président de la Conférence des églises européennes (CEC) et président du Concile des évêques de l'Église orthodoxe de France ainsi que co-président du Conseil des Églises chrétiennes de France.

Adghoughi, Redouane

Directeur des Affaires Européennes, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc.

Aburdene, Odeh

Président d'OAI Advisors, membre du Council on Foreign Relations. Il était auparavant directeur associé de Capital Trust S.A., où il est toujours conseiller.

Ahmed, Masood

Président, Center for Global Development. Ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI. Il a également travaillé à la Banque mondiale.

Ait-Kadi, Mohamed

Président du conseil général du développement agricole, Maroc. Il a été gouverneur et membre fondateur du Conseil mondial de l'eau.

Al-Hajeri, Manaf

Directeur général du Kuwait Financial Center, Markaz. Ancien directeur adjoint du département d'investissements au Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe.

Allard, Patrick

Consultant auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, ministère des Affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Aloui, Omar

Economiste spécialisé dans le conseil. Spécialiste des ressources naturelles (Maroc, Éthiopie, Tunisie, Bénin, notamment) et les politiques sociales (Maroc, Soudan, Afrique de l'Ouest).

Al-Omeir, Othman

Éditeur et rédacteur en chef, Elaph. Ancien rédacteur en chef de Majalla magazine et Alsharq Alawsat.

Al-Thani, Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim

Ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar depuis 2016. Auparavant, il a occupé le poste de ministre délégué à la Coopération internationale (2014-2016).

Amatoury, Fady

Président du conseil d'administration, Bank Audi LLC.

Amrani Youssef

Chargé de mission au cabinet royal du Maroc. Il a été nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération par Sa Majesté Mohammed VI. Il a été secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Antoniszyn, Ilona

Economiste, fonctionnaire polonaise titulaire de l'administration de l'État et de l'administration locale, femme politique. Elle a été sous-secrétaire d'État du Ministère de l'Économie (2011-2015).

Appert, Olivier

Président du Conseil Français de l'Énergie et du Comité français du Conseil Mondial de l'Énergie. Il est aussi délégué général de l'Académie des Technologies. Il a notamment été président-directeur général de l'IFP Énergie Nouvelles.

Aslan, Ali

Journaliste, animateur et présentateur de talk-shows basé à Berlin. Il a travaillé pour des chaînes de télévisions présentes à l'international telles que CNN, ABC News, Channel News Asia et Deutsche Welle TV.

Azour, Jihad

Directeur, Département Moyen-Orient et Asie centrale, Fonds monétaire international depuis 2017. Il a été ministre des finances du Liban (2005-2008).

Badré, Bertrand

Fondateur et PDG de Blue Orange Capital. Ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Précédemment, il était directeur finances groupe de la Société Générale.

Baraka, Nizar

Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) du Maroc depuis 2013. Il est également le Président du Comité Scientifique de la Cop22. Ancien 2011 et 2013, il a été ministre de l'Économie et des Finances (2012-2013).

Bark, Taeho

Président, Lee&Ko Global Commerce Institute. Professeur émérite et ancien doyen à la Graduate School of International Studies (GSIS), université nationale de Séoul. Ancien ministre du commerce de la République de Corée.

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT et l'édition. Président de l'Idate/DigiWorld Institute (Institut de l'Audiovisuel et des télécommunications en Europe). Ancien PDG de Lucent EMEA.

Barré, Nicolas

Directeur de la rédaction des Echos. Il a été directeur délégué de la rédaction du Figaro (2005-2008). Ancien directeur du bureau des Echos à Tokyo et ancien correspondant des Echos aux États-Unis.

Bartholomée 1^{er}, Dimitrios

Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique depuis 1991. Il œuvre en particulier pour le dialogue interreligieux, la liberté religieuse, les droits de l'Homme, la paix internationale et la protection de l'environnement.

Bassou, Abdelhak

Senior non-resident fellow, OCP Policy Center. Ancien préfet de police. Il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine.

Beier, Christoph

Vice-président du conseil d'administration, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) depuis 2011. Il a occupé différents postes au sein de Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH (2000-2010).

Benabderrazik, Hassan

Économiste, ancien secrétaire général du Ministère de l'Agriculture du Maroc.

Benbrahim El Andaloussi, Hamid

Président honoraire du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS). Il est président ou administrateur de sociétés dans les secteurs de l'aéronautique, de l'hôtellerie internationale, de la sécurité gouvernementale et de l'énergie solaire.

Bensalah Alaoui, Assia

Ambassadrice itinérante de Sa Majesté le Roi du Maroc. Elle est co-présidente de l'OCEMO (Office de Coopération Économique pour la Méditerranée et l'Orient), Marseille et vice-présidente de l'Association d'Amitié Maroc-Japon.

Bensalah-Chaqroun, Miriem

Présidente de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) depuis mai 2012. Elle dirige le Groupe Holmarcom, l'une des holdings majeures au Maroc opérant dans plusieurs secteurs.

Bensemhoun, Arié

Directeur exécutif d'ELNET depuis 2011. Il a construit une grande partie de sa carrière dans le secteur privé en tant que consultant en communication, relations publiques et internationales sur des questions stratégiques et liées au Moyen-Orient.

Bertossi, Christophe

Directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il a été chercheur Marie Curie à l'Université de Warwick.

Besnainou, Pierre

Président d'honneur de la Fondation du judaïsme français. Il a été président du Congrès juif européen (CJE) (2005-2007) et du Fonds social juif unifié de France (FSJU) (2006-2014).

Billot, Aurélien

Chef du secteur Politiques commerciales et de développement au Secrétariat général des affaires européennes. Ancien responsable adjoint du du secrétariat du Club de Paris, ministre de l'Économie et des Finances.

Biloa, Marie-Roger

Présidente, The Africa International Media Group, éditeur et consultante sur les questions d'investissement. Elle est aussi présidente du « Club Millenium » à Paris.

Bönning, Matthias

Directeur général adjoint et directeur de la recherche, oekom research AG.

Borza, Remus

Président, EuroInsol. Il est avocat, praticien en insolvabilité. Il dirige l'activité de la société professionnelle d'avocats Borza et Associés.

Bouabid, Othman

Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. Ancien gouverneur. Il a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, conseiller spécial au sein du cabinet du ministre de l'Intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

Bouis, François-Xavier

Fondateur et président, Compagnie Financière Jacques Cœur – CFJC, un courtier financier multi spécialiste dédié aux investisseurs institutionnels européens.

Bujon de l'Estang, François

Président, FBE International Consultants. Il a été International Adviser chez Citigroup Global Markets Limited et membre du European Advisory Board de Citi après avoir été Président de Citigroup France. Ancien Ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada.

Bowdler-Raynar, Jonathan

CEO, B-R & H Finance SA. Ancien member du Conseil d'administration, Hottinger & Cie SA.

Bourita, Nasser

Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Royaume du Maroc.

Brnabic, Ana

Première ministre de Serbie. Auparavant, elle a été ministre de l'administration publique et de l'administration autonome.

Burelle, Jean

PDG de Burelle et président d'honneur de Plastic Omnium. Il a été directeur de département, directeur général puis PDG de Plastic Omnium. Il a également été membre du conseil exécutif du Medef.

Burt, Richard

Directeur général de McLarty Associates. Il dirige les activités de l'entreprise en Europe et en Eurasie depuis 2007. Ancien ambassadeur des États-Unis en Allemagne (1985-1989).

Bussmann, Oliver

Fondateur et associé gérant, Bussmann Advisory. Il a été directeur des systèmes d'information d'UBS (2013-2016). Avant de rejoindre UBS, il était directeur des systèmes d'information de SAP.

Caillé, André

Administrateur de plusieurs sociétés, dont Junex inc., une société d'exploration pétrolière et gazière, pour laquelle il agit à titre de conseiller stratégique senior. Il est membre du conseil d'administration de la Banque Nationale du Canada.

Cartwright, Natalie

Co-fondatrice de Finn, une entreprise qui travaille en collaboration avec les banques pour mettre en place un assistant financier virtuel doté d'intelligence artificielle.

Castelbajac (de), Patrick

Directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus depuis 2017. Il a rejoint Airbus en 2002. En 2014, il a été nommé président exécutif d'ATR. En 2016, dans le cadre de la réorganisation d'Airbus, il revient dans le groupe en tant que membre du comité exécutif.

Charafeddine, Raed

Premier vice-gouverneur de la Banque du Liban. Avant d'occuper ce poste, il a passé vingt ans dans le secteur bancaire. Il est gouverneur suppléant pour le Liban au Fonds monétaire international.

Chareonwongsak, Kriengsak

Ancien conseiller du Premier ministre de Thaïlande, Senior Fellow, Université d'Harvard et président, Nation-Building Institute. Président de l'Institute of Future Studies for Development et consul général honoraire en Thaïlande.

Chegraoui, Khalid

Professeur d'histoire et d'anthropologie politique, Institut d'Études africaines, Université Mohammed V, Rabat, Maroc.

Cherkaoui, Mouna

Professeur à l'université Mohamed V, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, elle est également monitrice de recherche au Forum de recherche économique où elle siège au conseil d'administration.



**Cherkaoui, Mohamed**

Professeur émérite et directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Il est professeur à vie à l'Université Hassan II et co-directeur de la collection Sociologies aux Presses Universitaires de France.

Chen, Aiguo

Directeur, CEFC China Energy Company Limited. Directeur général, CEFC Shanghai International Group Equity Investment Fund Management Ltd.

Cleary, Sean

Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd., directeur général du Centre for Advanced Governance, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, et directeur de plusieurs entreprises.

Cohen-Tanugi, Laurent

Avocat aux barreaux de Paris et New York. Fondateur et associé-gérant, Laurent Cohen-Tanugi Avocats. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation » (2007-2008).

Collomb, Bertrand

Président d'honneur de Lafarge, qui vient de fusionner pour former LafargeHolcim. Il est membre du conseil d'administration de LafargeHolcim. Ancien PDG de Lafarge. Membre de l'Institut de France, ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques.

Condé, Sékou Kouréïssy

Président de l'African Crisis Group. Ancien ministre de la Sécurité, ministre des Affaires étrangères, secrétaire Général du Conseil national de Transition et Médiateur de la République de Guinée.

Cooper, Richard

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston. Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, Département d'État américain.

Copé, Jean-François

Maire de Meaux, France. Il est maître de conférences à Sciences Po et professeur associé à l'université Paris VIII. Ancien ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire (2004-2007) et porte-parole du gouvernement (2002-2007).

Counsell, Benedict

Directeur des marchés internationaux de Delivery Hero, le plus important réseau de livraison d'aliments au monde. Auparavant, il a travaillé dans la banque d'investissement de Deutsche Bank à Londres.

Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif, Capgemini. Il a été directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini.

Dadush, Uri

Senior Fellow, OCP Policy Center, Rabat, Maroc et chercheur non-résident, Bruegel. Il est directeur d'Economic Policy International, LLC, et conseiller auprès d'organisations internationales comme la Banque mondiale et auprès de grands groupes.

Daianu, Daniel

Professeur d'économie à l'école Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest et membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de la Roumanie. Ancien ministre des Finances de la Roumanie.

Daly, Elena

Fondatrice et gérante d'EM Conseil. Elle a occupé des postes de responsable en stratégie et gestion des risques pour des fonds d'investissement alternatifs chez Citigroup, Fortress Group et Nomura International PLC.

Dassas, Pierre

Président de The House of the Rising Stars Foundation (Genève, Suisse), Président de European Leadership Network.

David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri et rédacteur en chef de Politique étrangère. Ancien directeur exécutif de l'Ifri. Il a précédemment dirigé le département des études de sécurité de l'Ifri.

Davutoglu, Ahmet

Ancien Premier ministre de la République de Turquie. Il a été ministre des Affaires étrangères (2011-2014).

Dehmej, Salim

Responsable du service de stabilité financière, Bank AL-Maghrib (Banque centrale du Maroc).

Dejammet, Alain

Ambassadeur de France. Il a notamment été ambassadeur de France aux Nations-Unies, puis au Saint-Siège. Il est aujourd'hui président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.

Deroubaix, Bertrand

Directeur des Affaires publiques, Total. Il a débuté sa carrière d'Ingénieur des Ponts et Chaussées au ministère de l'Équipement. Il a rejoint le Groupe Total en 1995. En janvier 2012, il devient secrétaire général de la branche raffinage chimie.

Dervis, Kemal

Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale et conseiller à l'université Sabanci. Il a été ministre des Affaires économiques de Turquie.

Desfilis, José

Avocat Associé, Desfilis. Il est le Senior Partner du cabinet qu'il a rejoint en 1986 et dont il a pris la direction en 1990.

Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), aujourd'hui expert-consultant auprès d'organisations internationales. Elle a été conseiller spécial du secrétaire général de la francophonie, chargé des affaires politiques et diplomatiques à l'OIF.

Diop, Abdou

Président de la Commission Sud-Sud africaine, Confédération générale des entreprises du Maroc. Il est associé directeur de Mazars Maroc et en charge du développement des activités en Afrique.

Dong, Manyuan

Vice-président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Il est chargé de recherches spécialiste du Moyen-Orient et des questions ethniques.

Drouin, François

Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus, vice-président de la BPI, Président de ETI FINANCE. Ancien PDG d'OSEO.

Dučka, Dorian

Ancien vice-ministre de l'Industrie et de l'Énergie d'Albanie (2013-2015). Il a rejoint le secteur privé à l'international en 2015. Depuis 2016, il est conseiller externe, pour les investissements du Premier ministre d'Albanie.

**Durand, Hermine**

Cheffe de la division de Bordeaux de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, elle est responsable du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans le Sud-Ouest de la France.

Dye Ba, Ciré

Directeur exécutif, CIRTECH-CTC. Il a plus de six d'expérience dans le domaine du conseil en politique et est actuellement conseiller auprès de nombreux hommes d'Etat et politiciens africains sur les questions de stratégie politique et de politique publique.

Dynkin, Alexander

Président, Institut d'économie mondiale et de relations internationales (MEMO), Russie. Il est notamment membre du présidium du conseil présidentiel pour les sciences et l'éducation, membre du présidium de l'Académie des sciences de Russie.

Eizenstat, Stuart

Associé, Covington & Burling LLP. Il a occupé des postes à responsabilité tels que Conseiller principal de la Maison Blanche en politique intérieure du Président Jimmy Carter et Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne.

El Aoufir, Zouhair Mohammed

Directeur général, Office national des aéroports (ONDA) depuis 2014. Précédemment, il a été vice-président de Royal Air Maroc. Il a aussi été directeur général d'Atlas Blue et d'Air Sénégal International, deux filiales de Royal Air Maroc.

El Aynaoui, Karim

Doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Mohamed VI Polytechnique de Benguerir, et directeur général d'OCP Policy Center. Ancien directeur des études et des relations internationales à Bank Al-Maghrib (Banque centrale du Maroc).

Elbegdorj, Tsakhiagiyn

Ancien président de la Mongolie. Auparavant, il était membre du parlement mongol (2008-2009), président du parti démocratique de Mongolie (2005-2008) et Premier ministre de Mongolie (2004-2006).

El Kadiri, Mohamed

Directeur Général Adjoint, Secrétaire Général d'OCP. Antérieurement professeur d'électronique et de télécommunications à l'Université de Lille et à l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs (EMI).

El Ouafi, Mustapha

Directeur Général Adjoint d'OCP. Il a rejoint OCP en 1992 et a occupé les postes de Directeur Commercial Asie, Moyen Orient et Océanie, et de directeur en charge de la plateforme de Jorf Lasfar et de Directeur Exécutif Commercial.

Erlanger, Steven

Correspondant diplomatique en chef pour le New York Times. Ancien directeur des bureaux de Londres, Paris et Berlin du New York Times. Il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Jérusalem, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York.

Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du Centre Energie de l'Ifri depuis 2017. Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique subsaharienne.

Foucher, Michel

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) depuis 2013. Senior Advisor à la Compagnie financière Jacques Cœur (depuis 2013). Ancien ambassadeur de France en Lettonie et conseiller du ministre des Affaires étrangères.

Frieden, Jeffry A.

Professeur au département du gouvernement de l'université d'Harvard. Il est spécialiste des politiques en matière de relations monétaires et financières internationales.

Gadio, Cheikh Tidiane

Président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance (IPS). Il a été ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République du Sénégal (2000-2009).

Gallardo, Juan

Président de Grupo Azucarero México (Sugar Mills) et de GEUSA désormais GEPP. Il a coordonné les efforts du secteur privé dans les négociations de l'ALENA ainsi que du traité de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne (1992-2002).

Gascón, Lorenzo

Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Georgelin, Jean-Louis

Grand Chancelier de la Légion d'honneur et Chancelier de l'Ordre national du Mérite depuis 2010. Il a été admis dans la deuxième section des officiers généraux le 28 février 2010. Chef de l'état-major particulier du président de la République en 2002.

Germay (de), Nicolas

Vice-Président de la WPC depuis 2008. PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il est ou a été membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC.

Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre au journal Le Figaro. Professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des deux Mondes. Il a reçu en 2014 le grand prix de la presse internationale.

Girault, Jean-François

Ambassadeur de France auprès du Royaume du Maroc depuis 2015. Il a été directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères et du développement international. Il a notamment été ambassadeur au Vietnam, en Irak et en Syrie.

Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifri. Ancien directeur du développement stratégique de l'Ifri et directeur du centre Russie/Nei. Il a été chercheur Lavoisier à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou).

Guerin, Gilles

Directeur général, Banque Bordier & Cie, Genève. Ancien directeur associé, EFG Bank, à Genève. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC.

Guigou, Elisabeth

Ancienne députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, députée européenne, ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

Gurry, Francis

Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) depuis 2008. Il a débuté sa carrière à l'OMPI en 1985, après avoir enseigné et pratiqué le droit.

**Hafnaoui, Mohamed**

Directeur général adjoint du groupe CDG Développement depuis 2014. Il a rejoint le groupe en 2007. Ancien directeur adjoint et membre du conseil d'administration de Tanger Med Special Agency (TMSA).

Hajji, Karim

Directeur général de la Bourse de Casablanca et membre de la Fédération des Bourses mondiales (WFE). Avant de rejoindre la Bourse de Casablanca en 2009, il a été PDG d'Atlas Capital Group qu'il a créé en 1999.

Halalal, Traian

Président de Banca de Import Export a Romaniei – EximBank SA. Ancien directeur général adjoint et membre du conseil d'administration de Romanian Bank SA et directeur financier d'ING Bank en Roumanie.

Halferty Hardy, Kerry

Conférencière et consultante. Sa carrière variée l'a amenée à travailler dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et en Amérique, et en particulier dans les domaines de la politique et de la santé.

Harlé, Emmanuel

Fondateur et Président-directeur général d'Industries & Finances Partenaires. Il a été administrateur et directeur général de Morgan Grenfell Investissement, directeur administratif et financier de Compagnie Sanara et sous-directeur, Groupe Suez.

Hayat, Nezha

Présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux depuis 2016. Ancienne PDG de Sogelease (Groupe de la Société Générale Maroc). Fondatrice du Club des femmes administrateurs au Maroc pour promouvoir les femmes au sein des conseils d'administration.

Heumann, Stefan

Co-directeur du think tank berlinois Stiftung Neue Verantwortung (SNV). Il a participé à la création du programme de stratégie numérique européenne du SNV. Avant de rejoindre le SNV, il a coordonné la section Affaires publiques du consulat général américain à Hambourg.

Hié, Henri

Professeur, responsable de la création d'une chaire de Transport Aérien à l'Université de Hong Kong. Ancien vice-président, Stratégie et Partenariats en Chine, Air France. Avant de rejoindre Air France, il a travaillé pour Bossard Consultants.

Hijab, Riad

Coordinateur général du Haut Comité pour les négociations de l'opposition syrienne. Il a été Premier ministre de la République Arabe de Syrie. Il est membre de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne.

Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du Washington Post depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a reçu deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme.

Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil de l'administration du Canon Institute for Global Studies, think tank basé à Tokyo, Japon. Membre du comité de l'audit et du conseil de surveillance de Tokio Marine Holdings. Ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon.

Hosoya, Yuichi

Professeur, faculté de droit, Université Keio. Il a été chercheur invité à l'Université de Princeton et à Sciences Po, Paris (2009-2010).

Houari, Mikail

Président, Afrique et Moyen-Orient, Airbus Group. Il a été élu président de la section Emirats Arabes Unis des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ces trois dernières années.

Itoh, Motoshige

Professeur émérite, Université de Tokyo et professeur à l'Université Gakushuin, ancien doyen de la Graduate School. Membre du Conseil sur la politique économique et fiscale. Il a occupé différents postes tels que conseiller du Premier ministre et de plusieurs ministres japonais.

Jankowitsch, Peter

Membre du Directoire du Centre Franco-Autrichien pour le Rapprochement en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès des Nations unies et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Jansen, Sabine

Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po.

Jia, Qingguo

Professeur et doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin. Il est aussi membre du comité permanent et du comité des Affaires étrangères du comité national de la conférence politique consultative du peuple chinois.

Johnston, Donald

Président de la Fondation McCall MacBain, Genève, Suisse. Ancien Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ju, Chul-Ki

Président, Overseas Koreans Foundation. Il a été secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée. Ancien vice-président et secrétaire général du Global Compact Korea Network.

Jung Sung-Chun

Vice-président, département de macroéconomie internationale & finance, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP).

Kabbaj, Mohamed

Chancelier de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès et membre de l'académie Hassan II des Sciences et Techniques. Il a été conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI. Il a été ministre des Finances et des Investissements extérieurs.

Kerguiziau de Kervasdoué, Jean (de)

Professeur émérite de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

Kiechel, Anne-Laure

Associée gérant, Rothschild & Cie. Elle a dirigé l'équipe DCM Northern Europe de Lehman puis Global Finance France, elle a ensuite été Senior Banker au bureau de Paris.

Kim, Heungchong

Senior Research Fellow, envoyé spécial en Europe, Korea Institute for International Economic Policy (KIEP). Chercheur invité à l'Ifrri (France) et professeur à l'Université de Sogang.

Kimonyo, Jean-Paul

Conseiller politique, Présidence de la République du Rwanda. Il est également le représentant du Rwanda auprès du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et du Mécanisme d'évaluation intra-africaine (MAEP).

Kitaoka, Shinichi

Président de l'Agence japonaise de coopération internationale. Auparavant, il était président de l'Université internationale du Japon.

Kiviniemi, Mari

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE. Elle a été Première ministre de Finlande, ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales, ministre du Commerce extérieur et du Développement, ministre des Affaires européennes.

Klich, Bogdan

Sénateur, République de Pologne, chef de l'opposition au Sénat. Il a été ministre de la Défense (2007-2011) et député européen. Il a dirigé le département information du Centre de la télévision d'état à Cracovie.

Kodaira, Nobuyori

Conseiller du conseil d'administration de Toyota Motor Corporation. Il a aussi été directeur général de l'Agence pour les ressources naturelles et la politique énergétique au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie du Japon (METI).

Koleitat, Dania

Directeur exécutif d'Al Istishari Strategy Center for Economic and Future Studies, Abou Dhabi. Elle est aussi membre du Conseil arabe pour les études sociales.

Korsia, Haïm

Grand Rabbin de France. membre de l'Institut, section morales et sociologie. Il a été membre du Conseil Consultatif National d'Éthique.

Kowal, Pawel

Professeur adjoint à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des Sciences. Il a été député européen, président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE et du Comité des Affaires étrangères.

Kumar, Ashwani

Avocat principal à la Cour suprême d'Inde. Il a représenté pendant 14 ans l'Etat du Panjab en tant que parlementaire et a été nommé ministre de la Justice sous le gouvernement d'Alliance progressiste uni.

Lablanchy, Jean-Pierre

Médecin et psychiatre à Paris. Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques (Laboratoires pharmaceutiques Debat, Laboratoires Lisapharm) et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon).

Lafont, Bruno

Président d'Honneur de Lafarge. Il a co-présidé le Conseil d'Administration de LafargeHolcim de juillet 2015 à avril 2017. Il a été président-directeur général du Groupe Lafarge.

Le Gall, Jean-Yves

Président du Centre National d'Études Spatiales (CNES) depuis 2013. Il est aussi président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) et président de la Fédération Internationale d'Astronautique (IAF).

Lee, Hye-min

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Ancien ambassadeur en France. Il a été vice-ministre du Commerce extérieur et Chef Négociateur pour l'Accord de libre échange Corée-Union Européenne.

Lehmann, Jean-Claude

Président honoraire de l'Académie des technologies. Il est aussi membre du Comité scientifique de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et président d'honneur de l'A-Ulm (Association des anciens élèves de l'ENS Ulm).

Lévy-Lang, André

Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Echos.

Liautaud, Susan

Fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLAL), cabinet de conseil international traitant des questions d'éthique. Fondatrice d'Ethics Incubator. Elle est aussi vice-présidente du conseil et de la cour des gouverneurs de la London School of Economics and Political Science.

Lipsky, John

Peterson Distinguished Scholar, Kissinger Center for Global Affairs, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS). Auparavant, il a occupé le poste de premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international.

Lissovolik, Yaroslav

Economiste en chef de la Banque eurasienne de développement depuis 2015. Il est membre du conseil consultatif de la Banque centrale de Russie, membre du conseil sur la politique étrangère et de défense, et membre du Comité Bretton Woods.

Lo, Moubarack

Conseiller spécial du Premier ministre du Sénégal. Président de l'Emergence Institute, spécialisé dans les études économiques et statistiques ainsi que dans la planification stratégique.

Lothian, Michael

Ancien député et avocat (Maître). Il est membre du Privy Council. Il est membre du Groupe des parlementaires du Royaume-Uni pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement multilatéral.

Loulitchki, Mohamed

Ancien ambassadeur du Maroc auprès des Nations Unies et professeur à l'Université Al Akhawayn, Ifrane. Auparavant, il a été représentant permanent auprès de l'ONU à Genève.

Lowenstein, James

Co-fondateur de la French-American Foundation. Il est membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Il a été ambassadeur des Etats-Unis au Luxembourg.

Mafe, Eniola

Directeur du développement et des partenariats pour la Fondation Niger Delta Partnership Initiative (NDPI). Elle a été responsable de programme pour l'Afrique chez Vital Voices Global Partnership à Washington.

Mair, Stefan

Membre du conseil d'administration, Bundesverband der Deutschen Industrie e. V. (BDI, Fédération des industries allemandes). Il a été membre de la direction de la Fondation pour la Science et la Politique (SWP) et directeur de la recherche.





Makram-Ebeid, Mona

Sénatrice égyptienne et ancienne députée. Elle est également Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire.

Malard de Rothschild, Arielle

Gérante, Rothschild & Cie. Elle est administratrice du Groupe Lucien Barrière et d'Imerys en France. Elle est également présidente de CARE France depuis 2007.

Malgin, Artem

Vice-recteur, Moscow State Institute of International Relations (MGIMO). Il est membre du Conseil scientifique du Valdai International Discussion Club et membre du Conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Russie.

Mallikarjun, Manu

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Fondateur d'Amend Media, il travaille à la post-production d'une série de films qui ont pour but de traiter de sujets relatifs à la politique et l'économie.

Manole, Petre-Florin

Député du parlement roumain. Il a été conseiller du Ministre du Travail, puis du Ministre du dialogue social. En 2015, il est devenu membre du Conseil d'administration du Conseil national de lutte contre la discrimination.

Mariton, Hervé

Maire de Crest. Ancien ministre de l'outre-mer, ancien député de la Drôme. Il a été porte-parole de l'opposition à la Commission des Finances.

Masuda, Tatsuo

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business pour intervenir sur le lien entre l'énergie et le changement climatique. Il a été directeur à l'Agence internationale de l'énergie.

Mathe, Amanda Onamandla

Directeur général de Ndlovukazi Online Media, consultante médias numériques. Elle fait partie des leaders visionnaires sélectionnés pour la Engineering Symposium Africa conference 2017.

Maurer, Peter

Président du comité international de la Croix Rouge (CICR). Il a été Secrétaire d'État aux affaires étrangères à Berne et chef de la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à New York.

McNamara, Kerry

Conseiller du PDG de l'OCP (Maroc). Il a été directeur exécutif du Civic Education Project (CEP).

Mekouar, Aziz

Ancien ambassadeur du Royaume du Maroc au Etats-Unis. Il a été ambassadeur pour la coopération multilatérale au sein du comité de pilotage de la COP22 et président du Conseil de la FAO.

Methqal, Mohamed

Ambassadeur, directeur général de l'Agence marocaine de la coopération internationale (AMCI). Il a été conseiller économique auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. En 2016, il a été chef de cabinet du président de la COP22.

Mey, Holger

Vice-président, concepts avancés, Airbus, Munich, Allemagne. Il a été PDG de l'Institute for Strategic Analyses (ISA) à Bonn. Il est membre de l'Institut international d'études stratégiques de Londres et du Conseil allemand des relations étrangères à Berlin.

Meyer, Jean-Claude

Vice-président international de Rothschild Europe. Il a été gérant de Lazard Frères & Cie (1976-1988) et chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR).

Mohammadi, Ali

Co-fondateur, Hippogriff AB. Inventeur et entrepreneur social qui a développé une technologie permettant d'établir un diagnostic précoce des maladies cardiaques.

Mokaddem, Leila

Responsable pays au Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique centrale, Banque africaine de développement. Elle a été représentante résidente au Bureau régional du Sénégal, puis représentante résidente en Égypte.

Moratinos, Miguel Ángel

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Il a été ambassadeur d'Espagne en Israël et représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient.

Mouline, Saïd

Directeur général de l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique (AMEE) et responsable des partenariats public privé au sein du comité d'organisation de la COP22. Président de la Commission énergie, climat et économie verte à la CGEM ainsi que du Centre Marocain de Production Propre.

Mouline, Tawfik

Directeur général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques depuis 2007 (Rabat, Maroc). Il est président honoraire de l'Association Marocaine des Sciences Régionales. Il a été directeur des études et des prévisions financières au ministère de l'Economie et des Finances (Maroc).

Nairne, Ula

Directrice exécutive de StarFinder Investment Fund. Membre du conseil d'administration de l'Institut de développement économique Europe-Amérique latine (IDE EAL), propriétaire et directrice de Nairne Ltd. Elle a été directrice du Global Advisory Services au Geopolitical Intelligence Services AG, Liechtenstein.

Narayanan, Mayankote Kelath

Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental. Ancien directeur de l'Intelligence Bureau et du Joint Intelligence Committee. Il a été conseiller du Premier ministre de l'Inde ainsi que son conseiller pour la sécurité nationale.

Nasr, Samir

Président, ECE Capital. Il a été consultant à l'OCDE. Il est l'un des fondateurs et a été président du département d'économie de l'Université libanaise.

Nattée, Edouard

Fondateur et PDG de Foxintelligence. Avant de fonder Foxintelligence, il a été directeur général et co-fondateur de Westwing France.

Nicolescu, Razvan

Conseiller pour l'énergie et les ressources chez Deloitte. Il a été ministre de l'Energie de la Roumanie et président du conseil d'administration de l'Agence européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie (ACER).

Nicolet, Patrick

Membre du comité de direction générale, Capgemini. En 2016 il a été nommé à la tête du département Compétitivité de Capgemini. Il supervise également les opérations de Capgemini en Inde.

Niwa Yamashita, Yukari

Membre du conseil d'administration et directeur, The Institute of Energy Economics, Japan (IEEJ). Membre du conseil de l'Association internationale des économistes de l'énergie (AIEE).

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et le directeur d'études au Peterson Institute for International Economics. Il a été l'un des économistes du Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des Etats-Unis.

Nordmann, François

Ancien ambassadeur de Suisse en France (2002-2007). Il a été ambassadeur au Guatemala, chef de la délégation suisse à l'UNESCO et ambassadeur de Suisse en Grande-Bretagne.

Norodom, Anne-Thida

Professeur de droit public à l'Université de Rouen Normandie. Elle est co-directrice du centre universitaire rouennais d'études juridiques (CUREJ) et secrétaire générale de la société française pour le droit international.

Okamoto, Yukio

Président d'Okamoto Associates. Il est chercheur au MIT/CIS. Il a été conseiller spécial du Premier ministre Ryutaro Hashimoto (1996-1998) puis du Premier ministre Jun-ichiro Koizumi (2001-2004).

Oualalou, Fathallah

Senior Fellow, OCP Policy Center. Economiste et homme politique marocain, il a été ministre de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, puis, ministre des Finances et de la Privatisation.

Paal, Douglas

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace. Il a été vice-président de JPMorgan Chase International et directeur de l'Institut américain à Taïwan.

Palacio, Ana

Membre du Conseil d'Etat espagnol. Elle a été membre du comité exécutif et directeur international d'Areva.

Panov, Alexander

Membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Il est également professeur et directeur du département de diplomatie du MGIMO. Il a été ambassadeur de la Russie en Norvège, au Japon et en République de Corée et vice-ministre des Affaires étrangères de Russie.

Park, Dongsil

Ambassadeur de la République de Corée auprès du Royaume du Maroc depuis 2015. Il a été ambassadeur en République Dominicaine et en Italie.

Park, In-kook

Président de la Korea Foundation for Advances Studies. Il a été ambassadeur et représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU, vice-ministre en charge des politiques et de la planification et des organisations internationales.

Paszkiwicz, Ladislav

Vice-président Stratégie et Climat, Total. Il a été vice-président Fusions & Acquisitions pour Total S.A., vice-président Amériques en charge de la division Exploration et Production de Total.

Pflüger, Friedbert

Directeur du Centre européen pour la Sécurité de l'Energie et des Ressources (EUCERS), département des études sur la guerre, King's College de Londres. Il a été porte-parole du Président allemand Richard von Weizsäcker et membre du Bundestag.

Platteau, Jean-Louis

Banque EFG, Genève. Il a dirigé le Private Banking Romandie de la BSI avant d'évoluer vers la Banque EFG pour assumer les rôles de responsable du Private Banking à Genève, de vice-président d'EFG Asset Management et enfin de responsable des tiers gérants indépendants.

Ploquin, Xavier

Conseiller en charge de l'Energie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du Ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire. Il a été directeur adjoint du bureau (Energie) à la direction du Budget du ministère des Finances.

Pouyanné, Patrick

Président-directeur général de Total. Il a été secrétaire général de Total Exploration & Production Angola et Directeur Général de la branche Raffinage-Chimie et membre du Comité exécutif du Groupe.

Prieux, Pierre

Président du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Il a commencé sa carrière en tant que Président des sociétés Tabur Marine et Dufour.

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation (SDRF). Il a été représentant principal et directeur général de New York Life.

Rabinovich, Itamar

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem). Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution.

Rama, Edi

Premier ministre de la République d'Albanie. Il a été ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et maire de Tirana.

Rezrazi, El Mostafa

Senior Fellow, OCP Policy Center, coordinateur du groupe de recherche Chine-Maroc sur les questions liées au projet « OBOR » et président de l'Association Marocaine d'études asiatiques. Il est le directeur exécutif de l'Observatoire marocain sur l'extrémisme et la violence.

Rioux, Rémy

Directeur Général de l'Agence Française de Développement. En 2015, il a piloté les questions financières au sein de l'équipe française de négociation pour la COP21. Ancien secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et du Développement international en charge des questions économiques.

Romain, Benjamin

Associé fondateur, Okan – Strategy and Financial Advisory, société de conseil dédiée à l'Afrique depuis 2013. Il a été consultant chez McKinsey & Company et analyste chez AXA Private Equity et PAI Partners.



**Ryu, Jin Roy**

PDG de Poongsan Group. Il est notamment vice-président du Conseil économique Corée-Etats-Unis, de la Korea Defense Industry Association et de la Fédération des industries coréennes.

Sano, Tadakatsu

Avocat, Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales, vice-ministre des Affaires internationales et chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

Sawers, John

Président et associé, Macro Advisory Partners. Ancien chef des services de renseignements du Royaume-Uni (MI6). Ancien ambassadeur du Royaume-Uni auprès des Nations unies, représentant spécial en Irak et conseiller pour la politique étrangère auprès du Premier ministre Tony Blair.

Schweitzer, Louis

Commissaire général à l'investissement. Président du Conseil des affaires étrangères français et représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais. Il a été président-directeur général de Renault.

Severino, Jean-Michel

Gérant de « Investisseur et Partenaire » (I&P), membre de l'Académie des technologies et du Conseil des Affaires Étrangères, inspecteur général des finances. Il a été vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale.

Sheetrit, Meir

Membre de la Knesset israélienne pour le parti Hatnua. Il a été ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Transports et ministre de l'Education, de la Culture et des Sports.

Shek, Daniel

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Depuis son départ, il est consultant indépendant et enseigne la diplomatie à l'université de Tel Aviv.

Simon, Jean-Marc

Ambassadeur de France et président d'Eurafric Stratégies SAS. Ancien ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon puis en Côte d'Ivoire.

Stark, Hans

Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Ifri. Depuis 2012, il est professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne.

Starkloff, Xavier

Responsable adjoint du financement multilatéral pour le développement au Trésor public, en charge de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

Stoian, Marius

Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'Etat pour le Commerce extérieur de Roumanie Membre de la Chatham House à Londres et de l'Aspen Institute Romania.

Stoica, Gruia

Président du Groupe Grampet, acteur majeur dans le domaine du transport ferroviaire et des services de logistique de l'Europe Centrale et de l'Est. Il a été Président du Conseil d'Affaires de Roumanie et du Kazakhstan.

Stril, Arthur

Co-fondateur, Zinc VC. Il a été chef de bureau au sein du ministère français des Affaires sociales et de la Santé et expert national détaché à la Commission européenne.

Stuewe, James

Analyse, direction de l'intégration des priorités, Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), gouvernement du Canada.

Sur, Serge

Agrégé de droit public, Professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas. Il a été directeur adjoint de l'UNIDIR, Genève (1986-1996) et Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice de La Haye.

Tabet, Riad

Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris.

Tanaka, Nobuo

Président de la Sasakawa Peace Foundation depuis 2015. Ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il a commencé sa carrière au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI) à Tokyo.

Tang, Karen

Directeur exécutif de la Better Hong Kong Foundation depuis 2006. Elle a été directeur général adjoint du Chinese Television Network et directeur général de Hongkong Telecom IMS.

Terrab, Mostafa

Président-directeur général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA.

Touraine, Agnès

Présidente de l'IFA, l'Institut Français des Administrateurs. Elle est présidente fondatrice d'Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Auparavant, elle a été PDG de Vivendi Universal Publishing.

Touré, Aminata

Ancien Premier ministre du Sénégal. Elle a été directrice du département de la parité des sexes et des droits de l'homme de la FNUAP. Depuis 2015, elle est l'envoyée spéciale du président de la République pour les affaires internes et externes.

Vaïsse, Justin

Historien français et directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères. Il a notamment été directeur de recherche à la Brookings Institution.

Védrine, Hubert

Fondateur de Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre français des Affaires étrangères.

Veret, Amalric

PDG de Pronutri et des Laboratoires Activa et Nutrilab. Il a fait de Pronutri une entreprise à dimension internationale, et qui est ainsi devenue un des acteurs majeurs sur le marché des compléments alimentaires.

Wanandi, Jusuf

Co-fondateur, administrateur et chercheur du Centre for Strategic and International Studies (CSIS) de Jakarta. Président du Comité national indonésien auprès du Conseil de coopération économique du Pacifique (INCPEC).

Weymuller, Bruno

Membre de Total Professeurs Associés et du bureau du Conseil Français de l'Energie. Il a été membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total.

Yaha, Mohamed Abdellahi

PDG de Maurinvest Group, qu'il a fondé en 2011. Il est également fondateur et PDG de MAURILOG, une société de transport et de services logistiques pour les projets industriels, pétrole& gaz et activités minières en Mauritanie.

Yeoh, Michael

Fondateur et PDG de l'Asian Strategy and Leadership Institute (ASLI), un think tank indépendant en Malaisie et dans l'Asean. Il est également fondateur et Président du World Chinese Economic Forum et de l'Asean Leadership Forum.

Yi, Xiaozhun

Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du Commerce depuis 2013. Il a été ministre adjoint, puis vice-ministre du commerce de la Chine chargé des négociations et de la coopération commerciales multilatérales et régionales.

Yim, Sung-Joon

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation. Il a été ambassadeur de Corée au Canada et en Egypte. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Yurgens, Igor

Président de l'Institut du Développement Contemporain. Il est membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'homme et le développement de la société civile.

Zaghoun, Abdellatif

Directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG). Il a été directeur général de l'administration des douanes et des taxes indirectes et vice-président de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Zinsou, Lionel

Co-Président de la fondation AfricaFrance pour une croissance partagée. Ancien Premier ministre en charge du développement économique, de l'évaluation des politiques publiques et de la promotion de la bonne gouvernance, Bénin. Ancien président de PAI partners et de la Fondation Franco-Africaine pour la Croissance.

Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'Ecole polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats honoris causa. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.



DISCOURS D'OUVERTURE
VERSIONS INTÉGRALES



10th EDITION
GOUVERNANCE MONDIALE
1-5 novembre 2017 - Marrakech

10th EDITION
GLOBAL GOVERNANCE
CONFERENCE
November 1-5, 2017 - Marrakech

www.worldpolicyconference.com





Sa Majesté le Roi Mohammed VI

Roi du Maroc

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il M’est agréable de M’adresser aux participants à la réunion annuelle de la « World Policy Conference », qui tient sa dixième édition, à Marrakech.

Placée sous Notre Haut Patronage, cette importante rencontre dans la ville ocre offre, à d’éminentes personnalités issues d’horizons divers, l’opportunité de débattre des grands enjeux régionaux et internationaux. Elle contribue également à améliorer la gouvernance dans ses dimensions de réflexions, de décision et de contrôle, afin de promouvoir un monde plus ouvert et plus respectueux de la diversité.

La réflexion approfondie dans le cadre d’un débat constructif permettra, sans nul doute, l’émergence d’idées nouvelles et de solutions susceptibles d’améliorer encore le modèle de développement de nos pays.

Les avancées indéniables et reconnues de l’Afrique ne sont pas passées inaperçues et ont été suivies avec un intérêt croissant par la Communauté internationale.

Certes, la voie vers la prospérité est un processus complexe et de longue haleine. Néanmoins, les grandes aspirations des citoyens, notamment africains, ne peuvent se concrétiser qu’à travers des programmes de développement humain et économique inclusifs qui s’inscrivent dans une dimension régionale ou continentale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Africain convaincu, Je Plaiderai donc, une nouvelle fois, pour l’accompagnement de cette Afrique qui a su forger sa propre destinée, à la faveur de réformes structurelles audacieuses engagées, à moyen et long termes, dans de multiples secteurs.

Il est de notre devoir de promouvoir des stratégies novatrices et des politiques ambitieuses, fondées sur les succès d’ores et déjà acquis et s’inspirant d’initiatives mondiales réussies, adaptées à la diversité de nos réalités sociales, économiques et culturelles.

Il s’agira notamment, de renforcer le fonctionnement des institutions, de conforter la bonne gouvernance et d’améliorer substantiellement la qualité de l’utilisation des fonds publics.

Par ailleurs, la richesse de l’Afrique en capital humain constitue, aujourd’hui, une opportunité unique pour son développement. Participant pleinement à une transformation économique vertueuse du Continent, la jeunesse africaine, loin de constituer un handicap, s’avère un atout majeur.

Aussi l’élaboration et la mise en œuvre de politiques judicieuses en matière d’éducation, de formation professionnelle et de santé, permettront-elles une meilleure insertion de ces jeunes dans le tissu socio-économique de nos pays. Ces initiatives se traduiront par une croissance accrue, inclusive et soutenue, qui engendrera création d’emplois et augmentation de productivité.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Notre Continent regorge également d’énormes ressources naturelles qu’il importe de valoriser pleinement.

Dans ce sens, la transformation du secteur agricole, la mise en place de passerelles et de synergies avec son pendant industriel permettront également de créer des emplois.

La transformation de l’agriculture africaine devra s’opérer à tous les niveaux, de la production primaire à la valorisation agro-industrielle. Elle permettra de mieux exploiter le potentiel agricole considérable de notre Continent, en l’occurrence ses terres arables, et de pallier les difficultés socio-économiques subies par les acteurs de ce secteur, difficultés liées notamment à une productivité relativement faible.

Cela nous conduit à évoquer le concept de « Révolution verte ». Cette révolution verte que nous souhaitons repose sur le renouvellement profond des technologies, des modes de production, adapté au contexte africain et au changement climatique.

Je suis heureux de voir que les engagements pris par le Maroc, en vue d’accélérer la croissance agricole et de réaliser un développement durable en Afrique, contribuent utilement à satisfaire,

à l’échelle continentale, les besoins alimentaires de tous les Africains.

L’industrie africaine, quant à elle, manque encore de compétitivité. Ses deux principaux défis sont le développement d’activités innovantes et la formation d’une main-d’œuvre qualifiée.

En même temps que l’investissement privé, des formes nouvelles de financement et de partenariats doivent graduellement se développer afin de favoriser la multiplication de projets porteurs de transformation et d’accélérer leur rythme d’exécution.

Enfin, nous ne pouvons ignorer qu’il est urgent de régler définitivement et avec pragmatisme le manque d’infrastructures sur notre Continent. Nous savons tous que là où sont établis des routes, des connections et des réseaux, le développement passe et la précarité disparaît.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il est temps de reconfigurer les priorités stratégiques de la Communauté internationale en reconsidérant l’apport de l’Afrique. A la lumière des récents développements et des avancées reconnues du Continent, il est primordial que notre Continent soit au centre d’un échiquier mondial redessiné et qu’il se fasse entendre sur la scène internationale.

L’Afrique est ouverte à des partenariats multidimensionnels couvrant les domaines institutionnels et politiques, économiques, sociaux et environnementaux, aussi bien que les sphères liées à la prévention de la radicalisation et à la lutte contre le terrorisme.

En conjuguant le potentiel de la coopération Nord-Sud et les expériences des uns et des autres, les décideurs peuvent construire une coopération plus solide, plus réaliste et surtout plus équitable. C’est en ce sens qu’un partenariat Nord-Sud rénové prend toute sa mesure.

Je suis persuadé que, en étant soudée, solide et pragmatique, l’Afrique pourra se positionner dans un tel processus. A cet égard, Je relève, ave satisfaction, la volonté commune d’aboutir à une plus grande intégration entre pays africains.

Cette intégration nécessite que l’ensemble des intervenants, publics et privés, se saisissent avec pragmatisme de toutes les opportunités qu’ils répondent aux défis et aux menaces.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd’hui, l’ère d’une Afrique passive qui pâtit de son environnement complexe est dépassée. Une Afrique qui s’engage se substitue à une Afrique qui subit.

A cet égard, les potentialités et les atouts du Continent sont mieux exploités et appréhendés quand une croissance à forte intensité rejaillit sur l’ensemble de la population.

Le Continent se dirige résolument vers la prospérité ; il se transforme rapidement selon son propre modèle et des partenariats aujourd’hui très diversifiés. Ainsi se dessine une Afrique des alternatives et non pas des contraintes.

Néanmoins, pour préparer le futur des jeunes générations africaines, les efforts doivent être canalisés et les objectifs arrêtés fermement poursuivis.

Au-delà des partenariats traditionnels, Sud-Sud ou Nord-Sud, toujours plus nombreux et plus dynamiques, Je vous invite à réfléchir à de nouveaux cadres d’échanges et de partenariats, au service d’un meilleur avenir à nos populations.

Je vous remercie.

Emmanuel Macron

Président de la République française

Je salue tous les participants à la World Policy Conference, qui fête cette année son dixième anniversaire, et félicite son Président Thierry de Montbrial pour avoir établi, dans le paysage international, ce forum francophone qui permet de débattre, sans exclusive, des principaux défis de notre temps.

J’adresse également des salutations amicales aux autorités marocaines, qui sont des partenaires solides dans cette entreprise, puisque c’est la troisième fois que la WPC se déroule au Maroc, sous le Haut patronage du Roi. L’ouverture du Maroc sur le monde, et notamment à l’Afrique, se renforce chaque année, recoupant les efforts français d’un lien d’intégration plus intense entre l’Europe et le continent africain.



Je pourrais facilement faire mien l’objectif de la WPC – réfléchir aux moyens de conserver une gouvernance mondiale raisonnablement ouverte, capable d’absorber les chocs tout en facilitant les changements désirables – car c’est bien dans ce sens que j’ai voulu agir au cours des premiers mois de mon mandat.

Je me suis bien sûr consacré aux urgences, en réunissant les protagonistes de la crise en Libye, par exemple, ou encore en accueillant à Paris, le 28 août dernier, les dirigeants africains et européens les plus directement concernés par les flux migratoires sur la route de la Méditerranée centrale.

Mais ces innombrables défis de court terme n’iront qu’en se multipliant si nous ne traitons pas les problèmes de fond, si nous n’essayons pas de relever les défis de long terme. J’en mentionnerai trois :

• Celui du développement, pour lequel j’ai fixé l’objectif de consacrer 0,55 % de notre revenu national d’ici cinq ans, en prêtant une attention particulière à l’efficacité de notre aide : plus d’innovations, d’intelligence, de partenariats locaux, et une plus grande responsabilité sur le terrain. Je voudrais que l’Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée avec l’Union européenne, la banque mondiale et le PNUD, soit un exemple de cette exigence renforcée.

• Celui de l’éducation et de la santé, que les crises aigues que nous traversons ne doivent pas nous faire perdre de vue. j’appelle la communauté internationale à être au rendez-vous en février 2018 à Dakar pour la reconstitution du partenariat mondial pour l’éducation que la France coprésidera avec le Sénégal. Je l’appelle aussi à redoubler d’efforts en faveur de la santé, à l’heure où l’on reparle, dans la région de l’océan Indien, de maladies qu’on croyait oubliées comme la peste.

• Troisième défi, celui du climat, pour lequel la France et le Maroc se sont mobilisés successivement, avec le succès de la COP21 à Paris en 2015 puis de la COP22 à Marrakech l’an dernier. Ne nous y trompons pas : le combat n’est pas gagné pour autant, et j’essaierai de mobiliser la communauté internationale le mois prochain à Paris autour de solutions concrètes en mobilisant les financements publics et privés.

Pour tous ces défis, nous devons prêter attention aux outils qui sont les nôtres, aux règles et aux institutions qui nous permettent de repousser la faim, la maladie, l’ignorance et la guerre. Le multilatéralisme est un bien précieux, aujourd’hui menacé, et je compte sur chacun d’entre vous pour défendre ce bien public mondial.

Je sais combien les participants à la World Policy Conference, qui viennent des cinq continents, y sont attachés. Je sais qu’ils partagent ces objectifs de répondre à la fois à des défis géopolitiques pressants et à des enjeux de plus long terme, de façon coopérative et efficace. C’est pourquoi je souhaite que vous me teniez au courant de vos délibérations et me fassiez part de vos recommandations.

Je souhaite que le dialogue international sur l’organisation de notre planète se poursuive, et je sais pouvoir compter sur la World Policy Conference pour produire de meilleures idées, de meilleures politiques, et avancer le débat.

Heureux anniversaire à la WPC pour ses dix ans : elle fait œuvre utile.

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

L’édition de la World Policy Conference qui commence aujourd’hui est la dixième.

Le destin a voulu que la première, début octobre 2008 à Evian, se tienne quelques jours après la faillite de Lehman Brothers. On a pu voir dans cette faillite le symbole de la plus grande crise financière que le monde dans son ensemble a connue depuis les années 1930. Cette crise dite des subprimes a mis un terme à l’erreur épistémologique selon laquelle la science économique avait atteint un degré de perfection comparable à celui des sciences exactes.

Plus d’un prix Nobel croyaient alors que, pour tout pays, la réalisation du « Carré Magique » – croissance, plein emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur - ne serait bientôt plus qu’une affaire d’ingénierie, comme par exemple la fabrication d’un avion. Il a fallu le sang-froid de la petite communauté des banquiers centraux, forte d’une expérience et d’un pragmatisme enracinés dans l’histoire, pour éviter une catastrophe face à laquelle les gouvernements se montraient désespérés. Une décennie s’est écoulée et l’économie mondiale a repris de la vigueur. La gouvernance économique et financière a fait des progrès significatifs. Mais la mémoire des

épreuves et des erreurs s’efface vite devant le retour à la normalité et l’appât des gains faciles. La tentation est grande de faire sauter à nouveau les verrous. C’est dire combien nous ne sommes pas à l’abri d’un retour à des calamités financières.

Les années depuis la création de la WPC ont également vu l’avènement et l’échec dramatique du si mal nommé « printemps arabe ». Les politiques désastreuses inspirées de l’idéologie néoconservatrice américaine n’ont abouti qu’au chaos, à l’intensification et à l’expansion géographique du fléau du terrorisme islamiste autour d’organisations comme le prétendu « Etat islamiste », à l’accroissement massif des flux de réfugiés et autour d’eux des parasites qui se nourrissent des malheurs collectifs. Parmi les sous-produits de ce désastre, comment ne pas citer la montée du nationalisme au sein même de l’Europe – même s’il convient de reconnaître que cette montée a aussi d’autres causes plus directement liées à la mauvaise gouvernance, et à l’élargissement rapide de l’Union en raison de la chute de l’URSS.

S’il y a une leçon de l’Histoire, c’est que l’on ne joue pas impunément avec les régimes politiques d’autrui, que chaque peuple mûrit à sa façon et à son rythme, que le maintien d’un monde raisonnablement ouvert suppose une adhésion à des règles du jeu partagées entre les principales parties prenantes, avec la ferme volonté de les respecter. Tel est probablement le point le plus fondamental de ce qu’on appelle la « gouvernance mondiale ». Ce point se décline à toutes les échelles de la géographie. Le Moyen-Orient au sens large est, depuis la fin de la guerre froide, celle des régions de la planète où les règles du jeu ont le plus manifestement volé en éclat. Le retour à un équilibre structurel dans cette région ne sera possible qu’avec une volonté partagée entre les principales parties prenantes – sans aucune exclusive et sans a priori idéologique - de retrouver des règles.

Du point de vue géopolitique global, pendant ces dix années, le phénomène dominant est l’affirmation désormais au grand jour des ambitions chinoises.

Sous la houlette renforcée du Parti Communiste et de son chef incontesté Xi Jinping, le plus grand pays du monde entend avoir dépassé les Etats-Unis avant la commémoration du centenaire de la République Populaire en 2049. D’ici-là, il veillera sur ses intérêts nationaux aussi scrupuleusement que les Etats-Unis sur les leurs. Il s’efforcera de faire évoluer à son avantage les règles du jeu planétaire définies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce qui n’ira pas sans friction. Principalement en raison de la montée de la Chine, la troisième puissance économique du monde s’apprête aussi, sous l’autorité du premier ministre Shinzo Abe, à retrouver la plénitude des attributs de la puissance. Chacun a conscience qu’en Asie de l’Est, l’avenir immédiat se joue à propos de la Corée du Nord, avec comme autres principaux acteurs la Chine, les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud, mais aussi la Russie.

Je viens d’évoquer la Russie. La première édition de la WPC avait donné l’occasion à Dimitri Medvedev et Nicolas Sarkozy, les présidents russe et français de l’époque, de finaliser un accord portant sur la Géorgie, un des points chauds dans le contexte post-soviétique.

Depuis, la tension entre la Russie et les pays occidentaux s’est considérablement aggravée avec l’enjeu de l’Ukraine. Certains n’ont pas compris, ou pas voulu comprendre, que la fin de l’Union Soviétique fut aussi celle de l’empire Russe. Or les effets de la chute d’un empire se font sentir sur une très longue période, surtout quand l’événement a rouvert par ailleurs des plaies non cicatrisées, en l’occurrence depuis la fin de la première guerre mondiale.

C’est pourquoi la décennie écoulée a vu renaître une forme de guerre froide. Celle-ci a poussé Moscou du côté de Pékin et l’a encouragé à jouer son propre jeu au Moyen-Orient, en même temps que l’Iran regardait aussi vers la Chine avec un intérêt croissant. Naturellement, la Chine entend utiliser ces circonstances favorables pour avancer son projet de nouvelles routes de la soie et en particulier prendre pied au Moyen-Orient.

Le monde d’aujourd’hui est plus difficile à décrypter que celui d’hier. Les risques se multiplient, souvent avec des conséquences économiques immédiates. Je pense par exemple aux calculs auxquels les sociétés de réassurance sont obligés de se livrer face à l’éventail très ouvert des hypothèses concernant la Corée du Nord. Nul ne peut se permettre d’ignorer des scénarios même de probabilité subjective infime, mais dont les conséquences seraient colossales.

Cela rappelle les raisonnements stratégiques à l’époque de la vraie guerre froide.

Si l’on se place à moyen et long terme, le risque le plus grand me paraît être la fragmentation du monde en blocs repliés sur eux-mêmes et ouvertement concurrents, avant de peut-être devenir franchement ennemis. Ainsi théorisaient certains géopoliticiens de l’entre-deux-guerres.

A l’opposé de cette vue qui nous renvoie aux épisodes les plus sombres de l’histoire du XX^e siècle, le type de gouvernance mondiale que veut promouvoir la WPC s’articule autour d’un système de



l'ONU progressivement rendu toujours plus légitime et plus efficace, avec des organisations régionales considérablement plus structurées et solides qu'aujourd'hui.

De ce point de vue, au fil des éditions de notre conférence, nous n'avons cessé de souligner l'importance des puissances moyennes et la nécessité, pour chaque Etat, d'inclure la stabilité structurelle du système international et celle de ses composantes dans la formulation de son propre intérêt national. Ce n'est pas facile, en raison du poids du passé, de la tendance des peuples – dans les temps difficiles - à faire remonter à la surface de leur conscience, en les réinterprétant, les épisodes douloureux de leur histoire ; et ainsi à stimuler le nationalisme quand au contraire il faudrait un surcroît d'ouverture et de tolérance.

Les causes les plus fondamentales de la mondialisation sont d'ordre scientifique et technologique, essentiellement la révolution numérique. L'un des paradoxes du monde contemporain est que la peur pousse au retour des nationalismes au moment où la raison doit orienter la recherche de nouvelles formes de gouvernance – ou si l'on préfère de règles du jeu – dans deux directions opposées : d'un côté vers des espaces toujours plus vastes (comme pour le climat et l'environnement) et de l'autre vers des communautés toujours plus réduites et resserrées géographiquement. Il appartient aux Etats, imprégnés de leur histoire, de travailler à la recherche de nouveaux équilibres entres ces tendances contraires. A court terme, chacun pense naturellement à l'Espagne avec la Catalogne ou encore au Royaume-Uni avec l'Ecosse.

Nous nous réunissons pour la troisième fois en dix ans à Marrakech, dans ce beau pays qui regarde dans quatre directions : l'Europe au Nord, l'Afrique au Sud, Les Amériques à l'Ouest, le Moyen-Orient et au-delà à l'Est. Je crois que dans sa quête continue, réaliste mais humaniste, d'une meilleure gouvernance mondiale, la WPC a un avantage comparatif potentiel dans l'axe Nord Sud qui englobe l'Europe et l'Afrique, évidemment sans exclusive aucune vis-à-vis des autres continents, puisque notre but est de contribuer au maintien d'un monde raisonnablement ouvert. En rappelant cet objectif de nature géopolitique au sens large, je tiens à exprimer ma gratitude au Royaume du Maroc qui nous reçoit avec tant de générosité et d'élégance. Nous souhaitons ardemment approfondir encore un partenariat qui n'a cessé de prendre de l'ampleur au fil des ans.

Le moment est venu de conclure. Mesdames et Messieurs, nous avons le privilège de vivre en un temps incomparable avec ceux qui l'ont précédé depuis l'aube de l'humanité. Tout présent n'est jamais que la rencontre entre deux plaques en quelques sorte tectoniques : celle du passé, avec ses traces innombrables et en particulier les remontées occasionnelles de mémoire ; celle du futur, avec des transformations inouïes qui sont presque déjà là , auxquelles se superposent des spéculations plus ou moins fondées mais néanmoins actualisées dans les esprits, ou même des rêves carrément débridés. D'un côté, des croyances ancrées au plus profond de l'humanité ; de l'autre les élucubrations les plus fantastiques, comme l'homme totalement supplanté par les machines qu'il a lui-même créées en attendant de se métamorphoser en dieu. Dans notre présent à nous, les deux plaques tectoniques, celle du passé et celle du futur, ne font pas bon ménage. Leur choc peut conduire au meilleur ou au pire. La WPC appartient à celles et ceux pour qui l'humanité a encore la possibilité de choisir sa voie, à condition de toujours rechercher un équilibre entre les deux versants du présent, et de ne jamais céder à l'hubris.

Sa Sainteté Bartholomée I^{er} de Constantinople

Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Permettez-nous d'introduire notre propos par une citation : « Le monde où nous vivons aujourd'hui a besoin des valeurs de la religion, qui recèlent les vertus dont nous devons nous armer pour être dans les bonnes grâces de Notre Créateur, Dieu Tout-Puissant, et qui renforcent en nous la propension à la tolérance, à l'amour et à la coopération marquée du sceau de la charité et de la piété humaines ».

Ces mots, nous les devons à Sa Majesté, le Roi Mohammed VI, Amir Al-Mouminine, dont le monde connaît l'ouverture, la sagesse et le désir de bâtir des ponts d'un côté à l'autre de la Méditerranée, tout en combattant avec courage et détermination le fondamentalisme religieux. Ce dernier ne se nourrit pas que d'un désenchantement du monde, que de la faillite de la « modernité heureuse », que d'une opposition à la mondialisation. Le fait religieux s'est transformé tout au long du XXe siècle et sa manipulation, pour ne pas dire son instrumentalisation à des fins hégémoniques, a détourné la nature même de sa vocation : être un acteur de paix, de réconciliation et de dialogue.

La scène internationale connaît aujourd'hui de profonds bouleversements. Les conflits identitaires se lient à la montée en puissance des injustices sociales. Parallèlement, la perception des inégalités va croissante. Dans ce contexte d'insécurité, la religion peut avoir un rôle positif, si tant est qu'elle devienne capable de se réapproprier la nature de son propre message. Un message détourné. Un message violé. Un message piégé par le bellicisme des fondamentalismes. Bien qu'il soit vrai que de nombreux malentendus sur le fondamentalisme religieux circulent, la religion a sans aucun doute été utilisée comme un moyen à des fins politiques ou à des intérêts personnels qui lui sont par essence contradictoires.

Aussi, faut-il bien remarquer la nécessité impérieuse du dialogue pour répondre aux conflits contemporains, au-delà de la nature religieuse ou non de ces conflits. Le dialogue n'est pas une négociation. Ce n'est pas non plus une controverse. Le dialogue n'a ni de gagnant, ni de perdant. Il s'agit d'une caractéristique de l'être par laquelle se constitue la qualité relationnelle de la personne humaine. Pour comprendre ce qui se passe dans notre monde aujourd'hui, il nous faut réfléchir au rôle de la religion dans l'humanité. Ce que d'aucuns appellent le « retour du religieux » dans un monde « post-séculier » n'est en fait que la réactivation d'une dimension essentielle de l'humanité qui, même si elle est puissamment liée à l'identité, n'en est pas pour autant identitaire, mais métaphysique et spirituelle.

En ce sens, les fonctions du religieux peuvent nous paraître évidentes, elles n'en sont pas moins cruciales pour l'existence et la co-existence humaines : a. La religion est liée aux préoccupations de l'être humain et nous aide à élaborer des réponses aux questions existentielles en rapport avec la vie et son sens, la vérité et l'éternité. b. La religion est liée à l'identité des peuples et des civilisations. C'est la raison pour laquelle les traditions religieuses d'autrui doivent non seulement être connues, reconnues, mais aussi appréciées. Cette connaissance est une condition préalable indispensable à tout dialogue. c. La religion a participé à la réalisation des grandes aventures culturelles et civilisationnelles de l'humanité. d. Enfin, la religion est un facteur essentiel du processus de paix. Ainsi que l'écrivait saint Paul : « Car Dieu n'est pas un Dieu de désordre, mais un Dieu de paix ». (1 Co 14, 33)

C'est d'ailleurs ce que le Saint et Grand Concile de l'Église orthodoxe, en juin 2016, a rappelé s'agissant de l'importance du dialogue interreligieux : « Le dialogue interreligieux franc contribue au développement d'une confiance mutuelle dans la promotion de la paix et de la réconciliation. L'Église lutte pour rendre plus tangible sur Terre la 'paix d'en-haut'. La véritable paix n'est pas obtenue par la force des armes, mais uniquement par l'amour qui 'ne cherche pas son intérêt' (1 Co 13, 5). Le baume de la foi doit servir à panser et à guérir les plaies anciennes d'autrui et non pas à raviver de nouveaux foyers de haine ». (par.17)

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Le Maroc a été un pays précurseur en matière de dialogue interreligieux, à l'avant-garde de la lutte contre le fondamentalisme. Comme vous le savez, le bassin méditerranéen a connu pendant les siècles passés une cohabitation pacifique entre juifs, chrétiens et musulman. Cette expérience démontre bien, s'il le fallait encore, que les croyants de traditions religieuses différentes peuvent vivre ensemble autour d'un projet commun : celui de l'unité de l'humanité et de la paix.

Parmi les grandes institutions religieuses, le Patriarcat œcuménique de Constantinople occupe, par son histoire, une place unique. Au fil des profonds bouleversements souvent traumatisants qu'il a dû affronter en deux millénaires, notre Patriarcat a toujours su rester actif, preuve s'il en est qu'il est possible de survivre et de transmettre un témoignage de civilisation à travers les âges. Par sa seule existence, l'Église orthodoxe contribue à donner du sens et de l'espoir à un monde angoissé, qui cherche aujourd'hui son chemin.

La légitimité des religions aujourd'hui dépend de leur attitude claire à l'égard de la protection de la liberté et de la dignité humaines comme des principes fondateurs dans l'établissement de la paix. Aucun défi, soit-il personnel ou international, ne trouvera de solution dans la solitude et l'isolement. Nous avons besoin les uns des autres, car nous sommes des êtres de relation, des êtres de communion qui, à mesure que nous nous rapprochons, devenons de véritables acteurs de paix.

Nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue, dans ce pays, de cette nouvelle édition de la World Policy Conference. En nous invitant à exprimer ces quelques pensées lors de la séance d'ouverture, ses organisateurs – et nous souhaitons ici remercier de tout cœur le professeur Thierry de Montbrial de son amitié – ont souligné l'importance fondamentale que prend la religion dans la réflexion sur les affaires du monde, ou, pour parler autrement, sur les enjeux internationaux. Le Patriarcat œcuménique que nous avons l'honneur de représenter les en remercie, tout en leur souhaitant un plein succès dans leur entreprise.



Etats Unis - The Washington Post - 22/11/2017

So did the startling visions of change outlined in the cozy confines of Silicon Valley that were also on the agenda here on Africa’s Atlantic shoulder when France’s Institute of International Relations held its annual World Policy Conference this month. The usual suspects — global balance-of-power politics, the European Union’s woes, President Trump’s foreign-policy brutishness, Brexit — shared pride of place with the Internet of Cars (the on-wheels version of the Internet of Things) and the vulnerability of the 5,000 military and civilian satellites now in orbit.

France - Les Echos - 04/11/2017

Pour les experts réunis à Marrakech à l’occasion de la World Policy Conférence, le protectionnisme américain est un risque pour l’économie mondiale. « Ce regain de protectionnisme est le résultat de l’échec des Américains à s’adapter à une productivité stagnante et à des salaires bas », estime Masood Ahmed, président du Center for Global development.

Liban - L’Orient Le Jour - 09/11/2017

Le bilan de la première année du mandat du président Donald Trump a été au centre d’un débat sortant des sentiers battus, lors des travaux de la 10e édition de la conférence sur la gouvernance mondiale (World Policy Conference, WPC) qui s’est tenue à Marrakech, à l’initiative de l’Institut français des relations internationales (IFRI, basée à Paris), sous l’impulsion du fondateur et directeur de l’IFRI et de la WPC, Thierry de Montbrial. Des intervenants de renommée internationale, d’horizons très diversifiés, se sont prononcés sur ce bilan, exposant des perceptions plus nuancées et peu reflétées dans la grande presse ou les médias traditionnels.

France - Europe 1 - 6/11/2017

Patrick Pouyanné était l’invité vedette du dîner débat organisé dans le cadre de la World Policy Conference créée par l’économiste Thierry de Montbrial, qui fête son 10e anniversaire. Nous l’avons rencontré après son intervention. “Total est une société qui travaille dans beaucoup de parties du monde, la Russie, le Moyen-Orient ou l’Afrique, où la géopolitique est importante”, explique Patrick –Pouyanné. “Nos interlocuteurs sont des Etats. C’est intéressant pour nous de participer à ces débats. On a toujours besoin d’être à l’écoute de ce qui se passe dans le monde”, ajoute-t-il. Un monde secoué par les crises et de plus en plus incertain. Comment piloter une entreprise mondiale dans ces conditions?

Maroc - Le Matin - 03/11/2017

Placée sous le Haut Patronage de S.M. le Roi Mohammed VI, la dixième édition de la World Policy Conference offre l’opportunité de débattre des grands enjeux régionaux et internationaux. Cette rencontre internationale de grande envergure contribue également à améliorer la gouvernance dans ses dimensions de réflexion, de décision et de contrôle, afin de promouvoir un monde plus ouvert et plus respectueux de la diversité, souligne-t-on du côté des organisateurs. Elle offre également l’opportunité d’une réflexion approfondie dans le cadre d’un débat constructif pour l’émergence d’idées nouvelles et de solutions susceptibles d’améliorer encore le modèle de développement des pays. La cérémonie d’ouverture de cet événement a été marquée par un message royal adressé aux participants, dont lecture a été donnée par le conseiller du Souverain, Yassir Znagui.

Russie - МГИМО- 03/11/2017

3 ноября в г. Марракеш, Марокко, открылась Х юбилейная Конференция по вопросам мировой политики World Policy Conference. В этом году МГИМО выступил в качестве организатора круглого стола «Россия: обзор 20 последних лет» (Russia in twenty years). В экспертной дискуссии принимают участие президент ИМЭМО РАН А.А. Дынкин, заведующий кафедрой дипломатии А.Н.Панов, проректор А.В.Мальгин, главный экономист ЕАБР Я.Д.Лисовелик. Модератор круглого стола — председатель Правления Института современного развития И.Ю.Юргенс.

Albanie - Albanian Daily News - 04/11/2017

Prime Minister, Edi Rama took part in the 10th edition of the “World Policy Conference”, which kicked off Friday in Marrakech of Morocco. PM Rama was invited to be part of the panel “The Future of South-Eastern Europe”, together with Serbian PM Ana Brnabic, where he talked about the importance of regional cooperation and the role of Albania in it, as well as the challenges of Albania’s EU integration. Bringing as an example the relations between Albania and Serbia, which are now normalized, PM Rama underlined that the best future for the peoples of the two countries, what the governments must choose, is neighborly relations and reciprocal cooperation for the common good of citizens.

Portugal - O Jornal Económico - 29/11/2017

Há dias, um artigo de Jim Hoagland no Washington Post, com o título “The fourth industrial revolution is upon us”, chamava a atenção para o facto da rutura tecnológica do século XXI ser diferente das três anteriores. As sociedades tiveram anos para se adaptar à mudança provocada pela máquina a vapor, a eletricidade e o computador. Agora não há tempo para adaptação. Hoagland escrevia de Marraquexe, Marrocos, por ocasião da World Policy Conference do Instituto de Relações Internacionais de França.

Royaume Unie - Radix - 01/12/2017

As the exciting World Policy Conference recently held in Marrakech by Thierry de Montbrial has shown, the most striking political phenomenon in the Middle East today is not ideological in nature. It’s the return of the nation. To strengthen their respective nation states, we see powers collaborating with each other in spite of their cultural, ethnic and religious differences.

Serbie - PTB - 03/11/2017

Двоје премијера разговарало је са Тијеријем де Монбријлом, оснивачем и председавајућим Конференције о светској политици о изазовима са којима се сусреће Западни Балкан и Југоисточна Европа као и о заједничкој будућности у ЕУ. Премијери су се сложили да је потребно наставити и продубити сарадњу на основу заједничких интереса и циљева о европској будућности региона. На панелу је посебно истакнуто да је пут сарадње и помирења који су након више од шест деценија покренули Александар Вучић и Еди Рама, пример одговорне политике и позитивних промена. Србија је дубоко посвећена овом процесу и продубљивању сарадње и разумевања са Албанијом.

Chine - Chinese Headlines - 06/11/2017

2017年11月3日讯世界政策大会将于3月3日至5日间在摩洛哥马拉喀什市举行。蒙古第四任总统查·额勒贝格道尔吉收到了邀请。他将出席有关安全、未来技术、能源、水资源和环境问题的会议。来自世界各地的200多名决策者、研究人员和科学家正在前去参加今年的第十届会议。在此之前，我国曾于2008年参加了这个颇具声望的会议。来源：蒙古信息网

Liban - An Nahar - 04/11/2017

"World Policy Conference" حضرت الملفات الساخنة والتحديات التي تواجه العالم مرة جديدة في أعمال مؤتمر السياسة العالمية الذي ينعد على مدى ثلاثة ايام في طبعته العائرة في مراكش برعاية العاهل المغربي

Corée - MK News - 19/12/2017

국제통화기금(IMF) 수석부총재, 총재 권한대행 등을 맡아 글로벌 경제질서를 주도했던 존립스키. 그는 지난달 5일 세계정책컨퍼런스(WPC)가 열린 모로코 마라케시에서 매일경제와 만나 세계 경제가 순항하고 있지만 마냥 낙관만 하고 있을 수는 없다고 말했다. 그는 "뉴스 헤드라인은 더할 나위 없이 좋지만 그 이면을 잘 봐야 한다"고 말했다. 그는 논란이 되고 있는 한미 자유무역협정(FTA) 재협상 문제에 대해 "실제 협상에 들어가면 미국 내에서도 손해를 보는 측에서 반발이 나올 수 있기 때문에 전면적인 수정이 이뤄지기 어려울 것"이라고 전망했다.

Grèce - CNN Greece - 04/11/2017

Η σημασία του διαθρησκευτικού διαλόγου για την επικράτηση της ειρήνης και της καταλλαγής μεταξύ διαφορετικών λαών και πολιτισμών ήταν στο επίκεντρο της ομιλίας που πραγματοποίησε ο Οικουμενικός Πατριάρχης κ.κ. Βαρθολομαίος κατά την έναρξη της 10ης διεθνούς Συναντήσεως του «World Policy Conference», η οποία ξεκίνησε τις εργασίες της χθες στο Μαράκεξ του Μαρόκου.

Japon - NIKKEI - 03/11/2017

ニヤ州について「同情するが、支持はできない」と語った。アルバニア人が9割を占める隣国コソボもセルビアから独立した過去を持つが、欧州連合（EU）と足並みをそろえてスペイン政府を支持した。シンクタンクの仏国際関係研究所がモロッコのマラケシュで3日から開催している「世界政策会議」で表明した。

Mongolie - New.MN - 03/11/2017

Мароккын Вант Улсын Марракеш хотноо энэ арваннэгдүгээр сарын 3-5-ны хооронд зохион байгуулагдах “Дэлхийн бодлого” хуралдаанд (World Policy Conference) Монгол Улсын дөрөв дэх Ерөнхийлөгч Ц.Элбэгдорж уригджээ. Тэрбээр уг хурлын аюулгүй байдал, ирээдүйн технологи, эрчим хүч, ус болон байгаль орчны асуудлаарх хурлуудад оролцох юм байна. Энэ жилийн 10 дахь хуралдаанд дэлхийн олон орноос 200 гаруй бодлого тодорхойлогчид, судлаачид, эрдэмтэд хүрэлцэн ирж чуулна. Энэхүү нэр хүндтэй хуралд манай улсаас өмнө нь 2008 онд оролцож байжээ.



Qatar - Gulf Times - 04/11/2017

FM calls for a mechanism to avert crisis - HE the Foreign Minister of Qatar Sheikh Mohamed bin Abdulrahman al-Thani has reiterated that dialogue and engagement is the best way forward to solve the Gulf crisis. He was speaking during a lunch debate at the World Policy Conference in Morocco yesterday. HE Sheikh Mohamed began with explaining why the Middle East was an important region. “For ages the Middle East was the source of civilisation, the route of languages, the origin of different faiths and the international trade hub connecting East to West and West to East where the people could connect and engage. And the keyword was the coexistence and engagement of people of different backgrounds and ethnicities.

Serbie - Alor.rs - 03/11/2017

Region Jugoistočne Evrpe, ili kako ga još nazivaju Zapadnog Balkana, ne samo da se pojavljuje kao region koji ima odlične ekonomske rezultate i polako se ekonomski reformiše u region na koji može da se računaa, već i kao region koji se politički reformiše i ima pozitivne stvari da pokaže i Evropi i celom svetu”, rekla je Brnabić nakon učešća na uvodnom panelu Konferencije o svetskoj politici (World Policy Conference - WPC), koja se održava u Marakešu.

Roumanie - Basilica.ro - 03/11/2017

Importanța dialogului interreligios pentru stabilirea păcii și concilierii între diferite popoare și culturi a reprezentat punctul central al discursului Patriarhului Ecumenic Bartolomeu la începutul celei de-a zecea ediții a Conferinței pentru Politică Mondială (World Policy Conference), care și-a deschis lucrările vineri dimineață la Marrakech, Maroc.

Italie - L’Osservatore Romano - 06/11/2017

La legittimità delle religioni oggi dipende dal loro atteggiamento chiaro rispetto alla protezione della libertà e della dignità umane, come principi fondatori nell’istituzione della pace»: lo ha ribadito il patriarca ecumenico Bartolomeo, arcivescovo di Costantinopoli, intervenendo alla decima edizione della World Policy Conference, che si è svolta a Marrakech, in Marocco, dal 3 al 5 novembre. «Nessuna sfida, sia essa personale o internazionale, troverà soluzione nella solitudine e nell’isolamento. Abbiamo bisogno gli uni degli altri, poiché siamo esseri di relazione, esseri di comunione che, a seconda di come ci rapportiamo, diventiamo dei veri attori di pace», ha detto il primate ortodosso.

**Youssef Amrani**

L'Afrique est aujourd'hui une priorité pour notre politique étrangère. C'est un continent qui offre de nombreuses perspectives de croissance et de développement économique, et le Maroc œuvre en Afrique pour créer de nouvelles possibilités et des emplois pour les jeunes. [...] Malheureusement, le Maghreb se trouve paralysé par la crise. Nous ne créons pas d'emplois, alors que si l'Union du Maghreb arabe fonctionnait, nous pourrions créer ces emplois et promouvoir la croissance. Aujourd'hui, nous avons besoin d'une vision politique, de leadership et d'engagement pour pouvoir construire l'intégration régionale. Mais dans le reste de l'Afrique, nos entrepreneurs sont très performants : ils créent des emplois, contribuent à la croissance et s'efforcent de répondre aux attentes de la jeune génération du continent.

**Edi Rama**

L'UE joue un rôle extrêmement important pour nous, dans les deux sens. Tout d'abord, par son existence même, car c'est un projet de paix et de sécurité, bien que cela semble échapper à de nombreuses personnes en Europe, parce que la génération actuelle est la première qui, dans l'histoire du continent, n'a jamais vécu la guerre. Mais pour nous, ce projet est extrêmement attractif, justement parce que nous avons connu la guerre et nous savons ce que signifie la guerre. D'autre part, il est important que l'Europe réalise qu'elle a besoin des Balkans tout autant que des Balkans ont besoin de l'Europe.

**Patrick Pouyanné**

Fondamentalement, j'estime que l'accord [avec l'Iran] de mettre la difficile question du nucléaire de côté est dans l'intérêt de nombreux pays. Cela ne veut pas dire que nous résolvons tout avec l'Iran, mais à l'heure où nous essayons de convaincre la Corée du Nord d'accepter un accord nucléaire, il pourrait s'avérer délicat de convaincre ce pays de croire en d'autres pays et de leur faire confiance. On ne peut appliquer un accord nucléaire si, en même temps, un autre accord est jeté aux ordures.

**Tsakhagiyn Elbegdorj**

La Mongolie se situe entre la Chine et la Russie. Historiquement, les Mongols ont été les protecteurs de la Route de la soie, sous Genghis Khan et Kublai Khan. Les Mongols ont en effet construit le plus grand empire terrestre qui ait jamais existé sur Terre. La Route de la soie reliait l'Europe, l'Asie et la Perse, qui, grâce à elle, étaient à l'apogée de leur développement durant cette période. Bien sûr, les nouvelles routes économiques de la soie (système « One belt, One road ») sont une nouvelle version de la Route de la soie. La dimension maritime est également présente, la route ne sera pas uniquement terrestre. La Mongolie se situe entre la Chine et la Russie, c'est pourquoi nous attendons avec impatience de bénéficier de cette excellente initiative.

**Richard Burt**

Trump prétend que l'accord sur le nucléaire iranien est le pire accord jamais négocié, mais encore une fois, il fait plus de bruit que de mal. Il n'a pas revu l'accord en le présentant au Congrès. Il a affirmé qu'il voulait que le Congrès s'en charge, ce qui lui permet d'éviter un sujet controversé. Je fais plutôt référence à sa façon d'aborder les accords commerciaux. Il s'est retiré du partenariat transpacifique, un traité multilatéral majeur avec l'Asie, de l'Accord de Paris sur l'environnement, etc. Clairement, il ne veut pas d'accords multilatéraux internationaux. Il préfère visiblement les négociations bilatérales privilégiant les États-Unis.

**Ana Brnabic**

Pour la Serbie, la question du Kosovo est très simple. Nous n'avons cessé de dire qu'il s'agissait d'une violation manifeste du droit international. Si vous reconnaissez le Kosovo, alors vous ouvrez la boîte de Pandore et au bout du compte, sans droit international et sans normes claires, vous laissez des pays choisir entre des nations, entre des peuples, décider qui reconnaître ou qui ne pas reconnaître, qui est légitime et qui ne l'est pas. Et aujourd'hui, avec la situation en Espagne, tout cela apparaît encore plus clairement.

**Miriem Bensalah-Chaqroun**

Je suis une femme. Nombreux sont les pays de la région qui ne se concentrent pas assez sur les femmes. Beaucoup de programmes existent, mais l'accès à ces programmes est une autre histoire. Il y a un potentiel inexploité, comme la terre fertile et inexploitée de l'Afrique. Un changement des mentalités est nécessaire, nous devons donner les moyens aux femmes, dès l'école maternelle et dans leurs foyers. Nous, les femmes, nous avons besoin d'un environnement approprié pour être indépendantes et apporter davantage de valeur à nos communautés.

**Aminata Touré**

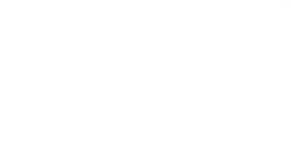
Je pense qu'il est important que nous investissions dans l'éducation des citoyens, car ce sont eux qui demandent des comptes à ceux qui les dirigent. Cela doit se traduire dans la loi, afin de rendre obligatoire pour le gouvernement et les dirigeants de rendre des comptes au peuple. Pour revenir au Sénégal, en 2012, plusieurs réformes du cadre légal ont été mises en place, rendant obligatoire pour les nouveaux présidents et ministres de déclarer leurs actifs. La loi sur la transparence des financements publics a également été mise en place. Ce sont là des mécanismes qui contribueraient à ce que l'Afrique progresse dans le domaine de la gouvernance.

**Assia Bensalah Alaoui**

Bien que le Printemps arabe ait été initié par la jeunesse, il a en réalité bénéficié aux forces conservatrices par le biais des élections, en particulier les partis islamistes du monde arabe. Au Maroc, nous avons deux avantages. Tout d'abord, nous avons un dirigeant déterminé, Sa Majesté le Roi, qui avait anticipé les réformes et les avait appliquées au préalable, que ce soit des réformes politiques, en rapport avec les droits de l'homme ou avec la transformation économique des infrastructures. Je suis persuadée que la clé d'une sécurité durable réside dans la capacité d'offrir aux populations de meilleures conditions de vie et davantage de responsabilités au sein de leur propre société. Nos objectifs ne sont pas encore tous atteints et nous avons encore des défis à relever, mais ces réformes nous ont permis de maintenir une certaine stabilité.

**Thierry de Montbrial**

Pour que l'ouverture et les interdépendances croissantes, qui sont les caractéristiques fondamentales de la mondialisation, soient viables dans la durée, il faut parallèlement développer la gouvernance mondiale et régionale à tous les niveaux, c'est-à-dire des règles du jeu que les différents acteurs soient prêts à respecter. Hélas, on a bien vu pendant ces dix ans la multiplication de perturbations extrêmement graves comme la crise financière [...], le très mal nommé printemps arabe ou les désordres de l'Union européenne, le Brexit, etc. [...] Une autre leçon qui correspond aussi à ma philosophie de vie profonde, c'est la nécessité de se parler même quand on est en désaccord. [...] Je suis très content par exemple du succès du débat avec les Premiers ministres de la Serbie et de l'Albanie à l'ouverture de la conférence.



WORLD POLICY CONFERENCE
10th EDITION
GOVERNANCE
3-5, 2017 - Marrakech

Co-organised by:
OCP POLICY CENTER

Official partners:
REAL MARRAKECH
MARRAKECH
S. C. Group
MARRAKECH
MARRAKECH
MARRAKECH

Co-organised by:
OCP POLICY CENTER

OCP POLICY CENTER
THINK - STIMULATE - BRIDGE

THINK - STIMULATE - BRIDGE

WORLD POLICY CONFERENCE

OCP POLICY CENTER
THINK - STIMULATE - BRIDGE

THINK - STIMULATE - BRIDGE

WORLD POLICY CONFERENCE

TOTAL

COMMITTED TO BETTER ENERGY

WORLD POLICY CONFERENCE

POMESA

WORLD POLICY CONFERENCE

RENAULT

WORLD POLICY CONFERENCE

AIRBUS

WORLD POLICY CONFERENCE

WORLD POLICY CONFERENCE



Partenaires

- OCP Policy Center
- Total
- Poongsan
- Banque du Liban
- Groupe Renault
- Korea Foundation for Advanced Studies
- Airbus
- Capgemini
- Grampet Group
- Eximbank



Médias

- Les Echos
- Nikkei
- Le Journal du Dimanche
- Maeil Business Newspaper
- Radio Classique
- Afrika News
- An-Nahar
- RFI
- TV5 Monde
- L'Orient le Jour



Avec le soutien de

- | | | | |
|---------------------|---------------|--------------------|-----------------|
| CNES | ALCEN | Jean-Pierre Hansen | André Lévy-Lang |
| Financière de l'Ile | KIEP | FD Partners | BRH |
| Jean Burelle | Pierre Keller | José Desfilis | |



Partenaires



Médias



L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri (Institut français des relations internationales) est en France le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et à la gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques et aux leaders d'opinion.

L'Ifri est classé au 2e rang des think tanks les plus influents au monde derrière la Brookings Institution (Etats-Unis), selon le classement de « Global Think Tank Report 2017 » de l'université de Pennsylvanie portant sur près de 7 000 think tanks de 187 pays. La World Policy Conference est classée 3e meilleure think tank conference d'après le même classement.

WPC

Thierry de Montbrial
Président et fondateur

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Nicolas de Germay
Vice-président

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Attaché de presse

ifri

Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale

Song-Nim Kwon

Traitement de données et relecture

Marion Jacquin

Alix Baruteau

Manon Gautier

Réalisation graphique et mise en page

Ellair

Crédits photos

CLASH VISUEL ©Bahi et ©Christophe Peus

Imprimé en France - Février 2018

Tous droits réservés

ISBN : 978-2-36567-836-0





ifri

www.worldpolicyconference.com

www.worldpolicyconferencetv.com

www.ifri.org